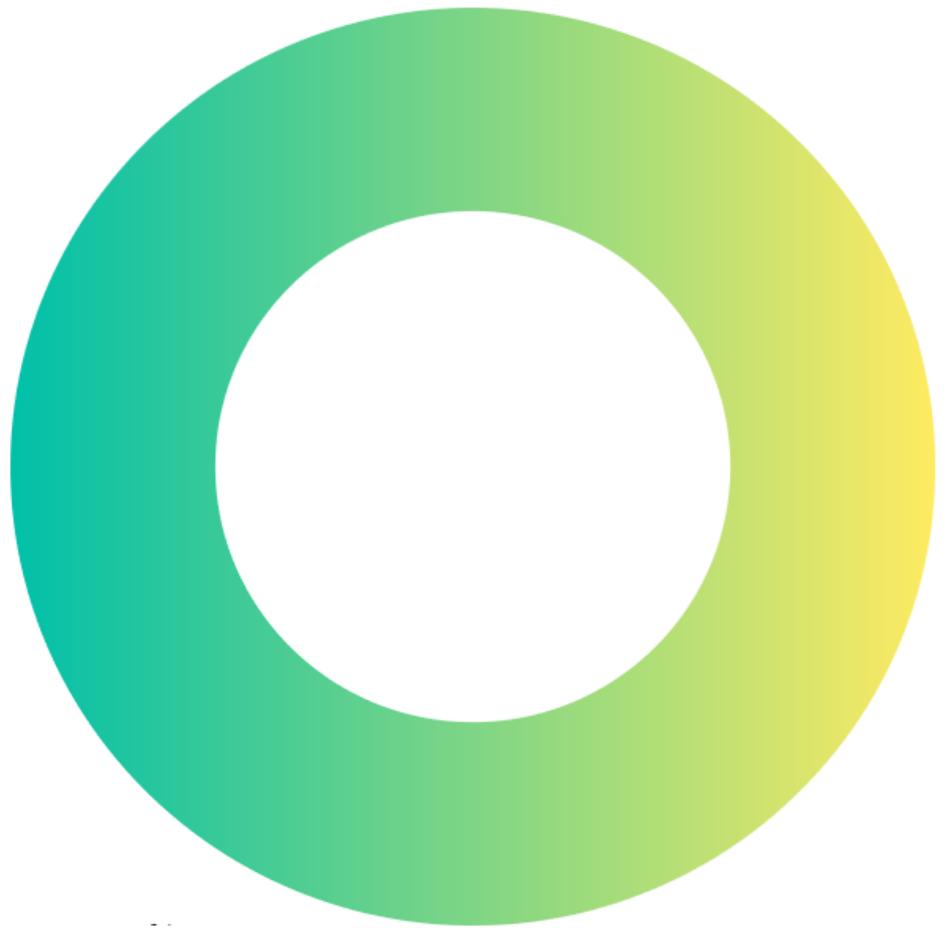


**Éléments
Financiers
2023**



Sommaire

A. Rapport d'activité.....	3
A.1 Worldline en 2023	3
A.2 Revue opérationnelle.....	7
A.3 Objectifs 2024	10
B. Revue financière.....	11
B.1 Etat du résultat global.....	11
B.2 Tableau de flux de trésorerie.....	14
B.3 Politique de financement.....	16
C. Etats financiers consolidés	18
C.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	18
C.2 Compte de résultat consolidé.....	19
C.3 Etat du résultat global.....	20
C.4 Etats consolidés de la situation financière	21
C.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidé.....	23
C.6 Variation des capitaux propres consolidés.....	24
C.7 Annexes aux comptes consolidés	25
D. Indicateurs non-IFRS.....	79
D.1 Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)	79
D.2 Flux de trésorerie disponible	79
D.3 EBITDA.....	80
E. Annexes.....	81
E.1 Siège social.....	81
E.2 Relations Investisseurs.....	81
E.3 Agenda financier.....	81

A. Rapport d'activité

A.1 Worldline en 2023

Janvier

Le 12 janvier, Worldline a annoncé avoir finalisé l'acquisition l'acquisition d'une participation de 40% dans Online Payment Platform B.V.. Fondé en 2011, Online Payment Platform (OPP) est un prestataire de services de paiement en ligne néerlandais offrant une solution de paiement dédiée aux marketplaces et aux plateformes sur le segment C2C en particulier. La transaction enrichit le profil de croissance de Worldline et permet de réaliser

des synergies pour les deux parties impliquées grâce à l'organisation commerciale de Worldline. Cette transaction est parfaitement en ligne avec la feuille de route stratégique de Worldline qui étend ainsi son exposition au e-commerce et apporte une brique technologique éprouvée avec une solution unique conçue de toutes pièces.

Février

Le 21 février, Worldline a annoncé ses résultats annuels 2022. Le chiffre d'affaires 2022 de Worldline a atteint 4 364 millions d'euros, soit croissance organique de +10,7%, au-dessus de l'objectif annuel de 8% à 10% de croissance organique du chiffre d'affaires. Cette performance a été réalisée grâce à la croissance soutenue dans les Services aux Commerçants qui reflète à la fois la transition rapide et généralisée vers les paiements numériques ainsi que le positionnement fort du Groupe suite à l'acquisition d'Ingenico. La Ligne de Services a représenté 70 % du revenu total du groupe en 2022. Le chiffre d'affaires en Mobilité & Services Web Transactionnels (8% du chiffre d'affaires du Groupe en 2022) a également contribué à la croissance, affichant une forte croissance organique de +7,3% sur l'année grâce à plusieurs grands projets et à la reprise du secteur des transports publics. Les Services Financiers (22% du chiffre d'affaires du Groupe en 2022) ont crû de +2,5% en 2022

avec une tendance de chiffre d'affaires solide compensant l'impact temporaire de la baisse de prix concédée par le Groupe pour les renouvellements des grands contrats historiques d'Equens fin 2021.

Atteignant 1 133 millions d'euros en 2022, l'EBO (Excédent Brut Opérationnel) du Groupe a augmenté de +15,7% à périmètre et taux de change constants. Il a ainsi représenté 26,0% du chiffre d'affaires, en amélioration organique de +110 points de base, en ligne avec l'objectif annuel.

Le flux de trésorerie disponible a atteint 520 millions d'euros en 2022, en hausse de +25,5% par rapport à 2021, représentant un taux de conversion de l'EBO de 45,9% (flux de trésorerie disponible divisé par l'EBO), supérieur à l'objectif annuel d'atteindre environ 45%.

Mars

Le 28 mars, Worldline a annoncé avoir finalisé l'acquisition des activités d'acquisition commerçants de Banco Desio et la mise en place d'un partenariat commercial visant à tirer parti du réseau bancaire de Banco Desio pour distribuer les produits et services de paiement de Worldline aux commerçants clients de la banque en Italie. Les activités d'acquisition commerçants de Banco Desio seront apportées à Worldline MS Italy, coentreprise créée suite à l'acquisition d'Axepta Italie début

2022 dont Worldline possède 80%. Dans le cadre de la transaction, Worldline entre également dans un partenariat commercial à long terme avec Banco Desio visant à utiliser son solide réseau bancaire comme canal commercial clé pour la distribution des produits et services de paiement de Worldline aux commerçants.

Avril

Le 19 avril, Worldline et Crédit Agricole S.A. annoncent la signature d'un accord de négociations exclusives non engageant en vue d'un partenariat stratégique qui permettrait de créer un acteur majeur du marché des paiements français. Le projet d'alliance entre les deux groupes est une opportunité unique pour les deux entreprises de développer leurs activités de services aux commerçants dans ce marché à fort potentiel. En unissant les forces des deux groupes, ce projet de partenariat proposerait des offres technologiques combinées de pointe et des capacités commerciales de premier plan pour répondre à l'ensemble des besoins des commerçants en constante évolution, tant au niveau local qu'au niveau global. Le partenariat s'appuierait sur :

Le partenariat se matérialiserait par la création d'une co-entreprise entièrement agréée entre Crédit Agricole et Worldline. La co-entreprise serait détenue majoritairement (50% du capital plus une action) par Worldline et consolidée par intégration globale. Elle s'assurerait de tirer le meilleur parti des plateformes européennes de traitement des transactions (processing) de Worldline et de développer une gamme de produits innovants pour le marché français. La co-entreprise aurait également en charge d'assurer le développement commercial de cette alliance, en direct avec les plus grands commerçants tout en fournissant un soutien actif aux canaux de distribution des banques.

- L'expertise technologique des solutions, des plateformes et des applications de paiements de Worldline au service des commerçants, aussi bien pour le commerce physique qu'en ligne.
- Les réseaux de distribution du Groupe Crédit Agricole, avec les 39 caisses régionales de Crédit Agricole et LCL, forts de plus de 16 000 conseillers Entreprises, avec une connaissance fine du marché français et une expertise locale en matière d'acquisition commerçants.

Le projet de co-entreprise, opérationnel à partir de 2025, donnerait aux comptes-cléfs en France l'accès à une offre tout-en-un, s'appuyant sur la plateforme d'acceptation et d'acquisition de Worldline qui intègrera le schéma de paiement domestique « Cartes Bancaires ». En parallèle, Worldline offrirait à ses commerçants internationaux un accès à ce schéma de paiement domestique, lui permettant d'élargir sa large gamme de méthodes de paiements.

L'opération demeure soumise à la consultation des instances représentatives du personnel des deux parties et à

l'approbation des organes sociaux, des régulateurs et autorités compétentes.

- 2023-2024 : Phase commune d'investissements de 80 millions d'euros financés par Worldline et Crédit Agricole, et destinés à l'élaboration des produits et des offres et à la mise en œuvre de la co-entreprise.
- A partir de 2025 : Opérationnalisation effective de la co-entreprise commençant à générer du chiffre d'affaires et du revenu brut d'exploitation.

Le 26 avril, Worldline a publié son chiffre d'affaires du premier trimestre 2023 reflétant un début d'année solide avec un chiffre d'affaires qui a atteint 1 070 millions d'euros, soit une croissance

Mai

Le 10 mai, Worldline annonce le lancement d'une offre de rachat (l'« Offre de Rachat ») de ses obligations portant intérêt au taux fixe de 1,625% d'un montant de 600 000 000 euros arrivant à échéance en septembre 2024 (ISIN : FR0013281946) émises en 2017 (les « Obligations Série A ») ainsi que sur ses obligations portant intérêt au taux fixe de 0,25% d'un montant de 500 000 000 euros arrivant à échéance en septembre 2024 (ISIN : FR0013448032) émises en 2019 (les « Obligations Série B ») et ensemble avec les Obligations Série A, les « Obligations »). L'Offre de Rachat débute le mercredi 10 mai 2023 et s'achèvera le mardi 16 mai 2023 à 17h00 (CET).

Le 12 mai, Worldline annonce le lancement de son nouveau plan d'actionnariat salarié réservé aux adhérents du plan d'épargne du Groupe Worldline « Boost 2023 ». Cette augmentation de capital s'inscrit dans le cadre du développement de l'actionnariat salarié qui est un objectif du Groupe Worldline et permet ainsi de reconnaître la contribution des collaborateurs à la performance du Groupe ainsi que de leur offrir la possibilité d'être associés à la stratégie à long terme du Groupe.

Le 17 mai, Worldline annonce la clôture de l'offre de rachat sur ses obligations arrivant à échéance en septembre 2024. Le

Juin

Le 8 juin, Worldline a tenu son Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, présidée par Bernard Bourigeaud en sa qualité de Président du Conseil d'administration. L'Assemblée Générale s'est tenue physiquement et a réuni un large quorum de 80,20%. Elle était retransmise en direct et est disponible pour un visionnage en différé sur le site internet de la Société. L'ensemble des résolutions a été approuvé. Lors de cette Assemblée Générale, les actionnaires se sont prononcés favorablement sur le renouvellement du mandat d'administrateur de Giulia Fitzpatrick et Bernard Bourigeaud*, Gilles Grapinet, Gilles Arditti, Aldo Cardoso et Thierry Sommelet, pour une durée de trois (3) ans. L'ensemble des administrateurs renouvelés ayant des rôles dans les comités les

Juillet

Le 28 juillet, Worldline publie de bons résultats pour le premier semestre 2023. Le chiffre d'affaires a atteint 2 242 millions d'euros, soit une croissance organique de +9,3% (dont +9,4% au T2). Cette performance a notamment été atteinte grâce à l'accélération continue de la croissance dans les Services aux Commerçants reflétant à la fois la transition rapide et généralisée vers les paiements numériques ainsi que le solide positionnement du Groupe à la suite de l'acquisition d'Ingenico.

organique de +9,2%, notamment grâce à la croissance soutenue dans les Services aux Commerçants à +12,6% de croissance organique, bénéficiant de la hausse des volumes d'acquisition commerçants dans le commerce physique comme dans le commerce en ligne. Les Services Financiers ont cru de +2,3%, une performance en ligne avec la trajectoire attendue sur l'année avec de bons développements commerciaux et le début de la phase de montée en charge des nouveaux contrats. Mobilité & Services Web Transactionnels a bénéficié d'une solide dynamique sous-jacente mais est resté impacté, comme déjà indiqué, par la ré-internalisation d'un contrat de messages sécurisés par un opérateur de télécommunications à la fin du premier semestre 2022, ce qui a conduit à une stabilité du chiffre d'affaires au T1 2023. Les objectifs 2023 et l'ambition 2024 sont confirmés.

montant nominal valablement apporté et accepté par Worldline dans le cadre de l'Offre de Rachat s'élève à 385 600 000 euros et se répartit comme suit :

- 245 300 000 euros d'Obligations Série A à un prix de rachat de 97,656% augmenté de 1,117% d'intérêts courus, avec un montant nominal résiduel en circulation qui s'élèvera ainsi à 354 700 000 euros après annulation des Obligations rachetées ; et
- 140 300 000 euros d'Obligations Série B à un prix de rachat de 95,891% augmenté de 0,168% d'intérêts courus, avec montant nominal résiduel en circulation qui s'élèvera ainsi à 359 700 000 euros après annulation des Obligations rachetées.

Le règlement de l'Offre de Rachat a été effectué le 22 mai 2023. Les Obligations rachetées ont été annulées

conservent. A l'issue de l'Assemblée Générale, le Conseil d'administration compte désormais 17 administrateurs, dont deux administrateurs représentant les salariés Mme Marie-Christine Lebert renouvelée en tant que représentante du Comité Social et Economique et Stephan Van Hellemont nouvellement désigné en tant que représentant du Comité d'entreprise européen. Avec 66% d'administrateurs indépendants, la composition du Conseil est équilibrée et intègre une représentation adéquate de ses principaux actionnaires et partenaires stratégiques. Le Conseil comprend 40% de femmes et des profils diversifiés le faisant bénéficier de compétences solides et complémentaires. *administrateur indépendant

Cette exécution rigoureuse s'est également matérialisée par un Excédent Brut Opérationnel (EBO) Groupe atteignant 519 millions d'euros au premier semestre 2023, soit 23,1% du chiffre d'affaires, en amélioration de +80 points de base par rapport au premier semestre 2022 à périmètre et taux de change constants

Le flux de trésorerie disponible des opérations poursuivies sur le semestre a été de 232 millions d'euros, représentant un taux de conversion de l'EBO de 44,7% (flux de trésorerie disponible

divisé par l'EBO), conformément à la tendance semestrielle attendue en 2023.

Le 28 juillet, à l'issue de leurs négociations exclusives annoncées en avril dernier, le groupe Crédit Agricole et le groupe Worldline ont précisé, par la signature d'un accord, les

Septembre

Le 5 septembre, Worldline a placé avec succès une obligation de 600 millions d'euros arrivant à échéance en septembre 2028 et portant un coupon de 4,125%. L'offre a été largement

Octobre

Le 25 octobre, Worldline a annoncé un chiffre d'affaires du 3ème trimestre plus faible que prévu et a révisé ses perspectives financières. Le chiffre d'affaires de Worldline pour le T3 2023 a atteint 1 182 millions d'euros, soit une croissance organique de +4,8%. Cette croissance a été principalement tirée par les Services aux Commerçants à +7,6% en organique (+10,0% hors Allemagne), impactés par des conditions économiques défavorables. Les services financiers ont baissé de 2,9 %, en raison de retards dans la signature de nouveaux contrats, comme prévu. Enfin, l'activité Mobilité et Services Transactionnels a été globalement stable, soutenue par une bonne dynamique commerciale dans l'activité de billetterie électronique, tout en ne bénéficiant pas encore pleinement de la montée en puissance des nouveaux contrats signés.

Au cours du troisième trimestre 2023, certaines de nos principales zones géographiques, en particulier le marché allemand, ont connu un ralentissement macroéconomique. Les

Novembre

Le 8 novembre, S&P Global Ratings (S&P) a abaissé la note de crédit de Worldline (la "Société") de BBB à BBB-, avec une perspective stable. Ce changement de

contours de leur projet de partenariat dans le secteur des services de paiement aux commerçants. Les Conseils d'administration des entités concernées de chacun des deux groupes ont approuvé les termes de l'accord exclusif et contraignant, marquant ainsi une nouvelle étape dans ce projet de partenariat.

sursouscrite par une base d'investisseurs très diversifiée, confirmant la confiance dans le modèle d'entreprise et le profil de crédit de Worldline.

consommateurs ont commencé à allouer une plus grande partie de leurs dépenses aux secteurs non discrétionnaires plutôt qu'aux secteurs discrétionnaires, ce qui a eu un impact sur notre croissance et notre rentabilité.

Compte tenu de l'augmentation de la cybercriminalité en général, de l'émergence de nouveaux systèmes frauduleux et de l'accélération de la tendance au renforcement des directives réglementaires et des contraintes du marché, nous avons renforcé notre politique d'appétit pour le risque. En conséquence, nous avons mis fin de manière ordonnée aux contrats avec certains marchands dont les coûts associés et les risques potentiels ne répondaient pas à nos exigences revues et corrigées. Ces marchands en ligne pourraient représenter un maximum de 130 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023, dont 30 millions d'euros en S2 2023 et 100 millions d'euros principalement en S1 2024

notation devrait avoir un impact marginal sur le financement de l'entreprise.

A.1.1 Structure du chiffre d'affaires

Répartition par Lignes de Services

Les Services aux Commerçants sont la plus importante Ligne de Services du Groupe, représentant 72% du chiffre d'affaires du Groupe en 2023

En millions d'euros	2023	2022 *	Variation organique
Services aux Commerçants	3 325	3 052	+8,9%
Services Financiers	944	957	-1,3%
Mobilité & Services Web Transactionnels	342	341	+0,1%
Worldline	4 610	4 350	+6,0%

* à périmètre constant et taux de change moyens de décembre 2023

Répartition par zone géographique

L'Europe reste la principale base opérationnelle du Groupe, générant environ 90% du chiffre d'affaires total en 2023.

<i>En millions d'euros</i>	2023	% Total
Europe du Nord	1 628	35%
Europe Centrale & de l'Est	1 591	35%
Europe du Sud	923	20%
Asie Pacifique et Amérique	468	10%
Worldline	4 610	100%

A.1.2 Ressources Humaines

Le nombre total de salariés était de 18 402 fin 2023, soit une hausse de 348 salariés sur l'exercice, dont une hausse de 143 au second semestre. Cette augmentation du staff est due à la mise en place de centres de support dans les pays à faible coût, tant en Europe qu'en Asie.

Effectif	202	Embauches	Départs	Démissions et réorg.	Autres	Fin 2023
Europe du Sud	4 132	407	-345	-130	1	4 065
Europe Centrale & de l'Est	5 022	607	-434	-127	-11	5 057
Europe du Nord	5 722	526	-422	-84	-96	5 646
Asie Pacifique & Amériques	3 178	959	-359	-122	-22	3 634
Worldline	18 054	2 499	-1 560	-463	-128	18 402

A.2 Revue opérationnelle

Le **chiffre d'affaires** 2023 de Worldline a atteint **4 610,4 millions d'euros**, représentant une **croissance organique de 6,0%** .

Atteignant **1 110,4 millions d'euros** en 2023, l'**EBE ajusté** (Excédent Brut d'Exploitation ajusté et anciennement EBO- Excédent Brut Opérationnel) du Groupe a représenté **24,1% du chiffre d'affaires** stable en valeur absolue par rapport à l'année 2022.

Flux de trésorerie disponible : **355 millions d'euros** ou 32,0 % de conversion de l'EBE ajusté.

Tous les objectifs révisés fournis le 25 octobre 2023 sont atteints.

A.2.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Pour l'analyse de la performance du Groupe, le chiffre d'affaires et l'Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté - anciennement EBO) 2023 sont comparés avec le chiffre d'affaires et l'EBE ajusté 2022 à périmètre et taux de change constants.

La réconciliation du chiffre d'affaires et de l'EBE ajusté 2022 statutaires avec le chiffre d'affaires et l'EBE ajusté 2022 à périmètre et taux de change constants est présentée ci-dessous par Ligne de Services :

(En millions d'euros)	Chiffre d'affaires			
	FY2022	Effet périmètre ²	Effet de change	FY 2022 ¹
Services aux Commerçants	3 041,1	+55,7	-44,9	3 051,9
Services Financiers	957,8	-0,3	-0,7	956,8
Mobilité & Services Web Transactionnels	365,2	-22,4	-1,4	341,4
Worldline	4 364,1	+33,0	-47,1	4 350,1

¹ A périmètre constant et taux de change moyens de décembre 2023

² Au taux de change moyens de décembre 2023

(En millions d'euros)	EBE ajusté			
	FY2022	Effet périmètre ²	Effet de change	FY 2022 ¹
Services aux Commerçants	868,8	-17,8	-10,7	840,3
Services Financiers	271,9	+10,8	+0,6	283,3
Mobilité & Services Web Transactionnels	53,1	-7,1	-0,4	45,6
Coûts centraux	-61,2	0,0	-0,0	-61,2
Worldline	1 132,5	-14,1	-10,4	1 108,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>26,0%</i>			<i>25,5%</i>

¹ A périmètre constant et taux de change moyens de décembre 2023

² Au taux de change moyens de décembre 2023

En 2023, les effets de change sont essentiellement dus à la dépréciation du dollar australien, de la couronne suédoise, de la livre turque et du franc suisse par rapport à l'euro. Les effets de périmètre sont principalement liés à l'intégration au premier semestre d'ANZ et Eurobank dans le périmètre des Services aux Commerçants et la cession des activités de la Ligne de Services Mobilité & Services Web Transactionnels en Amérique latine et à l'impact de la cession de TSS.

A.2.2 Performance par Ligne de Services

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			EBE ajusté			EBE ajusté %		
	FY2023	FY 2022*	Variation organique	FY2023	FY 2022*	Variation organique	FY2023	FY 2022*	Variation organique
Services aux Commerçants	3 324,7	3 051,9	+8,9%	847,0	840,3	+0,8%	25,5%	27,5%	-200 bps
Services Financiers	944,1	956,8	-1,3%	274,6	283,3	-3,1%	29,1%	29,6%	-50 bps
Mobilité & Services Web Transactionnels	341,6	341,4	+0,1%	48,2	45,6	+5,8%	14,1%	13,4%	+70 bps
Coûts centraux	0,0	0,0	+0,0%	(59,4)	(61,2)	+3,0%	-1,3%	-1,4%	+10 bps
Worldline	4 610,4	4 350,1	+6,0%	1 110,4	1 108,0	+0,2%	24,1%	25,5%	-140 bps

* A périmètre et taux de change constants

A.2.2.1 Services aux Commerçants

Le **chiffre d'affaires** des Services aux Commerçants pour l'exercice 2023 a atteint **3 325 millions d'euros**, soit une croissance organique de **+8,9%**. Une performance contrastée entre un bon premier semestre et un second semestre impacté notamment par le ralentissement économique et la baisse de la consommation en Europe, qui a continué à se détériorer au cours du quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre, ainsi que par la résiliation des commerçants en ligne tel qu'annoncé et représentant un impact d'environ 30 millions d'euros au second semestre 2023.

Renforcement du cadre de gestion des risques et gestion du portefeuille en bonne voie

Au total, le groupe confirme l'impact en base annuelle d'un chiffre d'affaires d'un maximum de 130 millions d'euros en 2023 (dont environ 30 millions d'euros ayant impacté le deuxième semestre 2023 et environ 100 millions d'euros au premier semestre 2024 impactant la base de comparaison) résultant de la résiliation de contrats spécifiques de marchands liés à notre gestion du risque renforcé comme annoncé au troisième trimestre de l'année dernière. Cela prend en compte, les contraintes de marchés et de régulations renforcées notamment celles du régulateur en Allemagne. L'examen du portefeuille de commerçants en ligne, selon une approche renforcée dans le cadre de la gestion des risques marchands, a été achevé et finalisé l'année dernière.

- Au 31 décembre 2023, la revue du portefeuille des commerçants allemands a été entièrement achevée et finalisée avec la résiliation de la relation contractuelle résultant par un impact d'environ 40 millions d'euros sur le chiffre d'affaires en base annuelle
- Pour les contrats hors Allemagne, le processus de résiliation est en bonne voie et devrait être achevé au plus tard à la fin du premier semestre 2024, avec un impact d'environ 90 millions d'euros sur le chiffre d'affaires en base annuelle

Par division, la croissance a été principalement portée par :

- **Acquisition commerçants** : Une croissance soutenue tirée par une bonne résilience de l'activité compensant la cessation de contrats de marchands en Allemagne et la morosité de l'environnement macroéconomique ;
- **Acceptance de paiement** : Bonne croissance dans son ensemble, toutefois affectée par le contexte macro-économique qui a eu un impact sur les volumes de transactions, et la gestion de portefeuille en ligne résultant de notre cadre renforcé de gestion des risques ;
- **Services numériques** : Globalement stable, soutenue par une bonne dynamique des ventes en Turquie.

Au cours du premier semestre, l'activité commerciale s'est matérialisée par la signature de nouveaux contrats et l'extension de contrats existants, à la fois en Acquisition commerçants et en Acceptance de paiement, pour le commerce physique comme pour le commerce en ligne, avec, entre autres, Correos, Turkish Airlines, Flowbird, Wallee, Blizzard, Valve, Evonity, Amazing Talker et de nouveaux partenariats avec Vtex et Travelplanbooker.com.

Au cours du troisième trimestre, l'activité commerciale s'est concrétisée par de nombreux contrats pour les activités d'acceptation omnicanale et les activités transfrontalières en ligne, avec notamment S+M, 934, Nopayn, SNCF, Alsa, Goethe Institut et Gamers Outlet.

Le quatrième trimestre a été marqué par la signature d'un accord stratégique avec Google. Worldline a choisi la technologie Google Cloud pour accélérer sa transformation numérique et continuer à rationaliser ses opérations. Dans le cadre de ce partenariat élargi, Worldline deviendra également l'un des principaux fournisseurs de services de paiement de Google en Europe, afin d'offrir aux clients de Google des options de paiement plus avancées, la prise en charge d'un plus grand nombre de méthodes de paiement, une conversion transfrontalière améliorée et une expérience client simplifiée.

Ce même trimestre, l'activité commerciale des Services aux Commerçants a été dynamique avec de nombreux contrats signés, en magasin et en ligne, tels que Boscolo, Verbaudet, Danemar, Opn, ou le partenariat avec VISA pour fournir une solution d'émission des paiements virtuels par carte pour les voyages B2B.

Malgré l'évolution de l'environnement macroéconomique au second semestre, les principaux indicateurs de performance ont progressé :

- La base de commerçants acquéreurs de Worldline a accueilli environ 55 000 nouveaux commerçants embarqués sur la plateforme du Groupe, atteignant 1,4 million de commerçants à fin décembre 2023 et représentant environ 6 000 nouveaux commerçants nets par mois en moyenne depuis 2021 ;
- Le montant total des transactions acquises (MSV) a atteint 480 milliards d'euros au cours de l'exercice 2023, en hausse d'environ 7%. Dans le commerce physique +6% environ et en ligne +14% environ.

L'**EBE ajusté** des Services aux Commerçants en 2023 s'est élevé à **847 millions d'euros**, soit **25,5 % du chiffre d'affaires**, impacté par la contraction survenue au second semestre, essentiellement en raison de l'évolution de l'environnement économique, aux retards de retarification, à un effet mixte marge et à la résiliation de contrats de marchands en ligne.

A.2.2.2 Services Financiers

Les ventes des Services Financiers en 2023 ont atteint **944 millions d'euros**, en légère baisse par rapport à l'année dernière. Cela reflète la faible conversion des opportunités dans le pipeline, partiellement compensée par la bonne résilience dans l'activité d'émission. La performance par division a été la suivante :

- *Activités de traitement des transactions par carte (Traitement Emetteurs et Traitement Acquéreurs)* : Activité impactée par des retards de transformation des opportunités commerciales, malgré une bonne croissance sous-jacente au Benelux, en France et en Finlande et la montée en puissance de l'activité de projet sur le contrat ING ;
- *Paiements non-cartes* : Bonne dynamique en Allemagne, principalement alimentée par l'augmentation des volumes et les nouvelles ventes réalisées en Belgique ;
- *Services Bancaires Numériques* : Globalement stable avec une forte activité en Allemagne compensant une activité plus faible en France et aux Pays-Bas.

Au cours du premier trimestre, les Services Financiers ont continué à se développer avec plusieurs contrats signés notamment avec BNP Paribas et TFBank. Au deuxième trimestre 2023, l'activité a également été marquée par la livraison réussie d'un prototype frontal en

collaboration avec la BCE pour façonner le futur euro numérique. Worldline a livré le cas d'utilisation de paiement de personne à personne (P2P) entièrement hors ligne, permettant aux individus d'effectuer des paiements en utilisant l'euro numérique, même lorsqu'aucune des parties concernées n'a accès au réseau. Le succès du prototype confirme la faisabilité technologique et le potentiel de mise à l'échelle industrielle du scénario hors ligne, contribuant à un système de paiement plus résilient.

Au quatrième trimestre, les Services Financiers ont conclu un accord avec la Volksbank pour l'émission de cartes de paiement en Italie, soulignant la force de la solution de Worldline pour la chaîne de valeur de l'Emission. Dans le traitement Emetteurs, de nombreuses extensions de contrats ont également été signées, notamment en Belgique avec BNP Paribas Fortis Bank et KBC Banks. L'activité a été soutenue en Asie-Pacifique, région clé dans le développement de Worldline, avec l'extension de contrats de 5 ans avec EastWest Bank et Baiduri Bank.

L'**EBE ajusté** de l'exercice 2023 a atteint **275 millions d'euros**, soit **29,1 % du chiffre d'affaires**, en baisse de 50 points de base par rapport à la même période l'année précédente. La division a été affectée par la diminution du chiffre d'affaires, non compensée par les mesures de réduction des coûts lancées à la fin du premier semestre de l'année.

A.2.2.3 Mobilité & Services Web Transactionnels

Mobilité & Services Web Transactionnels a réalisé **chiffre d'affaires de 342 millions d'euros**, une performance stable par rapport à 2022 grâce à une bonne croissance de la billetterie électronique.

La performance par division a été la suivante :

- *Services numériques de confiance* : Division impactée par la baisse des volumes sur les contrats existants et malgré la contribution des nouveaux contrats signés en France ;
- *Billetterie électronique* : Croissance à deux chiffres grâce à l'augmentation de l'activité sur les projets (Network Rail, Lennon, WECA) ainsi que de bons volumes dans le segment des transports notamment au Royaume-Uni et à une forte dynamique commerciale en France ;
- *e-consommateur & mobilité* : Baisse organique malgré une croissance solide des ventes en zone Ibérique et la contribution des nouveaux contrats signés en France.

L'activité commerciale en Mobilité & Services Web Transactionnels au cours du premier semestre a été forte, notamment au premier trimestre avec la signature d'un contrat avec la SNCF pour la fourniture d'une solution Contact omnicanale pour la gestion de 11 millions d'appels téléphoniques par an, ainsi qu'un contrat pluriannuel avec VDV

(Die Verkehrs-unternehmen) pour la fourniture d'informations sécurisées sur les tickets électroniques en Allemagne. Au deuxième trimestre, un contrat a été conclu avec la région Paris Ile-de-France pour la réalisation et l'exploitation de la nouvelle génération de sa plateforme de services numériques pour les lycéens. Ce service sera utilisé par 1,5 million de lycéens et constituera la pièce maîtresse de la politique d'éducation numérique de la région parisienne. Ce contrat majeur ouvre de nouvelles perspectives de croissance pour la ligne d'activité *services numériques de confiance*.

Au quatrième trimestre, la division Mobilité & Services Web Transactionnels s'est à nouveau distinguée avec le gain de l'ASP (Agence des services de paiement) et le renouvellement de l'ANCV (Chèque vacances) grâce à son expertise dans la dématérialisation des chèques, utilisés par des millions de Français. Enfin, Cdiscount et Worldline ont trouvé un accord pour renouveler leur relation contractuelle pour la solution Business Edition.

L'**EBE ajusté** de Mobilité & Services Web Transactionnels a atteint **48,2 millions d'euros** au cours de l'exercice 2023, soit **14,1 % du chiffre d'affaires**. La marge d'EBE ajusté a **augmenté de 70 points de base** par rapport à l'année dernière, grâce à une amélioration significative de la productivité et à un bon travail de revalorisation des prix.

A.2.2.4 Coûts centraux

Les Coûts centraux s'élèvent à **59 millions d'euros** sur l'exercice 2023, soit **1,3 % du chiffre d'affaires** total du Groupe, contre 61 millions d'euros sur l'exercice 2022. Cette diminution fait suite à la mise en place d'un suivi rigoureux des coûts dans les fonctions support.

A.3 Objectifs 2024

Après une forte détérioration de l'environnement macroéconomique au cours du quatrième trimestre 2023 et des perspectives de croissance du PIB et de la consommation encore faibles en Europe, 2024 sera pour Worldline une année de transformation active, axée majoritairement sur des initiatives internes, conduisant aux objectifs suivants :

- Au moins 3 % de croissance organique du chiffre d'affaires, incluant l'hypothèse d'un environnement macroéconomique inchangé dans les principales zones géographiques du groupe et avec une croissance plus faible au premier semestre 2024, principalement en raison de l'impact de la résiliation des contrats des commerçants (croissance organique supérieure à 5% hors impact de résiliation de commerçants).
- Au moins 1,17 milliard d'euros d'EBE ajusté, avec les premiers bénéfices de la montée en puissance de Power24 associés à l'effet de levier opérationnel intervenant principalement au cours du second semestre de l'année 2024.
- Au moins 230 millions d'euros de flux de trésorerie disponible, incluant environ 150-170 millions d'euros de coûts exceptionnels liés à la mise en œuvre de Power24.

B. Revue financière

B.1 Etat du résultat global

Le Groupe a enregistré une perte nette (attribuable aux propriétaires de la Société Mère Worldline SA) de 817,3 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2023 (contre un résultat net de 299,2 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2022). Le résultat net normalisé attribuable aux activités poursuivies avant éléments exceptionnels et peu fréquents (net d'impôts) de l'exercice 2023 s'est élevé à 521,3 millions d'euros, soit 11,3% du chiffre d'affaires, contre 544,9 millions d'euros en 2022.

B.1.1 Etat de passage de la marge opérationnelle au résultat net

(En millions d'euros)	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires	Exercice 2022	% du chiffre d'affaires
Marge opérationnelle	789,8	17,1%	864,1	19,8%
Autres produits et charges opérationnels	(1 659,8)		(529,0)	
Résultat opérationnel	(870,0)	(18,9%)	335,0	7,7%
Résultat financier	(48,2)		(40,9)	
Charge d'impôt	(40,2)		(78,8)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(1,0)		(0,5)	
Part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	142,0		(4,1)	
Résultat net - attribuable aux activités poursuivies	(817,3)	(17,7%)	210,7	4,8%
Résultat net - attribuable aux activités non poursuivies	0,0		88,5	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	(817,3)	(17,7%)	299,2	6,9%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	521,3	11,3%	544,9	12,5%

B.1.2 Excédent Brut d'Exploitation ajusté

L'Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté) représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliqué dans la revue opérationnelle.

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation
Marge opérationnelle	789,8	864,1	(74,3)
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	298,3	256,7	41,6
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	4,3	4,7	(0,4)
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	(0,8)	7,2	(8,0)
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	18,7	(0,2)	19,0
EBE ajusté	1 110,4	1 132,5	(22,1)

B.1.3 Autres produits et charges

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » a représenté une charge nette de 1 659,8 millions d'euros sur l'exercice 2023. Le détail par nature de ce poste est le suivant :

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Coûts d'intégration et d'acquisition	(142,7)	(155,0)
Rationalisation et frais associés	(62,5)	(37,3)
Rémunérations basées sur des actions & coûts associés	(24,8)	(37,3)
Amortissement de la relation clients et des brevets	(283,1)	(237,6)
Dépréciation du goodwill	(1 147,0)	0,0
Autres	0,4	(61,8)
Total	(1 659,8)	(529,0)

Les coûts d'intégration et d'acquisition ont atteint 142,7 millions d'euros, soit une baisse de 12,3 millions d'euros par rapport à 2022, et sont principalement liés à la décélération

de la mise en œuvre des synergies issues des acquisitions d'Ingenico et SPS. Les principaux coûts de la période sont relatifs à :

- La mise en œuvre de la synergie et du programme de conformité lié à l'acquisition d'Ingenico;
- La mise en place de l'entité détenue conjointement avec ANZ en Australie ;
- La mise en place de la future entité française détenue conjointement avec le Crédit Agricole ;
- La mise en place de l'entité italienne détenue conjointement avec la BNL ;
- Coûts de mise en œuvre de notre stratégie *Move To Cloud* (y compris le partenariat avec Google).

Les coûts de **rationalisation et les frais associés** sont principalement liés :

- Aux synergies et aux coûts induits par les récentes acquisitions ;

B.1.4 Résultat financier

Les charges financières nettes s'élèvent à 48,2 millions d'euros sur la période (contre une charge de 40,9 millions d'euros en 2022) et se composent de :

- Un coût net de l'endettement financier de 2,9 millions d'euros (contre 38,2 millions d'euros en 2022) ;
- Un coût financier net non opérationnel (incluant l'impact de change) de 45,3 millions d'euros (contre une charge de 2,7 millions d'euros en 2022).

Le coût net de l'endettement financier de 2,9 millions d'euros est principalement constitué des effets suivants :

- D'intérêts liés aux emprunts obligataires non convertibles (23,2 millions d'euros) et aux obligations convertibles (11,5 millions d'euros) ;
- Du produit d'intérêts nets sur la trésorerie et autres équivalents de trésorerie (18,5 millions d'euros) ;
- Du produit généré par le remboursement des obligations (11,2 millions d'euros).

La variation par rapport à l'année précédente s'explique par les impacts relatifs aux produits générés par le remboursement des obligations et des intérêts nets sur la trésorerie et autres équivalents de trésorerie en 2023, qui étaient nuls en 2022.

Le coût financier net non opérationnel de 45,3 millions d'euros en 2023 se compose principalement :

- D'une perte de change pour 26,7 millions d'euros (perte de 36,0 millions d'euros en 2022), principalement liée aux impacts

B.1.5 Impôt

La charge d'impôt sur l'exercice 2023 s'est élevée à 40,2 millions d'euros pour une perte avant impôt de 918,2 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé est de -4,4% en 2023 (26,8% en 2022). Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé retraité de l'impairment du *goodwill* de 1 147,0 millions d'euros s'élève à 17,6%.

B.1.6 Participations ne donnant pas le contrôle

La quote-part du résultat revenant aux participations ne donnant pas le contrôle sur l'exercice 2023 s'élève à 142,0 millions

- Aux frais d'implémentation de Power24 ;
- Au déménagement des sièges sociaux allemands.

L'augmentation par rapport à l'année précédente est principalement liée aux indemnités de départ dans le cadre de la réorganisation des Lignes de Services.

L'amortissement de la relation clients et des brevets de 283,1 millions d'euros comprend une dépréciation de 45,7 millions d'euros en lien avec à la cessation des prestations à des marchands *High Brand Risk*, ainsi que la réévaluation de certains portefeuilles acquis historiques.

La **dépréciation du Goodwill** de 1 147,0 millions d'euros est relative à la perte de valeur de la Ligne de Services Services aux Commerçants (voir note 9.1 "Goodwill").

de l'hyperinflation en Argentine et en Turquie pour 29,0 millions d'euros ;

- Des intérêts financiers sur dette de location (IFRS 16) pour une charge de 7,9 millions d'euros (4,9 millions d'euros en 2022) ;
- Des coûts financiers relatifs aux régimes de retraite pour 5,1 millions d'euros (2,5 millions d'euros en année 2022) représentent la différence entre les charges d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes capitalisés (voir note 14 "Régimes de retraites et autres avantages à long terme") ;
- De la comptabilisation en 2023, au compte de résultat consolidé du produit relatif à la variation de la juste valeur des actions de préférence Visa pour 6,3 millions d'euros (comparé au produit de 44,9 millions d'euros en 2022 dont 40,3 millions d'euros relatifs au produit de cession des actions) ;
- De la réévaluation à la juste-valeur des autres instruments financiers pour 2,0 millions d'euros, principalement liée à la réévaluation des actions de préférence Bidco Poseidon pour 4,0 millions d'euros, à l'impact de 2,4 millions d'euros en lien avec la désactualisation du paiement différé de TSS, partiellement compensée par la variation négative de la juste valeur de l'investissement dans Partech pour 4,5 millions d'euros ;
- Des autres charges financières pour 17,3 millions d'euros ;
- Des autres produits financiers pour 3,3 millions d'euros.

Cette baisse est principalement due à la baisse des rémunérations basées sur des actions, qui a généré une perte non déductible moins importante sur la période par rapport à 2022.

d'euros et correspond principalement aux participations dans PAYONE et ANZ, contre 4,1 millions d'euros en 2022.

B.1.7 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé est défini comme le résultat net attribuable aux activités poursuivies hors éléments inhabituels et peu fréquents (part du Groupe), net d'impôts. Sur l'exercice 2023, le montant était de 521,3 millions d'euros, contre 544,9 millions d'euros en 2022.

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	(817,3)	210,7
Autres produits et charges opérationnels (Part du Groupe)	1 443,9	463,4
Produit financier des actions Visa (Part du groupe)	0,0	(41,5)
Impôt sur les autres produits et charges opérationnels	(105,2)	(87,8)
Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	521,3	544,9

B.1.8 Résultat net par action

Le nombre moyen pondéré d'actions s'est élevé à 282 110 764 actions sur la période. Au 31 décembre 2023, aucun des instruments du Groupe n'était potentiellement dilutif, car tous les instruments convertibles en actions étaient potentiellement relatifs. Au 31 décembre 2022, les instruments potentiellement dilutifs étaient constitués de stock-options et d'obligations convertibles.

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	%	Exercice 2022	%
Résultat net [a]	(817,3)	(17,7%)	210,7	4,8%
Résultat net dilué [b]	(817,3)	(17,7%)	219,2	5,0%
Résultat net normalisé [c]	521,3	11,3%	544,9	12,5%
Résultat net normalisé dilué [d]	521,3	11,3%	553,3	12,7%
Nombre moyen d'actions [e]	282 110 764		281 179 484	
Impact des instruments dilutifs	0,0		13 233 297	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	282 110 764		294 412 781	
<i>En euros</i>				
Résultat Net Par Action (RNPA) [a] / [e]	(2,90)		0,75	
Résultat Net Par Action (RNPA) dilué [b] / [f]	(2,90)		0,74	
Résultat Net Par Action (RNPA) normalisé [c] / [e]	1,85		1,94	
Résultat Net Par Action (RNPA) dilué normalisé [d] / [f]	1,85		1,88	

B.2 Tableau de flux de trésorerie

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)	1 110,4	1 132,5
Investissements opérationnels	(332,9)	(324,9)
Paiements des loyers (loyers sous IFRS 16)	(105,7)	(75,6)
Variation du besoin en fonds de roulement	(18,6)	99,8
Flux de trésorerie opérationnel	653,2	831,8
Impôts payés	(102,2)	(78,8)
Coût de l'endettement financier net payé	(2,9)	(22,4)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(143,0)	(155,2)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(51,5)	(37,1)
Autres variations	1,5	(18,7)
Flux de trésorerie disponible	355,1	519,6
Acquisitions et cession (solde net)	60,3	290,9
Augmentation de capital	6,0	13,7
Impact net OCEANE	(11,5)	(11,4)
Investissements financiers nets à long terme	(2,8)	(6,7)
Dividendes versés	(18,4)	(13,2)
Autres variations	(12,8)	115,5
Flux de trésorerie net	376,0	908,4
Trésorerie nette / (Endettement net) d'ouverture	(2 201,9)	(3 125,6)
Variation de trésorerie	376,0	908,4
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie	15,3	15,2
Trésorerie nette / (Endettement net) de clôture	(1 810,7)	(2 201,9)

Le **flux de trésorerie disponible** représente la variation de la trésorerie nette ou de l'endettement net, hors variations de fonds propres, dividendes versés, impact des fluctuations des taux de change sur le solde de trésorerie net d'ouverture et hors acquisitions, investissements financiers et cessions nets.

A fin décembre 2023, le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 355,1 millions d'euros, contre 519,6 millions d'euros en 2022.

L'Excédent Brut d'exploitation ajusté de 1 110,4 millions d'euros a atteint 24,1% du chiffre d'affaires.

Les **investissements opérationnels** se sont élevés à 332,9 millions d'euros, soit 7,2% du chiffre d'affaires. La capitalisation relative aux investissements dans les plateformes logicielles, dans le cadre de la modernisation des plateformes technologiques propriétaires, s'est élevée à 192,0 millions d'euros.

La variation négative du **besoin en fonds de roulement** s'est élevée à 18,6 millions d'euros.

Le Groupe peut affacturer une partie de ses comptes clients dans le cadre de sa gestion courante de trésorerie. Au 31 décembre 2023, le montant net reçu par le Groupe au titre de créances client affacturées s'est élevé à 39,8 millions d'euros.

Les **impôts payés** ont atteint 102,2 millions d'euros.

Le **coût de l'endettement financier net payé** de 2,9 millions d'euros s'explique principalement par les intérêts sur les emprunts obligataires, les obligations convertibles, ainsi que le remboursement anticipé des obligations convertibles et les intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les sorties de trésorerie **liées aux coûts de rationalisation et frais associés** ont représenté 51,5 millions d'euros.

Les **coûts d'intégration** de 143,0 millions d'euros correspondent principalement aux coûts relatifs à l'intégration

d'Ingenico, aux coûts liés aux plans de synergie et aux autres acquisitions récentes (ANZ et Axepta).

Les **acquisitions nettes des cessions** représentent principalement :

- La trésorerie reçue suite à la cession des titres restants de TSS ;
- Les paiements relatifs aux acquisitions d'Adyton et des portefeuilles clients de Banco Desio et Banda del Fucino ;
- Les paiements suite à l'acquisition des titres chez *Online Payment Platform* (OPP) ;
- Les effets de désactualisation des options d'achat sur intérêts minoritaires d'Eurobank, d'Axepta, et de Cardlink.

En 2023, les **augmentations de capital** pour 6,0 millions d'euros correspondent principalement à l'émission d'actions ordinaires suite à l'acquisition définitive de plans d'actions gratuites, à l'exercice d'options d'achat d'actions et au plan d'actionnariat salarié (plan "Boost").

L'impact négatif des **obligations convertibles** sur la trésorerie nette a atteint 11,5 millions d'euros, représentant l'augmentation sans impact trésorerie des obligations convertibles (désactualisation et intérêts capitalisés).

Les **investissements financiers nets** se sont élevés à 2,8 millions d'euros.

Les **autres variations** sont principalement constituées des coûts de cession relatifs à la vente de TSS et des pénalités payées aux autorités suisses (liées à l'acquisition de SPS).

La **variation de cours des monnaies étrangères**, qui est déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a eu un impact positif de 15,3 millions d'euros.

B.2.1 Investissements

Investissements en 2023

En 2023, le total des dépenses d'investissement (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles enregistrées au bilan) du Groupe s'est élevé à 332,9 millions d'euros. Ces dépenses d'investissement sont principalement composées de :

La production immobilisée qui correspond aux développements logiciels au cœur des produits du Groupe, s'est élevée à 192,0 millions d'euros en 2023, augmentant de 16,3 millions d'euros suite à l'accélération du plan de synergies sur les produits, en raison des nombreuses acquisitions récentes. Ce montant a été essentiellement consacré au développement des plateformes logicielles du Groupe dans deux domaines principaux (i) la création de nouveaux produits ou l'amélioration de produits existants avec de nouvelles fonctionnalités (ii) la mise en conformité de la plateforme de processing aux nouvelles réglementations.

Les **autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles** comprennent (i) les investissements dans des infrastructures partagées, infrastructures qui ne sont pas dédiées à un seul client et qui consistent principalement en des logiciels, serveurs, équipements de réseaux et de stockage, et (ii) les investissements dans des infrastructures dédiées à des clients spécifiques, principalement des serveurs dédiés et terminaux loués aux clients.

Le tableau suivant détaille le montant des dépenses d'investissement (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles) par type de dépense pour les périodes indiquées.

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Production immobilisée	192,0	175,7
Autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	140,9	149,2
Total Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	332,9	324,9

Investissements financiers

En 2023, les investissements financiers net totaux (montants payés ou perçus relativement à des actifs financiers) ont représenté un flux entrant de trésorerie de 60,3 millions d'euros et ont principalement concerné la cession de la participation de 15,04% restante dans TSS à Apollo pour 297,0 millions d'euros, nette des acquisitions des portefeuilles marchands de Banco Desio et Banca del Fucino pour 125,2 millions d'euros, et de la réévaluation des options de vente sur intérêts minoritaires.

B.2.2 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées

Au 31 décembre 2023, le Groupe détenait des immobilisations corporelles d'une valeur nette totale d'environ 243,9 millions d'euros, principalement constituées des équipements (en particulier informatiques) utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de données. Le Groupe loue la quasi-totalité de ses biens immobiliers, alors que ses équipements informatiques sont généralement achetés.

Les immobilisations corporelles détenues ou louées par le Groupe sont essentiellement constituées :

- De bâtiments administratifs et de bureaux, pour les besoins des fonctions administratives et commerciales du Groupe, dans l'ensemble des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités. Les principaux sites loués se situent en France (notamment le site de Seclin où est basée sa plus importante unité opérationnelle ainsi que le site de Paris la Défense où le Groupe a son siège social), en Belgique, en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne, en Suède, en Espagne, au Luxembourg, en Pologne, en Autriche, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Malaisie, à Singapour, et en Australie et Nouvelle-Zélande ;
- Les principaux centres de données du Groupe sont localisés dans les sites situés en France (site de Seclin et site de Vendôme – seul bâtiment appartenant à Worldline-), en Belgique (site de Bruxelles), au Luxembourg et en Allemagne (site de Francfort). Le Groupe loue des centres de données en France, aux Pays-Bas, en Italie, au Luxembourg, en Allemagne, en Suède, en Espagne, en Turquie, aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Inde. En Suisse, le Groupe achète des services d'infrastructures à SIX Group. Le Groupe loue également, auprès de tiers interconnectés avec ses propres centres de données, quatre centres de télécommunications européens (situés en France, en Belgique et en Allemagne). Enfin, le Groupe utilise les infrastructures à la demande des fournisseurs de Cloud public, entre autres Amazon Web Services, Google Cloud et Microsoft Azure ;
- D'infrastructures techniques de centres de données, de biens mobiliers, d'équipements (en particulier informatiques) et de serveurs de centres de données, dont le Groupe est propriétaire au travers de ses entités locales ;
- D'un atelier d'assemblage au Royaume-Uni pour la fabrication des bornes libre-service.

Le Groupe considère que le taux d'utilisation de ses différentes immobilisations corporelles est cohérent avec son activité et son évolution projetée et avec ses investissements en cours et planifiés.

B.3 Politique de financement

Structure de financement

Les besoins de liquidités estimés de Worldline sont actuellement entièrement couverts par la trésorerie brute, les facilités de crédit renouvelable à long terme, des emprunts à long terme et la génération de trésorerie.

À cet égard, le 20 décembre 2018, Worldline (en tant qu'emprunteur) a signé une facilité de crédit renouvelable de cinq ans (la « Facilité ») pour un montant de 600 millions d'euros, à échéance décembre 2023, avec une option pour Worldline de demander la prolongation de la date d'échéance de la Facilité jusqu'en décembre 2025. En octobre 2019, une première extension a été demandée et approuvée par les banques. La date d'échéance de la Facilité était décembre 2024.

En octobre 2020, une seconde prolongation a été demandée et approuvée par les banques pour un montant de 554 millions d'euros. Par conséquent, le montant de cette Facilité est de 600 millions d'euros jusqu'en décembre 2024 et de 554 millions d'euros entre décembre 2024 et l'échéance finale en décembre 2025.

En janvier 2021, suite à l'accord des prêteurs, une facilité de crédit renouvelable existante de 750 millions d'euros d'Ingenico Groupe SA (en tant qu'emprunteur), à échéance juillet 2023, a été modifiée et prolongée comme suit : modification de l'emprunteur devenu Worldline SA, diminution du montant de 750 millions d'euros à 450 millions d'euros, mise à jour des conditions de marge et engagements financiers/*covenants*, et échéance prolongée jusqu'en janvier 2024. Le 27 décembre 2022, les prêteurs ont accepté de prolonger la facilité de crédit jusqu'en décembre 2025, de sorte que les dates d'échéance des deux facilités soient désormais alignées.

Les deux facilités de crédit renouvelable précitées sont disponibles pour répondre aux besoins de financement généraux du Groupe.

Au 31 décembre 2023, aucun tirage n'avait été effectué ni sur la facilité de crédit revolving Worldline de 600 millions d'euros, ni sur celle de 450 millions d'euros.

Worldline a conclu le 12 avril 2019 un programme de *Negotiable European Commercial Papers* (NEU CP) pour optimiser ses charges financières et améliorer la trésorerie du Groupe pour un montant initial maximum de 600 millions d'euros, augmenté à 1 000 millions d'euros en décembre 2020. Au 31 décembre 2023, l'encours du programme était de 25 millions d'euros.

Par ailleurs, le 30 juillet 2019, Worldline a émis des obligations convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables contre des actions existantes (OCEANes) de Worldline, ne portant pas intérêt, pour un montant de 600 millions d'euros à échéance 30 juillet 2026, sauf si les obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, d'une conversion ou d'un achat suivi d'une annulation.

Worldline a ensuite émis, le 18 septembre 2019, des obligations pour un montant de 500 millions d'euros. Ces obligations viennent à échéance le 18 septembre 2024 et produisent un intérêt annuel de 0,25% par an sur le montant du capital restant dû. Ces obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et conditions reflètent la documentation standard *Investment Grade*.

Ces deux émissions obligataires ont financé l'acquisition de la participation minoritaire de 36,4% d'equensWorldline qui a été entièrement payée en numéraire au cours du mois de septembre 2019.

En juin 2020, dans le cadre du financement de la composante *cash* de l'acquisition d'Ingenico (actions et OCEANes), au titre d'un EMTN (*Euro Medium Term Note*) de 4 milliards d'euros côté au Luxembourg et daté du le 22 juin 2020, Worldline a finalisé deux émissions d'obligations pour un montant de 500 millions d'euros chacune. La première émission obligataire est arrivée à échéance le 30 juin 2023. La deuxième émission obligataire vient à échéance le 30 juin 2027 et produit un intérêt annuel de 0,875% sur le montant du capital restant dû. Les obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings, conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et conditions reflètent la documentation standard *Investment Grade*. Les obligations sont cotées à la Bourse de Luxembourg.

En juillet 2020, Worldline a émis des obligations convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables contre des actions existantes de Worldline, ne portant pas intérêt, pour un montant d'environ 600 millions d'euros à échéance 30 juillet 2025, sauf si les obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, d'une conversion ou d'un achat suivi d'une annulation. Le produit de ces obligations a été également consacré au financement de l'acquisition d'Ingenico.

En décembre 2020, Worldline a réalisé une émission additionnelle d'obligations convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables contre des actions existantes de Worldline, ne portant pas intérêt, pour un montant d'environ 200 millions d'euros à échéance 30 juillet 2026, entièrement assimilables aux OCEANes à échéance 2026 émises en juillet 2019.

Suite à l'acquisition d'Ingenico, les dettes suivantes supplémentaires sont supportées par Worldline :

- En septembre 2017, Ingenico a réalisé une émission obligataire d'un montant de 600 millions d'euros. L'émission obligataire arrive à échéance en septembre 2024 et produit des intérêts de 1,625% par an sur le principal en circulation. Une substitution d'émetteur a été approuvée lors d'une Assemblée Générale des détenteurs des obligations détenues en mai 2021, et Worldline est désormais l'émetteur de ces obligations ;
- En mai 2018, Ingenico a souscrit à deux *Schuldschein* pour un montant de respectivement 25 millions d'euros et 30 millions d'euros. L'échéance de ces placements privés est fixée à mai 2025 et ils portent un intérêt de 1,677% par an sur le montant du capital restant dû. Suite à la signature en juin 2021 d'accords de substitution et de modification d'emprunteurs avec les prêteurs, Worldline a remplacé Ingenico et est désormais l'emprunteur.

En mai 2023, Worldline a procédé à une offre publique d'achat sur ses deux obligations arrivant à échéance en septembre 2024 et a racheté :

- 245,3 millions d'euros sur les 600 millions d'euros d'obligations existantes de coupon 1,625% et arrivant à échéance en septembre 2024 ;
- 140,3 millions d'euros sur les 500 millions d'euros d'obligations de coupon 0,25% et arrivant à échéance en septembre 2024.

Les obligations remboursées ont été annulées.

En juin 2023, Worldline a remboursé les 500 millions d'obligations de coupon 0,50 % et arrivant à échéance le 30 juin 2023.

En septembre 2023, Worldline a émis une nouvelle obligation de 600 millions d'euros dans le cadre du programme EMTN

Note de crédit

Le 8 novembre 2023, Standard & Poor's Global a mis à jour la notation de Worldline en lui attribuant la note d'émetteur BBB-

Politique d'investissement

Worldline a pour politique de louer ses bureaux et autres actifs immobiliers, administratifs ou opérationnels. Certains autres actifs immobilisés tels que les équipements informatiques et les

existants, arrivant à échéance le 12 septembre 2028 et payant un intérêt de 4,125% par an sur le montant principal en circulation. Ces obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings, conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et conditions reflètent la documentation standard *Investment Grade*.

avec une perspective stable et une note de crédit à court terme A-3.

véhicules de société peuvent être financés par des contrats de location simple ou de location-financement sélectionnés en fonction du coût du financement et du type de financement les plus adaptés aux actifs concernés.

C. Etats financiers consolidés

C.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

C.2 Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)

		Exercice 2023	Exercice 2022
Chiffre d'affaires	Note 5.2	4 610,4	4 364,1
Charges de personnel	Note 6.1	(1 427,3)	(1 394,7)
Charges opérationnelles	Note 6.2	(2 393,3)	(2 105,3)
Marge opérationnelle		789,8	864,1
En % du chiffre d'affaires		17,1%	19,8%
Autres produits et charges opérationnels	Note 6.3	(1 659,8)	(529,0)
Résultat opérationnel		(870,0)	335,0
En % du chiffre d'affaires		(18,9%)	7,7%
Charges financières		(177,8)	(171,7)
Produits financiers		129,6	130,8
Résultat financier	Note 7	(48,2)	(40,9)
Résultat avant impôt		(918,2)	294,1
Charge d'impôt	Note 8.1	(40,2)	(78,8)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(1,0)	(0,5)
Résultat Net des activités poursuivies		(959,3)	214,8
Résultat Net des activités non poursuivies		0,0	88,5
Résultat net		(959,3)	303,3
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère des activités poursuivies		(817,3)	210,7
- propriétaires de la société mère des activités non poursuivies		0,0	88,5
- propriétaires de la société mère		(817,3)	299,2
- participations ne donnant pas le contrôle des activités poursuivies		(142,0)	4,1
- participations ne donnant pas le contrôle	Note 13.2	(142,0)	4,1
Nombre moyen pondéré d'actions		282 110 764	281 179 484
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère <i>en euros</i> des activités poursuivies		(2,90)	0,75
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère <i>en euros</i> des activités non poursuivies		0,00	0,31
Résultat net par action – en euros	Note 13.3	(2,90)	1,06
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		282 110 764	294 412 781
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies		(2,90)	0,74
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère des activités non poursuivies		0,00	0,30
Résultat net dilué par action - en euros	Note 13.3	(2,90)	1,05

C.3 Etat du résultat global

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat net de la période	(959,3)	303,3
- À reclasser en compte de résultat (recyclable) :	52,1	(67,7)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	0,8	3,1
Variation de la réserve de conversion	51,4	22,9
Eléments recyclables relatifs aux activités non poursuivies	0,0	(93,8)
- non reclassés en compte de résultat (non-recyclable) :	(29,7)	67,6
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	(40,4)	94,3
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres	10,7	(25,6)
Eléments non recyclables relatifs aux activités non poursuivies	0,0	(1,1)
Total autres éléments du résultat global	22,4	(0,1)
Total Résultat global	(936,9)	303,1
Dont attribuable aux :		
- propriétaires de la société mère	(788,6)	316,1
- participations ne donnant pas le contrôle	(148,3)	(13,0)

C.4 Etats consolidés de la situation financière

C.4.1 Actif

<i>(En millions d'euros)</i>		Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
<i>Goodwill</i>	Note 9.1	9 058,8	10 183,4
Autres Immobilisations incorporelles	Note 9.2	2 424,1	2 467,4
Immobilisations corporelles	Note 9.3	243,9	227,0
Droits d'utilisation	Note 10.1	312,1	293,8
Actifs financiers non courants	Note 16.3.1	744,9	783,1
Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	Note 16.3.1	29,3	3,3
Impôts différés actifs	Note 8.3	30,7	98,5
Total des actifs non courants		12 843,8	14 056,4
Stocks	Note 11.1	97,7	67,6
Clients et comptes rattachés	Note 11.2	690,9	722,7
Impôts courants		37,4	34,0
Autres actifs courants	Note 11.3	229,5	295,0
Créances liées à l'activité d'intermédiation	Note 12	5 878,5	4 767,4
Instruments financiers courants	Note 16.3.2	58,1	315,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 16.3.3	1 896,0	1 599,5
Total des actifs courants		8 888,1	7 802,1
TOTAL DE L'ACTIF		21 731,9	21 858,5

C.4.2 Passif

<i>(En millions d'euros)</i>		Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Capital social		192,4	191,6
Primes		7 990,1	7 981,0
Réserves consolidées		1 023,7	776,4
Ecarts de conversion		186,2	135,5
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la société mère		(817,3)	299,2
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		8 575,1	9 383,4
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 13.2	989,1	1 154,7
Total capitaux propres		9 564,2	10 538,1
Provisions retraites et assimilées	Note 14	190,6	159,0
Provisions non courantes	Note 15	77,8	92,8
Passifs financiers non-courants	Note 16.4	2 755,5	3 198,8
Impôts différés passifs	Note 8.3	424,7	561,7
Dettes de location non courantes	Note 10.3	258,2	253,4
Autres passifs non courants		5,9	3,2
Total des passifs non courants		3 712,7	4 268,8
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17.1	756,0	717,7
Impôts courants		180,2	168,2
Provisions courantes	Note 15	13,9	14,5
Instruments financiers courants	Note 16.6	1,8	1,2
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 16.4	951,2	602,7
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	Note 12	5 878,5	4 767,4
Dettes de location courantes	Note 10.3	86,7	73,0
Autres passifs courants	Note 17.2	586,8	706,8
Total des passifs courants		8 455,0	7 051,6
TOTAL DU PASSIF		21 731,9	21 858,5

C.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidé

<i>(En millions d'euros)</i>		Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat avant Impôt		(918,2)	294,1
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 9.2 & 9.3	200,2	184,4
Amortissement du droit d'utilisation	Note 10.1	98,2	72,3
Dotations / (Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		18,1	5,4
Dotations / (Reprises) nettes aux provisions financières		5,6	2,9
Dotations / (Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		(2,7)	36,2
Dépréciation des actifs à long terme / Amortissement des relations clients (PPA)	Note 6.3	1 430,1	237,6
(Plus) / Moins-values de cessions d'immobilisations		14,8	29,0
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		23,9	47,7
Pertes / (gains) sur instruments financiers et autres éléments financiers		25,8	0,7
Coût de l'endettement financier net	Note 16	16,8	37,3
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		912,6	947,7
Impôts payés		(102,2)	(78,8)
Variation du besoin en fonds de roulement		(18,6)	99,9
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies		791,8	968,8
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies		0,0	101,1
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		791,8	1 069,9
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(332,9)	(324,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,3	10,3
Investissements d'exploitation nets		(331,6)	(314,6)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	Note 3	(167,4)	(750,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés acquises au cours de la période		0,2	86,5
Encaissements liés aux cessions financières		286,4	1 098,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés cédées au cours de la période		(0,3)	5,5
Dividende reçu des entités consolidées par mise en équivalence		0,5	1,5
Investissements financiers nets		119,3	442,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies		(212,4)	127,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies		0,0	(98,3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(212,4)	29,5
Augmentation de capital		6,0	13,7
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales		(18,9)	(12,4)
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16.4	632,7	0,0
Paiement des loyers	Note 10.2	(97,9)	(70,7)
Intérêts financiers sur loyers	Note 10.2	(7,8)	(4,9)
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16.4	(927,3)	(617,0)
Intérêts nets payés		5,9	(22,4)
Autres mouvements liés aux opérations de financement		(8,4)	105,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies		(415,8)	(608,6)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies		0,0	(20,3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(415,8)	(629,0)
Variation de trésorerie des activités poursuivies		163,7	487,9
Variation de trésorerie des activités non poursuivies		0,0	(17,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		1 551,9	1 057,3
Variation de trésorerie des activités	Note 16.3.3	163,7	487,9
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		10,9	6,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 16.3.3	1 726,5	1 551,9

C.6 Variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la société Mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2022	280 484,8	190,7	8 590,1	834,6	180,3	(751,4)	9 044,0	871,0	9 915,0
Augmentation de capital	1 285,0	0,9	29,1	(17,3)			12,7		12,7
Affectation du résultat net de l'exercice précédent				(751,4)		751,4			
Dividendes versés								(13,2)	(13,2)
Options de souscription d'actions et assimilées				52,1			52,1		52,1
Effets de réévaluation des options de vente				(44,2)			(44,2)		(44,2)
Variations de périmètre				1,8			1,8	309,3	311,0
Actions propres									
Autres			(638,2)	638,2	0,9		0,9	0,6	1,5
Transactions avec les actionnaires	1 285,0	0,9	(609,1)	(120,8)	0,9	751,4	23,3	296,7	320,0
Résultat net de la période						299,2	299,2	4,1	303,3
Autres éléments du résultat global				62,6	(45,7)		16,9	(17,0)	(0,1)
Total du résultat global de la période				62,6	(45,7)	299,2	316,1	(13,0)	303,1
AU 31 DÉCEMBRE 2022	281 769,8	191,6	7 981,0	776,4	135,5	299,2	9 383,3	1 154,7	10 538,1
Augmentation de capital	1 205,2	0,8	8,8				9,7		34,7
Affectation du résultat net de l'exercice précédent				299,2		(299,2)			
Dividendes versés								(18,9)	(18,9)
Options de souscription d'actions et assimilées				23,9			23,9		23,9
Effets de réévaluation des options de vente				(65,1)			(65,1)		(65,1)
Variations de périmètre				23,8			23,8	(23,8)	
Actions propres				(3,3)			(3,3)		(3,3)
Autres			0,2	(9,2)			(8,5)	0,4	(8,2)
Transactions avec les actionnaires	1 205,2	0,8	9,0	269,2		(299,2)	(19,6)	(17,3)	(36,9)
Résultat net de la période						(817,3)	(817,3)	(142,0)	(959,3)
Autres éléments du résultat global				(21,9)	50,7		28,8	(6,3)	22,4
Total du résultat global de la période				(21,9)	50,7	(817,3)	(788,6)	(148,3)	(936,9)
AU 31 DÉCEMBRE 2023	282 975,0	192,4	7 990,1	1 023,7	186,2	(817,3)	8 575,1	989,1	9 564,2

C.7 Annexes aux comptes consolidés

NOTE 1	Préambule
NOTE 2	Base de préparation et principes comptables
NOTE 3	Principales variations de périmètre
NOTE 4	Autres éléments significatifs de l'année
NOTE 5	Chiffre d'affaires et information sectorielle
NOTE 6	Éléments opérationnels
NOTE 7	Résultat financier
NOTE 8	Charges d'impôts
NOTE 9	Goodwill et actifs immobilisés
NOTE 10	Droits d'usage et dettes de location
NOTE 11	Stocks, créances opérationnelles et autres actifs courants
NOTE 12	Activités d'intermédiation
NOTE 13	Capitaux propres
NOTE 14	Régimes de retraites et autres avantages à long terme
NOTE 15	Provisions
NOTE 16	Actifs et passifs financiers
NOTE 17	Dettes fournisseurs et autres passifs courants
NOTE 18	Engagements hors bilan
NOTE 19	Parties liées
NOTE 20	Principales entités entrant dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2023
NOTE 21	Honoraires des Commissaires aux comptes
NOTE 22	Evènements postérieurs à la clôture

NOTE 1 Préambule

Worldline S.A., société mère du groupe Worldline, est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé à la Tour Voltaire, 1 place des Degrés, 92800 Puteaux, France. La Société est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 378 901 946 RCS Nanterre. Les actions Worldline S.A. sont cotées sur le marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0011981968 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Worldline S.A. est la seule société cotée du Groupe. La Société est dirigée par un Conseil d'administration.

Les activités de Worldline sont organisées autour de trois Lignes de Services : les Services Commerçants, les Services Financiers, et la Mobilité & Services Web Transactionnels. En

septembre 2022, Worldline a cédé ses activités relatives aux Terminaux, Solutions & Services ("TSS"). A l'issue de la revue stratégique de cette activité en septembre 2021, le Conseil d'administration avait décidé de céder le segment TSS (Terminaux, Solutions & Services), afin de poursuivre une stratégie ambitieuse de transformation en une activité totalement autonome et indépendante. Dans ce contexte, cette Ligne de Services était comptabilisée selon IFRS 5 en tant qu'activité non poursuivie.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 27 février 2024. Ces états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 13 juin 2024.

NOTE 2 Base de préparation et principes comptables

Base de préparation des comptes consolidés

Conformément à la réglementation européenne n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux normes comptables internationales, telles qu'approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2023. Les normes internationales comprennent les « *International Financial Reporting*

Standards » (IFRS) publiées par l'« *International Accounting Standards Board* » (IASB), les « *International Accounting Standards* » (IAS), les interprétations du « *Standing Interpretations Committee* » (SIC) et de l'« *International Financial Reporting Interpretations Committee* » (IFRIC). Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes à ces normes et interprétations.

Changements de principes comptables

Le Groupe a appliqué les normes, interprétations et amendements suivants applicables à partir du 1^{er} janvier 2023, sans impact significatif sur ses états financiers consolidés :

- IFRS 17 – Contrats d'assurances ;
- Amendements à IFRS 17 - Modifications d'IFRS 17 ;
- Amendements à IFRS 17 – Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives ;

• Amendements à IAS 8 – Définition d'une estimation comptable ;

• Amendements à IAS 12 – Impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction (le Groupe comptabilise déjà des impôts différés sur les contrats de locations).

Focus sur l'amendement à IAS 1 et à l'énoncé de pratiques 2 en IFRS – Informations à fournir sur les méthodes comptables

Suite à la publication des amendements à l'IAS 1 et à l'IFRS *Practice Statement 2*, Worldline a décidé de simplifier les informations relatives à ses méthodes comptables, afin de

fournir des informations claires sur ses méthodes comptables significatives, par opposition aux principales méthodes comptables utilisées pour la préparation de ses états financiers consolidés.

Focus sur l'amendement à IAS 12 – Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2

En octobre 2021, plus de 130 pays ont convenu de mettre en place un régime d'imposition minimal sur les bénéfices pour les grandes entreprises multinationales, le « Pilier 2 ». En décembre 2021, l'OCDE a publié un modèle de règles (« *Global Anti-Base Erosion Rules* » ou « *GloBE* »), repris pour l'essentiel dans une directive adoptée en décembre 2022 par l'Union européenne. Les entreprises concernées devront calculer un taux effectif d'impôt (TEI) selon les règles GloBE dans chacune des juridictions où elles opèrent et seront redevables d'un impôt complémentaire (« *top-up tax* ») si ce taux est inférieur au taux minimal de 15 %.

L'amendement à IAS 12 d'application rétroactive au 1^{er} janvier 2023 stipule qu'une entité ne doit ni comptabiliser ni fournir d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés rattachés aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2. Cet

amendement a été approuvé par l'Union Européenne le 8 novembre 2023.

Au 31 décembre 2023, l'évaluation par le Groupe de son exposition aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 n'est pas significative tant au niveau du compte de résultat consolidé que sur le taux d'impôt effectif.

Le Groupe n'a pas adopté de manière anticipée dans ses comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 les nouvelles normes, interprétations et amendements dont l'application n'est pas obligatoire au sein de l'Union européenne au 1^{er} janvier 2023, et considère qu'ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur son résultat et sa situation financière.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB et non encore approuvés par l'Union européenne n'ont pas été appliqués par le Groupe.

Transaction entre entités sous contrôle commun

Dans le but de mieux refléter la substance économique des transactions entre entités sous contrôle commun, le Groupe a décidé de choisir la comptabilisation des actifs et passifs des

entités acquises sous contrôle commun à la valeur historique dans les comptes consolidés en IFRS de Worldline. La différence entre le prix d'acquisition et l'actif net est reconnue directement en réserves.

Estimations comptables et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs et charges comptabilisés dans les états financiers ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté.

En raison des incertitudes inhérentes à l'évaluation des estimations, le Groupe révisé régulièrement ses estimés sur la base des informations disponibles à date. Les impacts finaux pourraient différer de ces estimations.

Les estimations, hypothèses et jugements clés utilisés lors de la préparation des états financiers consolidés du Groupe sont liés aux éléments suivants :

Estimations et jugements comptables	Notes
Test de dépréciation du <i>goodwill</i>	Note 9.1
Test de dépréciation autres actifs immobilisés	Note 9.2
Reconnaissance des revenus et coûts associés pour les contrats à long terme	Note 5
Capitalisation des coûts de développement	Note 9.2
Évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge lors d'un regroupement d'entreprises	Note 3
Présentation des actifs et passifs liés aux activités d'intermédiation	Note 12

Exposition de Worldline à la situation en Ukraine et en Russie

Le 18 mars 2022, Worldline a informé via son communiqué de presse de l'exposition de son Groupe à la situation en Ukraine et en Russie selon les recommandations de l'ESMA (*European Securities and Market Authority*) relayées par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers).

Compte tenu de l'évolution de la situation en Ukraine et du contexte géopolitique, et conformément à ses politiques d'entreprise, le Groupe, a appliqué immédiatement toutes les sanctions internationales applicables à la Russie et continuera à le faire aussi longtemps que nécessaire. Le Groupe a confirmé à l'époque que ses activités liées à la Russie étaient limitées et ne représentaient que 1,5 % environ de son chiffre d'affaires annuel proforma estimé des activités poursuivies pour 2021, principalement dans le cadre de son activité plateforme en ligne, exploitée depuis l'extérieur de la Russie et permettant aux consommateurs nationaux d'effectuer des transactions en ligne avec des commerçants internationaux non russes. Plus

largement, le Groupe n'a pas d'exposition commerciale en Ukraine, et les autres pays d'Europe de l'Est voisins de la Russie et de l'Ukraine (Pologne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Moldavie, Estonie, Lituanie et Lettonie) ne représentent que de l'ordre de 1,5% du chiffre d'affaires annuel pro forma estimé du Groupe en 2021, dont environ la moitié est liée aux activités de traitement des transactions (services financiers) dans les pays baltes. Ces activités ne sont pas impactées par le conflit actuel en Ukraine.

Worldline possède toujours une ancienne entité juridique liée à TSS en Russie, qui a dû être exclue du périmètre de cession de TSS. Suite aux sanctions internationales envers la Russie et conformément aux règles applicables, les activités en Russie ont été totalement arrêtées et une procédure de liquidation est en cours. En 2022, l'actif net de la Russie a été entièrement déprécié. Au 31 décembre 2023, l'actif net demeure entièrement déprécié pour un montant de 3,1 millions d'euros.

Prise en compte des risques liés au changement climatique

L'exposition mondiale actuelle du Groupe aux conséquences à court terme du changement climatique est limitée. Par conséquent, à ce stade, les répercussions des changements climatiques sur les états financiers ne sont pas significatives.

Worldline revoit et améliore continuellement sa chaîne de valeur afin de réduire son impact environnemental. Par ailleurs, le Groupe s'engage à contribuer à la neutralité carbone par la réduction de sa consommation d'énergie et le passage à l'énergie renouvelable, et à privilégier des pratiques d'achat responsables.

Le déploiement de ce programme se reflète dans les comptes de Worldline à travers les investissements opérationnels, les dépenses de recherche et développement, ainsi que les dépenses de sponsoring.

Worldline a réalisé une analyse approfondie de son exposition aux risques climatiques. Les effets à court terme sur le Groupe ne sont pas significatifs et n'ont donc pas d'impact sur le plan stratégique du Groupe, sur la base duquel les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles sont réalisés.

Méthodes de consolidation

Filiales

Les filiales sont toutes des entités dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il exerce un pouvoir sur cette entité, qu'il perçoit des bénéfices variables de cette entité et que, du fait de son pouvoir sur cette entité, il a la capacité d'influencer les bénéfices qu'il peut en tirer. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, les dispositions en matière de gouvernance, y compris la représentation au sein de l'organe de gouvernance

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sans pour autant les contrôler exclusivement ou conjointement. En général, le

Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financiers », sauf si la comptabilité de couverture est appliquée.

Arrondis

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe, en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale. Cette présentation peut aboutir à des écarts d'arrondis entre les

ayant un pouvoir de décision stratégique et opérationnel sur les activités pertinentes, les règles de nomination des principaux dirigeants ainsi que les relations contractuelles et les transactions significatives sont prises en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle cesse d'exister.

Groupe détient entre 20% et 50% de droits de vote, bien que cela ne soit pas systématique. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le Groupe applique la norme IAS 29 à ses filiales en Argentine et en Turquie. Ainsi, les actifs et passifs non monétaires de ces filiales, ainsi que leur compte de résultat sont retraités pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat général de leur monnaie fonctionnelle, entraînant un profit ou une perte qui est enregistré en résultat financier. De plus, comme requis par la norme, les états financiers de ces pays sont convertis au taux de clôture de la période considérée.

chiffres présentés dans les différents tableaux et leurs totaux ou sous-totaux.

Les règles énoncées ci-dessus ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés dans ce rapport.

NOTE 3 Principales variations de périmètre

Activités destinées à être cédées

Cession du segment TSS (Terminals, Solutions & Services) en 2022, et cession de la participation restante de 15,04% de ce segment à Apollo en 2023

En septembre 2021, le Conseil d'administration du Groupe Worldline a pris la décision stratégique de céder le segment Terminals, Solutions & Services (« TSS »).

Par conséquent, conformément à IFRS 5, les activités du segment TSS ont été classées comme détenues en vue de la vente depuis le 28 septembre 2021, et présentées en activités non poursuivies. Auparavant, le segment TSS était un secteur opérationnel distinct au sein du Groupe conformément à la norme IFRS 8.

Le 30 septembre 2022, Worldline a finalisé la cession de 84,96% du capital de sa filiale TSS à Apollo. Cette cession a entraîné une perte de contrôle de la filiale par le Groupe. La participation résiduelle de 15,04% a été cédée le 1er janvier 2023.

Le prix de cession reçu par Worldline comprend les actions de préférence de l'entité Poséidon Bidco, la holding d'acquisition de TSS, représentant 12,7% de son capital et 5% des droits de vote. A la date de finalisation de la transaction, la juste valeur des actions de préférence a été estimée à 640 millions d'euros. Les actions de préférence sont comptabilisées en actifs financiers à leur juste valeur par résultat, conformément à la

norme IFRS 9 Instruments financiers. Au 31 décembre 2023, la juste valeur des actions de préférence est estimée à 639 millions d'euros.

La participation résiduelle de 15,04% conservée dans TSS a été comptabilisée en actifs financiers courants évalués à la juste valeur par résultat conformément à la norme IFRS 9. La cession de cette participation résiduelle au 1^{er} janvier 2023 n'a pas eu d'impact sur le résultat net du Groupe de l'exercice 2023.

Sur l'exercice 2022, le résultat net des activités non poursuivies s'élevait à 88,5 millions d'euros, comprenant principalement :

- Le résultat net de TSS pour la période de neuf mois allant de janvier 2022 à septembre 2022 pour 116,3 millions d'euros (comprenant un chiffre d'affaires de 998,9 millions d'euros) ;
- Des coûts encourus relativement à l'opération de cession de TSS pour 37,9 millions d'euros avant impôt et 30,9 millions d'euros nets d'impôt (y compris une charge IFRS 2 de *vesting* accéléré pour 11 millions d'euros) ;
- Une moins-value avant impôt au titre de la perte de contrôle de TSS pour 94,2 millions d'euros, intégrant la reprise en résultat

net de l'écart de conversion cumulé de l'actif net de TSS (un gain de 92,8 millions d'euros était comptabilisé au 31 décembre 2021) ;

Cession de Worldline Argentine et Chili

Le 2 décembre 2022, Worldline a finalisé la cession de 100% du capital de ses filiales Worldline Argentina et Worldline Chile.

Acquisitions

Conventions/principes comptables

Regroupements d'entreprises

Un regroupement d'entreprises peut impliquer l'achat des titres d'une autre entité, l'achat de l'actif net d'une autre société ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité qui, ensemble, constituent une ou plusieurs activités.

Pour déterminer si une opération est un regroupement d'entreprises, le Groupe évalue l'existence d'entrées, de sorties et de processus ou de main-d'œuvre acquis.

Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entité acquise est mesurée à la juste-valeur, qui se définit par la somme des justes-valeurs à la date d'acquisition des actifs transférés par le Groupe, des passifs repris par le Groupe à l'égard des anciens propriétaires de l'entité acquise et des parts de capitaux propres émises par le Groupe.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à la part d'intérêt du Groupe dans les actifs

- L'impact positif de l'impôt au titre de l'opération de cession de TSS pour 97,5 millions d'euros, correspondant à la baisse de l'impôt différé reconnu en 2021 dans le cadre du projet de cession

Cette opération a généré en 2022 une perte sur la période de 47,3 millions d'euros en autres produits et charges opérationnels.

Les contrats de services majeurs avec transfert d'effectifs et d'actifs, qui permettent au Groupe de développer ou d'améliorer de manière significative sa position concurrentielle au sein d'un secteur d'activité ou d'une zone géographique, sont comptabilisés comme des regroupements d'entreprises selon la définition de la norme IFRS 3.

nets identifiables de l'entreprise acquise. Le Groupe détermine au cas par cas l'option d'évaluation à utiliser pour comptabiliser les participations ne donnant pas le contrôle.

Les coûts liés à l'acquisition sont exclus de la contrepartie transférée et sont inscrits en charge lorsqu'ils sont encourus (dans les autres produits et charges opérationnels).

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la Société acquise est estimé à sa juste valeur

Achat de participations ne donnant pas le contrôle et vente de participations dans une filiale contrôlée

L'achat de participations ne donnant pas le contrôle et les transactions de vente de participations dans une filiale contrôlée ne changeant pas le statut du contrôle sont comptabilisés dans les capitaux propres (y compris les coûts d'acquisition directs).

En cas de perte du contrôle dans une filiale, tout gain ou toute perte est comptabilisé en résultat net. En outre, si un investissement dans l'entité est conservé par le Groupe, il est réévalué à sa juste valeur et tout gain ou perte est également comptabilisé en résultat net.

Acquisitions 2023

Acquisition d'une participation de 40% dans Online Payment Platform

En janvier 2023, Worldline a acquis une participation de 40 % dans la société Online Payment Platform B.V. (OPP), un fournisseur néerlandais de services de paiement en ligne

proposant une solution de paiement dédiée aux *marketplaces* et aux plateformes et se concentrant spécifiquement sur le segment C2C. OPP est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

Acquisitions 2022

Acquisition des activités d'acquisition de commerçants d'Axepta

En juillet 2021, Worldline a annoncé son intention de conclure un partenariat stratégique avec BNL dans le cadre de l'activité d'acquisition de commerçants en Italie. Le partenariat avec le groupe bancaire BNL par l'acquisition de 80% d'Axepta Italie est un nouveau développement significatif dans la stratégie de

L'acquisition a été finalisée le 4 janvier 2022 pour un montant de 182,2 millions d'euros. Un *goodwill* de 181,1 millions d'euros a été comptabilisé. En 2023, l'allocation du prix d'achat n'a pas été sujette à modifications.

BNL a une option de vente sur les 20% restants d'Axepta et Worldline a une option d'achat avec une date d'exercice en juin 2025 à un prix qui représente un multiple de l'EBITDA moins la

consolidation de Worldline, étendant ainsi ses activités de services aux commerçants en Europe du Sud et offrant des opportunités de croissance attrayantes pour distribuer les produits et services de paiement de Worldline en tirant parti du réseau de clients de BNL.

dette nette. L'option de vente sur intérêts minoritaires a été comptabilisée en dette financière pour un montant de 78,5 millions d'euros et représente la valeur actualisée des sorties de trésorerie estimées pour acquérir les 20% restants.

Conformément à la norme IFRS 3, Worldline a choisi d'appliquer la méthode du *goodwill* complet.

Acquisition des activités d'acquisition de commerçants d'ANZ

Le 1^{er} avril 2022, Worldline a annoncé la finalisation de l'acquisition d'une participation majoritaire dans l'activité d'acquisition commerciale d'ANZ et la création d'une joint-venture à 51% - 49% contrôlée par Worldline pour exploiter et développer des services d'acquisition commerciale en Australie avec la banque ANZ, l'une des plus grandes banques d'Asie-Pacifique et le 3^{ème} acquéreur d'Australie avec environ 20 % des volumes de transactions traitées en Australie.

L'acquisition a été finalisée pour un montant de 307,0 millions d'euros. Un *goodwill* de 436,4 millions d'euros a été comptabilisé au 31 décembre 2022. En 2023, l'allocation du prix d'achat n'a pas été sujette à modifications.

Cette entité est entièrement consolidée dans les états financiers. Conformément à la norme IFRS 3, Worldline a choisi d'appliquer la méthode du *goodwill* complet.

Acquisition des activités d'acquisition de commerçants d'Eurobank

Le 7 décembre 2021, Worldline a annoncé la signature d'un accord contraignant pour l'acquisition de 80 % des activités d'acquisition commerciale d'Eurobank, l'un des principaux acquéreurs en Grèce avec environ 20% de parts de marché.

Worldline et Eurobank se sont accordés une combinaison d'options d'achat et de vente par lesquelles Worldline a pris l'engagement d'acquérir la participation minoritaire de 20 % en 2025.

L'acquisition a été finalisée le 30 juin 2022 pour un montant de 254,6 millions d'euros. Un *goodwill* de 269,9 millions d'euros a été comptabilisé. En 2023, l'allocation du prix d'achat n'a pas été sujette à modifications.

L'option de vente sur intérêts minoritaires a été comptabilisée en dette financière pour un montant de 67,6 millions d'euros à la date d'acquisition et représente la valeur actualisée des sorties de trésorerie estimées pour acquérir les 20 % restants.

Conformément à la norme IFRS 3, Worldline a choisi d'appliquer la méthode du *goodwill* complet.

NOTE 4 Autres éléments significatifs de l'année

Acquisition de portefeuilles commerçants en Italie

Le 28 mars 2023, Worldline a annoncé avoir finalisé l'acquisition du portefeuille commerçants de Banco Desio et la mise en place d'un partenariat commercial visant à exploiter le réseau bancaire de Banco Desio afin de distribuer les produits et services de paiement de Worldline aux commerçants clients de la banque en Italie ; ce portefeuille marchand de Banco Desio est enregistré au sein de la coentreprise MS Italie de Worldline créée à la suite de l'acquisition d'Axepta Italie (à présent dénommée Worldline MS Italy) début 2022 et détenue à 80 % par Worldline.

tirer parti de son solide réseau bancaire en tant que canal commercial clé pour distribuer aux commerçants les meilleurs produits et services de paiement de Worldline.

Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 38, le Groupe a comptabilisé un actif de relation client pour une valeur de 100,0 millions d'euros.

En décembre 2023, Worldline MS Italy a également acquis un portefeuille marchand auprès de Banca del Fucino. Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 38, le Groupe a comptabilisé un actif de relation client pour une valeur de 25 millions d'euros.

Dans le cadre de la transaction, Worldline conclut également un partenariat commercial à long terme avec Banco Desio afin de

Remboursement anticipé d'obligations

En mai 2023, Worldline a lancé une offre publique d'achat sur ses 600 millions d'euros d'obligations à 1,625 % d'échéance septembre 2024 et émises en 2017 (les "obligations de série A") et sur ses 500 millions d'euros d'obligations à 0,25 % d'échéance septembre 2024 et émises en 2019 (les "obligations de série B"). Les obligations sont cotées sur Euronext Paris. Le montant nominal présenté et accepté à l'achat par Worldline dans le cadre de l'offre publique d'achat s'est élevé à 385,6 millions d'euros et se répartit comme suit :

• 140,3 millions d'euros d'obligations de la série B à un prix d'achat de 95,891% plus 0,168% d'intérêts courus, dont 359,7 millions d'euros resteront en circulation après l'annulation des obligations rachetées.

L'offre de rachat a été payée en mai 2023. Les obligations rachetées ont été annulées. (voir note 16.4 « dettes financières »)

Ce remboursement anticipé a engendré un profit de 11,2 millions d'euros, comptabilisé en résultat financier sur la période.

• 245,3 millions d'euros d'obligations de la série A à un prix d'achat de 97,656% plus 1,117% d'intérêts courus, dont 354,7 millions d'euros resteront en circulation après l'annulation des obligations rachetées, et ;

Maturité de l'obligation 500m

En juin 2023, Worldline a remboursé à l'échéance ses 500,0 millions d'euros d'obligations à 0,50 % dues le 30 juin 2023.

Émission d'obligations en septembre 2023

En septembre 2023, Worldline a lancé une obligation de 600,0 millions d'euros arrivant à échéance en septembre 2028 et adossée d'un coupon de 4,125%. Les obligations sont admises à la négociation à la Bourse de Luxembourg. La dette financière correspondante est comptabilisée au coût amorti (voir note 16.4 - "dettes financières").

Dépréciation du *goodwill*

Sur la base des tests de dépréciation effectués en fin d'année, une perte de valeur de 1 147,0 millions d'euros a été comptabilisée au 31 décembre 2023 sur l'UGT relative aux Services Commerçants (voir note 9.1 - *goodwill*).

NOTE 5 Chiffre d'affaires et information sectorielle

5.1. Chiffre d'affaires

Conventions/principes comptables

Les principales sources de revenus de Worldline sont les frais de gestion et de traitement des transactions (financières ou

non), la vente ou la location de terminaux de paiement, la vente de solutions informatiques spécifiques et la vente de licence de logiciels.

Contrats de services à éléments multiples

Le Groupe peut conclure des accords à plusieurs éléments, pouvant inclure une combinaison de différents biens ou services. Les produits sont comptabilisés pour chaque obligation de performance distincte, qui est identifiable séparément des autres éléments de l'accord et si le client peut en bénéficier.

Lorsqu'un seul contrat contient plusieurs obligations de performance distinctes, le prix de transaction total est réparti entre les différentes obligations de performance en fonction de leurs prix de vente individuels. Les prix de vente individuels, y compris les remises habituelles accordées, sont déterminés sur la base des prix catalogue auxquels le Groupe vend les biens ou les services séparément. Dans le cas contraire, le Groupe estime les prix de vente individuels en utilisant une approche de coût attendu plus marge et/ou une approche résiduelle.

Worldline applique l'expédient pratique d'IFRS 15 et comptabilise les revenus lors de la facturation lorsque la facturation est échelonnée avec la livraison au client. Dans certains contrats spécifiques, la facturation de la phase de production intègre une obligation de performance qui n'est pas entièrement échelonnée avec le flux de facturation. Dans ce cas, le revenu affecté à cette obligation est reconnu dès que l'obligation de performance est réalisée.

Lorsque Worldline fournit des services ayant une valeur spécifique additionnelle à ses clients dans la phase de construction, cette phase de construction est alors considérée comme une obligation distincte sous IFRS 15 et le revenu est reconnu selon l'avancement des coûts de ce contrat.

Reconnaissance du chiffre d'affaires à une date donnée dans le temps ou progressivement

Le chiffre d'affaires est reconnu quand le Groupe transfère le contrôle des biens ou services vendus au client, soit à une date donnée dans le temps, soit progressivement.

Les produits des contrats conclus avec des clients pour la vente de biens, qu'ils soient incorporels (par exemple licences de logiciels) ou corporels (par exemple terminaux de paiement), représentent une obligation de performance. Les produits sont comptabilisés à une date donnée, lorsque le contrôle de l'actif est transféré au client, c'est-à-dire généralement lorsque le logiciel est mis à la disposition du client ou quand l'équipement est livré.

Lorsque d'autres engagements contractuels constituent des obligations de performance distinctes, une partie du prix de transaction leur est attribuée.

Pour les services récurrents, le chiffre d'affaires est reconnu en continu dans la mesure où le client bénéficie des services dès que ceux-ci sont réalisés par le Groupe. Quand le Groupe a un droit à facturer le client qui correspond directement à l'obligation de performance réalisée à date, le chiffre d'affaires est comptabilisé pour ce montant. Sinon, le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des coûts encourus si ces coûts ne sont pas supportés de manière uniforme sur la période couvrant le service rendu.

Quand le Groupe construit un actif ou délivre des développements spécifiques, le chiffre d'affaires est reconnu progressivement sur la base des coûts encourus, quand (i)

l'obligation de performance du Groupe consiste à construire un actif que le client contrôle au fur et à mesure de sa création ou (ii) l'obligation de performance crée un actif qui n'a pas d'usage alternatif et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date, par le contrat et/ou les réglementations locales. Si ces conditions ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est reconnu à une date donnée.

Les coûts totaux projetés du contrat sont basés sur diverses hypothèses opérationnelles telles que le volume prévu ou l'écart dans les coûts de livraison qui ont une influence directe sur le niveau de chiffre d'affaires et les éventuelles pertes à terminaison qui sont comptabilisées. Une provision pour contrat onéreux est constituée si les coûts futurs inévitables pour exécuter un contrat sont supérieurs aux avantages qui en découlent.

Les coûts supplémentaires liés à l'acquisition d'un contrat de service pluriannuel sont capitalisés et amortis sur la durée du contrat.

Les coûts liés à l'exécution d'un contrat concernent principalement le développement de plates-formes, de logiciels ou d'autres solutions techniques acquis par le client ou utilisés pour remplir d'autres obligations de performance du contrat. S'ils ne créent pas d'actif pour le Groupe, ces coûts sont capitalisés en actifs sur contrat si le Groupe s'attend à pouvoir les recouvrer. Ils sont ensuite comptabilisés en résultat proportionnellement à la comptabilisation du chiffre d'affaires des obligations de performance afférentes.

Rémunérations variables

Pour les contrats de traitement de transactions, le prix de la transaction dépend des transactions ou volumes futurs. Dans ce cas, le Groupe évalue la valeur attendue des produits futurs avant de l'affecter, le cas échéant, aux obligations de performance du contrat.

Les remises sur volume attendues sont analysées par client. Déterminer si un client aura vraisemblablement droit à une remise dépendra de son historique de droits aux remises et de ses achats cumulés à la date de clôture.

Principal contre agent

Les produits des activités d'acquisition sont constatés nets des frais d'interchange facturés par les banques émettrices. Le Groupe ne fournit pas de service d'intégration du service fourni par la banque émettrice et n'est pas responsable de l'exécution de ce service. Ces frais sont transférés au commerçant dans le cadre d'un accord de *pass-through* et ne font pas partie de la contrepartie à laquelle le Groupe a droit en échange du service qu'il fournit au commerçant. En revanche, les frais de système versés aux systèmes de paiement (Visa, MasterCard, Bancontact...) sont comptabilisés en charges en tant que coûts d'exécution et en produits lorsque le service est rendu aux

commerçants. Le Groupe fournit des services d'acquisition commerçant en intégrant les services achetés dans les systèmes de paiement.

Lorsque le Groupe revend des services informatiques et de télécommunications intégrés achetés auprès de fournisseurs tiers, il analyse la nature de ses relations avec ses clients afin de déterminer s'il agit en tant que principal ou agent dans la fourniture du bien ou du service.

5.2. Informations sectorielles par Lignes de Services Conventions/principes comptables

Selon IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur des informations de *reporting* de gestion interne qui sont régulièrement examinées par le principal décideur opérationnel et rapprochées du résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat des segments en utilisant une mesure du résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation des performances des segments opérationnels, est le Directeur Général de la Société qui prend les décisions stratégiques.

Le *reporting* interne est défini par Lignes de Services (Services Commerçants, Services Financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels). Ces Lignes de Services ont été désignées par le Groupe comme les axes principaux d'analyse par le Directeur

Général. Par conséquent, le Groupe présente les Lignes de Services comme secteurs opérationnels. Chaque Ligne de Services est dirigée par un membre dédié du Comité Exécutif.

Les indicateurs du compte de résultat ainsi que les actifs ont été alloués conformément à ces secteurs opérationnels par Ligne de Services. Pour l'EBE Ajusté, la partie des coûts relative aux coûts de structure centrale n'a pas été allouée par Ligne de Services. Les actifs partagés qui ne sont pas alloués par Ligne de Services se rapportent principalement à l'infrastructure partagée délivrant des prestations mutualisées aux trois Lignes de Services.

Les activités couvertes par chaque segment opérationnel, ainsi que leurs présences géographiques, sont les suivantes

Segments opérationnels	Divisions commerciales	Zones géographiques
Services Commerçants	Acquisition commerçants, Cartes privatives et programmes de fidélisation, Services en ligne	Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Inde, Italie, Luxembourg, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pays scandinaves, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Suisse et Turquie.
Services Financiers	Traitements émetteurs, Traitements acquéreurs, Services de banque en Ligne, Paiement	Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hong-Kong, Indonésie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Singapour, Taïwan, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.
Mobilité & Services Web Transactionnels	Services numériques pour les gouvernements et les Services Publics, e-Consommateur & Mobilité, e-Ticketing	Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Espagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni.

La géographie n'est pas un axe managérial suivi par le Groupe.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués aux conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également pour les tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	Services Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Total Groupe
Exercice 2023				
Chiffre d'affaires par Ligne de Services	3 324,7	944,1	341,6	4 610,4
% du chiffre d'affaires	72,1%	20,5%	7,4%	100,0%

Le chiffre d'affaires de la division Services aux Commerçants est présenté net des commissions d'interchanges bancaires.

Marge opérationnelle et Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)

La marge opérationnelle reflète les opérations récurrentes du Groupe. La performance opérationnelle de chaque Ligne de Services est mesurée par l'EBE ajusté (Excédent brut d'exploitation) basé sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et exclut donc les dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions ; tel que défini dans le modèle ci-dessous :

(En millions d'euros)	Services Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Structure centrale	Total Groupe
Exercice 2023					
EBE ajusté par Ligne de Services	847,0	274,6	48,2	(59,4)	1 110,4
% du chiffre d'affaires	25,5%	29,1%	14,1%	(1,3%)	24,1%
Exercice 2022					
EBE ajusté par Ligne de Services	868,7	271,9	53,1	(61,2)	1 132,5
% du chiffre d'affaires	28,6%	28,4%	14,5%	(1,4%)	25,9%

L'EBE ajusté représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est déterminé de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation
Marge opérationnelle	789,8	864,1	(74,3)
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	298,3	256,7	41,6
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	4,3	4,7	(0,4)
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	(0,8)	7,2	(8,0)
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	18,7	(0,2)	19,0
EBE Ajusté	1 110,4	1 132,5	(22,1)

Les actifs non courants détaillés ci-dessus par Ligne de Services sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(En millions d'euros)	Services Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Partagés (*)	Total Groupe
Au 31 décembre 2022					
Total des immobilisations par Ligne de Services	11 315,8	1 676,5	103,8	75,3	13 171,4
Goodwill	8 890,6	1 270,3	22,5	0,0	10 183,4
% du goodwill groupe	87,3%	12,5%	0,2%	0,0%	100,0%
Immobilisations incorporelles	2 116,3	303,8	32,5	14,6	2 467,3
Immobilisations corporelles	144,6	39,9	15,1	27,5	227,0
Droits d'utilisation	164,4	62,6	33,6	33,2	293,8

L'information par région géographique pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	Europe du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Europe du Sud (*)	Autres	Total Groupe
Exercice 2023					
Chiffre d'affaires par zone géographique	1 628,2	1 591,2	923,5	467,5	4 610,4
% du chiffre d'affaires	35,3%	34,5%	20,0%	10,1%	100,0%
Exercice 2022					
Chiffre d'affaires par zone géographique (**)	1 525,2	1 499,9	878,0	461,0	4 364,1
% du chiffre d'affaires	34,9%	34,4%	20,1%	10,6%	100,0%

Cette vision par zones géographiques est fondée sur les pays de vente et peut concerner d'autres zones géographiques pour les activités en ligne.

Les actifs non courants sont principalement constitués du goodwill et des frais de développement capitalisés, non affectables par géographie, car ils bénéficient chacun à plusieurs zones géographiques à la fois. Le reste est constitué des immobilisations corporelles qui ne sont pas significatives. Par conséquent, il n'est pas pertinent d'indiquer l'information des actifs non courants par géographie.

NOTE 6 Éléments opérationnels

6.1. Charges de personnel Conventions/principes comptables

Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent principalement les salaires et les charges sociales afférentes, les taxes relatives aux salaires, les dépenses de formation et la participation aux bénéficiaires.

(En millions d'euros)	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires	Exercice 2022	% du chiffre d'affaires
Salaires & Charges sociales	(1 416,7)	30,7%	(1 379,2)	31,6%
Taxes, formation, intéressement et participation	(11,3)	0,2%	(9,2)	0,2%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	0,0	0,0%	0,8	0,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour engagements de retraite	0,7	(0,0%)	(7,2)	0,2%
Total Charges de personnel	(1 427,3)	31,0%	(1 394,7)	32,0%

6.2. Charges opérationnelles autres que les charges de personnel Conventions/principes comptables

Frais de sous-traitance

Les coûts de sous-traitance comprennent le coût des services sous-traités, dont environ la moitié est généralement de la sous-traitance informatique, principalement sur la base du temps et du matériel. L'autre moitié provient de services externalisés, qui comprennent notamment l'externalisation des centres de données, les prestataires de services de paie, etc. Le niveau de ces dépenses au cours d'une période donnée dépend essentiellement du nombre de projets en phase de projet, pour lesquels le Groupe peut décider d'externaliser certains aspects plutôt que de les gérer en interne, ainsi que les volumes de clients, qui entraînent des coûts qui dépendent du volume, tels que l'impression, le mailing et les relevés.

Redevance de systèmes de paiement

Inclus les frais versés à Visa, MasterCard, Bancontact (système de cartes de débit belges) et autres systèmes de cartes locaux dans le cadre des activités d'acquisition commerçant du Groupe. Comme indiqué dans la note 5.1 "Chiffre d'affaires", le Groupe comptabilise ses revenus bruts des redevances aux systèmes de paiement, redevances qui sont également incluses dans les charges d'exploitation.

Charges d'exploitation

Les coûts d'exploitation comprennent principalement les frais d'exploitation et les honoraires de tiers, les frais de services logiciels et de location à court terme, les frais de télécommunication et diverses taxes. Ils comprennent notamment les dépenses liées à la consommation d'énergie dans le Groupe. Les centres de données et les bureaux de Worldline utilisent surtout des énergies renouvelables. Worldline ne fait partie d'aucun accord de PPA ou de VPPA.

Coûts de production capitalisés

Les dépenses d'exploitation sont présentées nettes de coûts de production capitalisés. Les coûts de développement relatifs à des applications spécifiques pour des clients ou relatifs à des solutions technologiques mises à la disposition d'un groupe de clients, et dont l'actif sous-jacent a une durée d'utilité supérieure à un an, sont capitalisés.

(En millions d'euros)	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires	Exercice 2022	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance	(602,7)	13,1%	(504,4)	11,6%
Charges opérationnelles	(574,7)	12,5%	(572,1)	13,1%
Achats de matériel et logiciels	(258,4)	5,6%	(231,3)	5,3%
Redevances Schéma de paiements	(724,1)	15,7%	(601,3)	13,8%
Charges de maintenance	(97,9)	2,1%	(105,6)	2,4%
Sous-total charges opérationnelles autres que personnel	(2 257,8)	49,0%	(2 014,7)	46,2%
Amortissements des immobilisations	(298,3)	6,5%	(256,7)	5,9%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	(17,5)	0,4%	1,0	(0,0%)
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	(4,3)	0,1%	(4,4)	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables	(7,4)	0,2%	(6,2)	0,1%
Production immobilisée	192,0	(4,2%)	175,7	(4,0%)
Sous-total autres charges	(135,5)	2,9%	(90,6)	2,1%
Total charges opérationnelles	(2 393,3)	51,9%	(2 105,3)	48,2%

La dépréciation des actifs représente la charge d'amortissement des actifs incorporels et corporels, hors amortissement des brevets, des technologies acquises, et les relations clients

reconnus à la juste-valeur des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprise, présentés en autres charges et

produits opérationnels (voir note 6.3 "Autres produits et charges opérationnels").

6.3. Autres produits et charges opérationnels Conventions/principes comptables

Les « autres produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges correspondant à :

- La réorganisation des effectifs (par exemple, les plans liés aux regroupements d'entreprises, les plans de licenciement) ;
- Les coûts de rationalisation et frais associés, plans de transformation, coûts immobiliers (par exemple, consolidation des bureaux et des *datacenters*) ;
- Les coûts d'intégration et d'acquisition (par exemple, les coûts de mise en œuvre des synergies futures, les coûts d'acquisition relatifs aux opérations de périmètre) ;
- Les charges relatives à des paiements fondés sur des actions et coûts associés ;

Paiements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions et des actions gratuites, réglés en instruments de capitaux propres, sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Ces rémunérations basées sur des actions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle de Black et Scholes de valorisation des options. Les variations de juste valeur des instruments après la date d'attribution, ainsi que la variation d'hypothèses telles que le taux de rotation du personnel ou l'atteinte des conditions de performance, n'ont aucun impact sur la valorisation initiale. La juste valeur des instruments est comptabilisée linéairement en « autres charges et produits opérationnels », pendant la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

La hausse des redevances aux systèmes de paiement est liée à la hausse des redevances Visa et Master Card et l'augmentation des volumes de transactions.

- L'amortissement des amortissements des relations clients et brevets ; et

• Les autres coûts / revenus liés à des litiges majeurs, et les plus et moins-values sur la cession d'actifs corporels et incorporels, les pertes de valeur significatives sur les actifs autres que les actifs financiers, ou tout autre élément peu fréquent et inhabituel.

Si un plan de réorganisation est comptabilisé en « autres charges opérationnelles », les dépenses de rationalisation et coûts associés sur les locaux et bâtiments, relatives au plan, sont également présentées en « autres charges opérationnelles ».

Les plans d'actionnariat salarié permettent aux employés de souscrire à des actions du Groupe à un prix incluant une décote. Les actions sont soumises à une période d'incessibilité. La méthode d'évaluation de la charge de ces plans prend en compte :

- Le prix d'exercice correspondant à la moyenne des 20 derniers cours d'ouverture de bourse précédant la date d'attribution ;
- La décote octroyée aux salariés ; et
- Le nombre d'actions gratuites attribuées en fonction des souscriptions individuelles

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Coûts d'intégration et d'acquisition	(142,7)	(155,0)
Rationalisation et frais associés	(62,5)	(37,3)
Rémunérations basées sur des actions & coûts associés	(24,8)	(37,3)
Amortissement de la relation clients et des brevets	(283,1)	(237,6)
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(1 147,0)	0,0
Autres	0,4	(61,8)
Total	(1 659,8)	(529,0)

Les coûts **d'intégration et d'acquisition** ont atteint 142,7 millions d'euros, soit une diminution de 12,3 millions d'euros, et sont principalement liés à la décélération de la mise en œuvre des synergies issues des acquisitions d'Ingenico et SPS. Les principaux coûts de la période sont relatifs à :

- La mise en œuvre de la synergie et du programme de conformité lié à l'acquisition d'Ingenico ;
- La mise en place de l'entité détenue conjointement avec ANZ en Australie ;
- La mise en place de la future entité française détenue conjointement avec le Crédit Agricole ;
- La mise en place de l'entité italienne détenue conjointement avec la BNL ;
- Les coûts de mise en œuvre de notre stratégie *Move To Cloud*, (y compris le partenariat avec Google).

Les coûts de **rationalisation et les frais associés** sont principalement liés :

- Aux synergies et aux coûts induits par les récentes acquisitions ;
- Aux coûts d'implémentation du plan Power24 ;
- Au déménagement des sièges sociaux en Allemagne.

L'augmentation par rapport à l'année précédente est principalement liée aux indemnités de départ dans le cadre de la réorganisation de Lignes de Services.

Les coûts d'intégration et d'acquisition ainsi que les coûts de rationalisation et frais associés comprennent principalement des coûts externes (cabinets de conseils, sous-traitants), mais comprennent également des coûts internes liés aux projets comptabilisés dans les autres produits et charges opérationnels.

L'amortissement de la relation clients et des brevets de 283,1 millions d'euros comprend une dépréciation de 45,7 millions d'euros en lien avec à la cessation des prestations à des marchands *High Brand Risk*, ainsi que la réévaluation de certains portefeuilles acquis historiques.

6.3.1. Paiements fondés sur des actions

La charge de 24,8 millions d'euros enregistrée en 2023 en « autres produits et charges opérationnels » au titre des paiements fondés sur des actions (37,3 millions d'euros en 2022) est principalement composée des plans d'attributions

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Plans d'actions gratuites	21,6	33,2
Plans de stock-options	0,8	1,8
Plans d'actionnariat salarié	2,8	1,5
Autres	(0,4)	0,8
Total	24,8	37,3

6.3.2. Plans d'attribution gratuite d'actions

Les plans significatifs d'attribution gratuite d'actions répondent aux règles suivantes :

- L'attribution gratuite d'actions est généralement réservée aux salariés ou mandataires sociaux ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au Groupe Worldline ;
- L'attribution gratuite d'actions est subordonnée à une condition de présence au Groupe et à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers ;
- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
 - Croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe Worldline ;
 - EBE Ajusté du Groupe Worldline ; et
 - Flux de trésorerie nets disponible du Groupe Worldline.

Pour tous les plans significatifs en cours, les critères de performance financière représentent 80% des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 20% restants

La dépréciation du **Goodwill** de 1 147,0 millions d'euros est relative à la perte de valeur de la Ligne de Services Services aux Commerçants (voir note 9.1 - "Goodwill").

d'actions gratuites mis en place en 2020, 2021, 2022 et 2023, des plans de stock-options mis en place en 2020, 2021, 2022 et 2023, du plan d'achat d'action réservé aux salariés 2023 ainsi que des charges sociales associées à ces plans.

sont relatifs à des critères de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

La période d'acquisition des actions varie selon les plans, mais n'excède jamais 3,5 ans.

Le nombre d'actions à livrer est soumis à la réalisation de conditions de performance internes et externes, basées sur des courbes d'élasticité définies pour chaque objectif. Dans tous les cas, le taux moyen d'acquisition est limité à 100%.

Pour ces plans, il n'y a pas de période de conservation attachée aux actions gratuites définitivement acquises.

Tous les plans d'attribution gratuite d'actions donnent droit à la livraison d'actions Worldline.

Le Groupe a mis en place deux nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions, les 08 juin 2023 et 25 juillet 2023.

La charge totale de 21,6 millions d'euros enregistrée durant l'exercice 2023 est détaillée comme suit :

Date d'attribution	9 juin 2020	28 octobre 2020	27 mai 2021	9 juin 2022	8 juin 2023	25 juillet 2023
Nombre d'instruments attribués initialement	379 730	560 401	685 935	1 159 545	1 296 560	14 950
Dont nombre d'instruments attribués initialement à des bénéficiaires TSS		166 015 (*)	107 050 (*)			
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	67,60	62,14	77,81	38,95	36,56	34,50
Date(s) d'acquisition	9 juin 2023	11 juin 2023 + 07 septembre 2023 + 16 octobre 2023	27 mai 2024	9 juin 2025	8 juin 2026	8 juin 2023
Durée de vie	3 ans	3 ans (**)	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans
Période de conservation	-	-	-	-	-	-
Taux sans risque	-	-	-	-	-	-
Dividendes prévus	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	65,41	60,38	75,28	37,69	35,37	34,50
Charge reconnue en 2023 (en millions d'euros)	3,8	2,1	1,1	9,0	5,6	0,1

(*) En 2022, le vesting des actions gratuites attribuées à des bénéficiaires TSS fut accéléré, générant une charge de 10,7 millions d'euros enregistrée en résultat des activités non poursuivies.

(**) Tenant compte des dates d'attributions initiales des plans d'actions gratuites Ingenico de 2020, attribués par Ingenico les 11 juin, 7 septembre et 16 octobre 2020, qui furent remplacés par le plan d'actions gratuites Worldline 2020 attribué le 28 octobre 2020.

6.3.3. Plans de stock-options

Les plans de stock-options répondent aux règles suivantes :

- L'exercice des options est généralement réservée aux salariés ou mandataires sociaux ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au Groupe Worldline ;
- L'exercice des options est subordonnée à une condition de présence au Groupe et à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers ;
- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
 - Croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe Worldline ;
 - EBE ajusté du Groupe Worldline ; et
 - Flux de trésorerie net disponible du Groupe Worldline.

Pour tous les plans de stock-option en cours, les critères de performance financière représentent 80% des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 20% restants sont relatifs à des critères de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

La période d'acquisition varie selon les règles des plans, mais n'excède jamais 3,5 ans.

Le nombre d'options à acquérir est conditionné à l'atteinte de conditions de performance internes et externes, en fonction des courbes d'élasticité définies pour chaque objectif. Dans tous les cas, le taux d'acquisition moyen est limité à 100%.

La date d'expiration de l'option ne dépasse jamais 10 ans après la date d'attribution.

L'exercice de l'option est réglé en instruments de capitaux propres.

Le Groupe a reconnu en 2023 une charge de 0,8 million d'euros au titre des plans de stock-options détaillés ci-dessous :

Date d'attribution	Charge 2023 (en million d'euros)	Nombre d'options attribuées initialement	Date d'acquisition	Nombre d'options acquises
9 juin 2020	0,1	101 120	31 mars 2022	94 255
27 mai 2021	(0,0)	117 150	9 juin 2023	0
9 juin 2022	0,4	193 530	27 mai 2024	0
8 juin 2023	0,3	191 670	9 juin 2025	0
Total	0,8	603 470		94 255

Les caractéristiques des plans de stock-options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution	9 juin 2020	27 mai 2021	9 juin 2022	8 juin 2023
Nombre d'options attribuées	101 120	117 150	193 530	191 670
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	67,60	77,81	38,95	36,56
Prix d'exercice (en euros)	69,73	81,39	39,70	40,74
Date d'acquisition	9 juin 2023	27 mai 2024	9 juin 2025	8 juin 2026
Volatilité prévue	24%	28%	32%	33%
Date d'échéance attendue du plan	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Taux d'intérêt sans risque	(0,142%)	(0,450%)	1,451%	1,451%
Dividende prévu	1,10%	1,10%	1,10%	1,10%
Juste valeur des options attribuées (en euros)	11,48	14,91	10,21	9,79
Charge reconnue en 2023 (en millions d'euros)	0,1	(0,0)	0,4	0,3

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des options de souscription d'actions de Worldline S.A. en circulation durant l'exercice :

	Exercice 2023		Exercice 2022	
	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euros)	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euros)
En circulation en début d'année	1 825 561	37,8	1 828 890	36,5
Attribuées durant l'année	191 670	40,7	193 530	39,7
Annulées durant l'année	(20 750)	65,8	(36 883)	64,8
Exercées durant l'année	(90 750)	18,8	(159 976)	18,9
En circulation en fin de période	1 905 731	38,7	1 825 561	37,8
Exerçables à la fin de l'année, en dessous du cours de l'action à la fin de l'exercice *	0,0	0,0	1 440 681	28,2

NOTE 7 Résultat financier

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges d'intérêts sur emprunts obligataires	(23,2)	(19,9)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(0,9)	(0,9)
Charges d'intérêts sur obligations convertibles	(11,5)	(11,4)
Intérêts nets sur trésorerie et autres équivalents de trésorerie	18,5	0,1
Autres	14,3	(6,0)
Charges d'intérêts nettes	(2,9)	(38,2)
Perte de change nette	(1,8)	(17,0)
Hyperinflation	(29,0)	(18,9)
Gains ou pertes sur instruments dérivés	4,1	(0,1)
Gains ou pertes de change nets	(26,7)	(36,0)
Composante financière des dépenses de retraite et coût des autres avantages postérieurs à l'emploi	(5,1)	(2,5)
Variation de la juste valeur et Cession des actions Visa	6,3	44,9
Variation de la juste valeur des autres actifs/passifs financiers	2,0	(4,3)
Intérêts financiers sur la dette locative (IFRS 16)	(7,9)	(4,9)
Dépréciation des autres actifs financiers	0,0	(0,0)
Autres charges financières	(17,3)	(4,5)
Autres produits financiers	3,3	4,6
Autres charges et produits financiers nets	(18,6)	33,3
Total	(48,2)	(40,9)

Les charges financières nettes s'élèvent à 48,2 millions d'euros sur la période (contre une charge de 40,9 millions d'euros en 2022) et se composent de :

- Un coût net de l'endettement financier de 2,9 millions d'euros (contre 38,2 millions d'euros en 2022) ;
- Un coût financier net non opérationnel (incluant l'impact de change) de 45,3 millions d'euros (contre une charge de 2,7 millions d'euros en 2022).

Le coût net de l'endettement financier de 2,9 millions d'euros est principalement constitué des effets suivants :

- D'intérêts liés aux emprunts obligataires non convertibles (23,2 millions d'euros) et aux obligations convertibles (11,5 millions d'euros) ;
- Du produit d'intérêts nets sur la trésorerie et autres équivalents de trésorerie (18,5 millions d'euros) ;
- Du produit généré par le remboursement des obligations (11,2 millions d'euros).

La variation par rapport à l'année précédente s'explique par les impacts relatifs aux produits générés par le remboursement des obligations et des intérêts nets sur la trésorerie et autres équivalents de trésorerie en 2023 et qui étaient nuls en 2022.

Le coût financier net non opérationnel de 45,3 millions d'euros se compose principalement :

- D'une perte de change pour 26,7 millions d'euros (perte de 36,0 millions d'euros en 2022), principalement liée aux impacts

de l'hyperinflation en Argentine et en Turquie pour 29,0 millions d'euros ;

- Des intérêts financiers sur dette de location (IFRS 16) pour une charge de 7,9 millions d'euros (4,9 millions d'euros en 2022) ;
- Des coûts financiers relatifs aux régimes de retraite pour 5,1 millions d'euros (2,5 millions d'euros en année 2022) représentant la différence entre les charges d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes capitalisés (voir note 14 "Régimes de retraites et autres avantages à long terme") ;
- De la comptabilisation en 2023, au compte de résultat consolidé du produit relatif à la variation de la juste valeur des actions de préférence Visa pour 6,3 millions d'euros (comparé au produit de 44,9 millions d'euros en 2022 dont 40,3 millions d'euros relatifs au produit de cession des actions) ;
- De la réévaluation à la juste-valeur des autres instruments financiers pour 2,0 millions d'euros, principalement liée à la réévaluation des actions de préférence Bidco Poseidon pour 4,0 millions d'euros, à l'impact de 2,4 millions d'euros en lien avec la désactualisation du paiement différé de TSS, partiellement compensée par la variation négative de la juste valeur de l'investissement dans Partech pour 4,5 millions d'euros ;
- Des autres charges financières pour 17,3 millions d'euros ;
- Des autres produits financiers pour 3,3 millions d'euros.

NOTE 8 Charges d'impôts

Conventions/principes comptables

Évaluation des reports de pertes fiscales constatés

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans les reports de pertes fiscales lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible et que les reports de pertes fiscales peuvent être utilisés. Les estimations des bénéfices imposables et de l'utilisation des reports de pertes fiscales sont préparées sur la base des prévisions de profits et pertes telles qu'elles figurent dans les plans d'affaires sur quatre ans (d'autres durées peuvent s'appliquer en raison de spécificités locales).

IFRIC 23

Le Groupe applique l'interprétation IFRIC 23 relative aux positions fiscales incertaines. Un passif est comptabilisé lorsqu'un risque fiscal résultant de positions prises par le Groupe, ou l'une de ses filiales, est considéré comme probable, et en supposant que les autorités fiscales aient pleine connaissance de toutes les informations pertinentes lors de leur examen.

8.1. Impôts courants et différés au compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts courants	(114,6)	(113,1)
Impôts différés	74,4	34,3
TOTAL	(40,2)	(78,8)

8.2. Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif d'impôt du Groupe se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Taux effectif d'impôt	Exercice 2022	Taux effectif d'impôt
Résultat net avant impôt	(918,2)		294,1	
Taux d'imposition français	25,8%		25,8%	
Impôt théorique au taux courant français	237,2	25,8%	(76,0)	25,8%
Différences permanentes liées à la dépréciation du <i>goodwill</i>	(295,3)	(32,2%)	0,0	0,0%
Impact des différences permanentes	11,7	1,3%	0,2	(0,1%)
Ecart de taux sur sociétés étrangères	11,5	1,3%	10,8	(3,7%)
Effet des actifs d'impôt non reconnus	(4,1)	(0,4%)	0,9	(0,3%)
Effet des charges relatives à des paiements fondés sur des actions	(6,1)	(0,7%)	(13,3)	4,5%
Effet des changements de taux sur les impôts différés	(3,2)	(0,4%)	(6,6)	2,2%
Retenues à la source	(1,3)	(0,1%)	(3,7)	1,2%
Autres	9,5	1,0%	8,8	(3,0%)
Charge d'impôt du Groupe	(40,2)		(78,8)	
Taux effectif d'impôt		(4,4%)		26,8%

En 2023, après exclusion de la dépréciation du *goodwill* de 1 147,0 millions d'euros, le taux effectif d'imposition (TEI) annualisé était de 17.6 %. La baisse du taux effectif d'imposition (TEI) ajusté est principalement due aux effets ci-dessous :

- La diminution des rémunérations fondées sur des actions, qui a généré une perte non déductible en 2023 plus faible qu'en 2022.
- Le poids positif sur le taux effectif d'imposition des écarts de taux des sociétés étrangères (+1.3% en 2023 contre - 3,7 en 2022), principalement lié à la Suisse.

En 2022, le taux d'imposition effectif retraité de la moins-value liée à la cession de Worldline Argentine et Chili (différences permanentes) s'élevait à 23,5 %.

8.3. Impôts différés

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Impôts différés actifs	30,7	98,5
Impôts différés passifs	(424,7)	(561,7)
Position nette d'impôts différés	(394,0)	(463,1)

8.4. Décomposition des actifs et passifs d'impôts différés par nature

(En millions d'euros)	Déficits fiscaux reportables	Intangibles relatifs à l'allocation du prix d'acquisition	Immobilisations	Retraites	Autres	Total
Au 1er janvier 2022	50,9	(417,9)	(36,4)	36,8	(162,5)	(529,1)
Résultat de l'exercice	8,1	10,0	(4,1)	(1,6)	159,4	171,7
Variation du périmètre	(2,0)	(52,7)	(9,2)	(0,4)	(1,3)	(65,5)
Capitaux propres	0,0	0,0	0,0	(26,4)	(2,3)	(28,8)
Reclassements	4,7	0,4	0,0	0,4	(5,7)	(0,1)
Différences de change	(1,2)	(2,6)	(0,4)	(0,0)	(7,1)	(11,4)
Au 31 décembre 2022	60,6	(462,9)	(50,1)	8,7	(19,5)	(463,1)
Résultat de l'exercice	25,3	85,1	(12,8)	2,9	(26,1)	74,4
Variation du périmètre	(0,2)	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Capitaux propres	0,0	0,0	(0,1)	10,2	0,3	10,4
Reclassements	(3,9)	0,0	0,0	0,0	3,9	0,0
Différences de change	(0,4)	(1,2)	(0,1)	(0,0)	(13,8)	(15,7)
Au 31 décembre 2023	81,4	(379,0)	(63,2)	22,0	(55,1)	(394,0)

En 2023, la variation des impôts différés nets comparée à 2022 est principalement due à l'amortissement des actifs relatifs à l'allocation du prix d'acquisition.

En 2022, les autres sont principalement constitués de la reprise de l'impôt différé passif relatif à la cession de 84,96% de TSS pour un montant de 136,7 millions d'euros.

8.5. Échéancier des déficits fiscaux reportables (en base)

(En millions d'euros)	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Reconnus	Non reconnus	Total	Reconnus	Non reconnus	Total
2023	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6
2024	0,0	0,0	0,0	15,5	9,0	24,5
2025	1,7	0,0	1,7	0,0	2,7	2,7
2026	3,5	0,0	3,5	5,7	0,0	5,7
2027	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0
Déficits fiscaux reportables à plus de 5 ans	39,4	21,7	61,1	117,8	81,8	199,6
Déficits fiscaux reportables ayant une échéance	45,1	21,7	66,7	139,6	93,5	233,1
Déficits fiscaux reportables indéfiniment	270,5	111,0	381,5	108,8	12,3	121,1
Total des déficits fiscaux reportables	314,6	133,8	448,5	248,4	105,8	354,2

Les pays présentant les déficits fiscaux reportables les plus élevés sont le Luxembourg (127,6 millions d'euros), l'Australie (69,5 millions d'euros), la France (69,4 millions d'euros), la Grèce (36,5 millions d'euros), la Suède (34,1 millions d'euros) et l'Inde (22,7 millions d'euros).

8.6. Actifs d'impôts différés non reconnus par le Groupe

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Déficits fiscaux reportables	35,6	36,4
Différences temporaires	16,9	18,3
Total	52,5	54,7

NOTE 9 Goodwill et actifs immobilisés

9.1. Goodwill

Conventions/principes comptables

Le *goodwill* est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent aux trois secteurs d'exploitation présentés dans la note 5.2 "Informations sectorielles par lignes

Tests de dépréciation

Le *goodwill* n'est pas amortissable et fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de sa valeur comptable et de sa valeur recouvrable par UGT et à la date de clôture.

En 2023, la valeur recouvrable d'une UGT est basée sur la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'usage. La valeur d'utilité est calculée à partir de projections de flux de trésorerie établies sur la base du dernier plan quadriennal, tel qu'approuvé par le Comité exécutif et le Conseil d'administration, et de flux de trésorerie extrapolés pour une année supplémentaire. La juste valeur (diminuée des coûts de vente) correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou de l'UGT), lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de cession. Elle peut être déterminée en utilisant un prix de marché observable pour l'actif (ou l'UGT) ou en utilisant des projections de flux de trésorerie actualisés, qui incluent les entrées ou sorties de trésorerie futures estimées qui devraient résulter de restructurations futures ou de l'amélioration ou de l'accroissement de la performance de l'actif.

Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations, telles que le calcul un *Business Plan* duquel sont déduits des flux de trésorerie futurs ainsi que des taux d'actualisation.

Les flux de trésorerie actualisés sont établis par UGT, en tenant compte de la dynamique de chaque marché (croissance élevée pour les services aux commerçants, croissance à un chiffre moyen pour les services financiers et les services de mobilité et

de services". Le *goodwill* est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentent au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le *goodwill* est suivi pour des besoins de gestion interne.

de transactions électroniques) ainsi que des synergies potentielles pour l'amélioration des marges.

Les taux d'actualisation sont appliqués par UGT sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe et ajustés pour tenir compte des taux d'imposition spécifiques. Le Groupe considère que le coût moyen pondéré du capital doit être déterminé sur la base d'une prime de risque historique sur actions, afin de refléter les hypothèses à long terme prises en compte dans les tests de dépréciation.

Le test de dépréciation du *goodwill* est préparé chaque année pour la fin d'exercice, ou plus souvent chaque fois que des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

De tels événements ou circonstances incluent, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêts.

La perte de valeur est d'abord enregistrée comme un ajustement de la valeur comptable du *goodwill* alloué à l'UGT et le reste de la perte, le cas échéant, est alloué au prorata aux autres actifs à long terme de l'unité.

(En millions d'euros)	31 décembre 2022	Cessions Dépréciations	Regroupement d'entreprises	Variations de change	31 décembre 2023
Valeur brute	10 183,4	(0,1)	0,0	30,5	10 213,8
Perte de valeur	0,0	(1 147,0)	0,0	(8,0)	(1 155,0)
Valeur nette	10 183,4	(1 147,1)	0,0	22,5	9 058,8

(En millions d'euros)	31 décembre 2021	Cessions Dépréciations	Regroupement d'entreprises	Variations de change	31 décembre 2022
Valeur brute	9 329,6	(4,7)	887,5	(29,1)	10 183,4
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeur nette	9 329,6	(4,7)	887,5	(29,1)	10 183,4

En 2023, la valeur brute du goodwill n'a pas évolué, à l'exception de la variation de change. En 2022, les regroupements d'entreprises ont conduit à la comptabilisation de *goodwill* relatifs à Axepta (181,1 millions d'euros), Eurobank (269,9 millions d'euros) ainsi que la joint-venture avec ANZ (436,4 millions d'euros).

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Services Commerçants	7 735,8	8 890,6
Services Financiers	1 293,4	1 270,3
Mobilité & Services Web Transactionnels	29,6	22,5
Total	9 058,8	10 183,4

Test de dépréciation

Au 31 décembre 2023, la valeur recouvrable des UGT du Groupe a été déterminée sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de vente, que le Groupe a classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, conformément à la norme IFRS 13. Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des flux de trésorerie actualisés (DCF) et proviennent du plan d'affaires sur 4 ans de la société, prolongé d'une année supplémentaire. Le plan d'affaires inclus le plan de transformation de Power24 annoncé en octobre 2023.

Sur cette période de 5 ans, le taux de croissance annuel composé du chiffre d'affaires atteint 6,7 % pour le groupe et l'amélioration de la marge d'EBITDA ajusté est estimée à +340 points de base, passant de 25,4 % du chiffre d'affaires en 2023 à 28,8 % en 2028.

La valeur terminale est calculée après la période de cinq ans, en utilisant un taux de croissance perpétuel estimé à 2,25%. Ce taux reflète les perspectives spécifiques du secteur des paiements.

Pour toutes les UGT, le taux d'actualisation prend en compte le coût de la dette locative : le taux d'actualisation des Services

Commerçants a été fixé à 8,60 %, des Services Financiers à 8,55 % et de la Mobilité & Services Web Transactionnels à 8,05 %. Une prime spécifique de 50 points de base reflétant l'environnement macroéconomique actuel a été affectée aux Services Commerçants, cette dernière pouvant entraîner un retard sur l'évolution du chiffre d'affaires. Cette prime spécifique équivaut à appliquer une probabilité d'environ 90% à 95% d'atteindre les objectifs les plus ambitieux. Pour toutes les UGT, une prime spécifique de 25 points de base reflétant le risque d'exécution lié à la mise en œuvre de Power24 a été ajoutée. Cette prime équivaut à appliquer une probabilité de réussite d'environ 80% sur le plan *Power24*. Aucune distinction géographique n'a été intégrée dans le CMPC (Coût Moyen Pondéré du Capital), le Groupe étant principalement actif en Europe.

Sur la base des tests de dépréciation effectués en fin d'année, une perte de valeur de 1 147,0 millions d'euros a été comptabilisée au 31 décembre 2023 sur l'UGT relative aux Services Commerçants

(En %)	Taux de croissance perpétuelle		CMPC	
	31 décembre 2023	31 décembre 2022	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Services Commerçants	2,25%	2,50%	9,25%	8,70%
Services Financiers	2,25%	2,50%	8,80%	8,70%
Mobilité & Services Web Transactionnels	2,25%	2,50%	8,30%	8,70%

La modification des paramètres clés a les impacts suivants sur la valeur recouvrable :

(En millions d'euros)	Augmentation du CMPC +0,50 pt	Diminution du taux de croissance perpétuelle de -0,50 pt	Augmentation du CMPC et diminution du taux de croissance perpétuelle de 0,50 pt	Diminution de l'EBE ajusté à partir de 2027 de -1,00 pt
Services Commerçants	(684,0)	(551,0)	(1 158,0)	(413,0)
Services Financiers	(189,0)	(155,0)	(321,0)	(100,0)
Mobilité & Services Web Transactionnels	(32,0)	(29,0)	(57,0)	(44,0)
Total	(905,0)	(735,0)	(1 536,0)	(557,0)

Une variation de plus ou moins 50 points de base sur les paramètres clés (taux d'actualisation et croissance à l'infini) n'a pas révélé l'existence de risque de dépréciation pour Services Financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels. Pour Services Commerçants, ces variations de paramètres impliqueraient une dépréciation complémentaire de 1 158,0 millions d'euros.

Une baisse de la croissance de l'EBE ajusté de 100 points de base à partir de 2027 n'a pas révélé l'existence de risque de dépréciation pour Services Financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels. Pour Services Commerçants, ces variations de paramètres impliqueraient une dépréciation complémentaire de 413,0 millions d'euros.

9.2. Immobilisations incorporelles

Conventions/principes comptables

Les immobilisations incorporelles autres que le *goodwill* sont principalement constituées de logiciels, des coûts internes de

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les frais de développement immobilisés correspondent à des actifs développés pour l'utilisation propre du Groupe, à des projets d'application spécifique pour des clients ou à des solutions technologiques innovantes mises à la disposition d'un groupe de clients. Ces projets font l'objet d'une analyse au cas par cas pour s'assurer qu'ils répondent bien aux critères de capitalisation.

Les dépenses de développement portées sont amorties dans la marge opérationnelle selon la méthode linéaire sur une durée

Immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprise

Une immobilisation incorporelle liée aux relations clients et au carnet de commandes générés lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisée en tant que relations clients.

La valeur de la technologie développée acquise est issue d'une approche par les revenus basée sur la méthode de l'allègement de la redevance. Cette méthode repose sur (i) des hypothèses sur la courbe d'obsolescence de la technologie et (ii) sur le taux de redevance théorique applicable à des technologies similaires, afin de déterminer les flux de trésorerie actualisés que cette technologie devrait générer sur leur durée de vie utile restante prévue. La méthode des coûts peut également être mise en œuvre en tant que méthode secondaire pour obtenir une valeur indicative à des fins de cohérence. Cette méthode

Pertes de valeur des actifs autres que le *goodwill*

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur. Cette approche est également appliquée aux coûts de R&D capitalisés pour lesquels le Groupe considère comme indicateur de perte de valeur (i) l'utilisation de la technologie, (ii)

développement de solutions informatiques ainsi que de logiciels et de relations clients acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

comprise entre 3 et 12 ans pouvant se décomposer en 2 catégories :

Pour les développements internes de logiciels relatifs à des activités à cycle court ou liés à des contrats à courte durée, la période d'amortissement se situe entre 3 et 7 ans ;

Pour les développements internes basés sur des technologies à lente obsolescence et utilisés sur des activités à cycle long et des contrats de longue durée, la durée d'amortissement est de 5 à 12 ans avec un scénario standard de 7 ans. C'est le cas notamment des plateformes de paiement mutualisées.

repose sur des hypothèses de coûts qui devraient être engagées pour reproduire un nouvel élément similaire ayant la plus grande utilité équivalente à l'actif évalué. Au contraire, si la technologie est considérée comme le moteur le plus important pour l'entreprise, une méthode de rémunération excédentaire pourrait aussi être mise en œuvre.

Les relations clients, brevets, technologies et marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile prévue, généralement entre 8 et 15 ans ; toute dépréciation connexe est comptabilisée dans les autres charges opérationnelles.

les volumes traités et (iii) l'effet potentiel d'un décommissionnement suite à une migration vers d'autres technologies et aux relations clients pour lesquelles le Groupe considère comme indicateur de perte de valeur (i) la perte de clients historiques représentant au moins 5% du chiffre d'affaires, (ii) la croissance du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente et (iii) la rentabilité de l'année en cours.

(En millions d'euros)	Logiciels et licences d'utilisation	Relations clients	Technologies acquises et autres	Autres immobilisations	Total
Valeur brute					
Au 1er janvier 2023*	995,8	1 908,7	714,9	77,0	3 696,4
Acquisitions	18,2	125,4	0,0	17,1	160,7
Coûts de développement capitalisés	192,0	0,0	0,0	0,0	192,0
Cessions	(11,7)	0,0	0,0	(1,1)	(12,8)
Différences de change	0,1	7,1	9,8	0,1	17,1
Autres	49,5	0,0	0,0	(36,6)	12,9
Au 31 décembre 2023	1 243,9	2 041,2	724,7	56,4	4 066,3
Amortissements cumulés					
Au 1er janvier 2023*	(540,0)	(405,3)	(240,1)	(43,6)	(1 229,0)
Amortissements de l'exercice	(122,6)	(155,5)	(82,0)	(1,9)	(362,0)
Dépréciation de l'exercice	0,0	(45,7)	0,0	0,0	(45,7)
Cessions	5,4	0,1	0,0	0,7	6,2
Différences de change	0,1	(3,5)	(4,2)	(0,4)	(7,9)
Autres	1,0	0,0	0,0	(4,7)	(3,7)
Au 31 décembre 2023	(656,1)	(610,0)	(326,3)	(49,7)	(1 642,2)
Valeur nette					
Au 1er janvier 2023*	455,9	1 503,4	474,7	33,4	2 467,4
Au 31 décembre 2023	587,8	1 431,2	398,4	6,7	2 424,1

(En millions d'euros)	Logiciels et licences d'utilisation	Relations clients / brevets	Technologies acquises et autres	Autres immobilisations	Total
Valeur brute					
Au 1er janvier 2022	833,4	1 719,7	643,2	71,0	3 267,4
Acquisitions	57,2	0,0	28,3	0,5	86,0
Coûts de développement capitalisés	175,7	0,0	0,0	0,0	175,7
Impact regroupement d'entreprises	7,6	252,4	0,0	13,9	273,9
Cessions	(63,3)	0,0	0,0	(6,9)	(70,2)
Différences de change	0,8	(8,4)	5,3	0,0	(2,2)
IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente	(12,8)	(0,1)	0,0	(3,2)	(16,1)
Autres	(2,8)	(54,9)	38,1	1,7	(18,0)
Au 31 décembre 2022	995,8	1 908,7	714,9	77,0	3 696,4
Amortissements cumulés					
Au 1er janvier 2022	(497,8)	(254,4)	(161,2)	(48,5)	(961,9)
Amortissements de l'exercice	(114,1)	(157,9)	(68,9)	(4,4)	(345,3)
Impact regroupement d'entreprises	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)
Cessions	49,1	0,0	0,0	7,1	56,2
Différences de change	(2,4)	(0,5)	(1,8)	(0,0)	(4,7)
IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente	8,7	0,1	0,0	0,1	8,8
Autres	16,5	7,4	(8,3)	2,2	17,8
Au 31 décembre 2022	(540,0)	(405,3)	(240,1)	(43,6)	(1 229,0)
Valeur nette					
Au 1er janvier 2022	335,6	1 465,3	482,0	22,5	2 305,4
Au 31 décembre 2022	455,9	1 503,4	474,7	33,4	2 467,4

La capitalisation de coûts de développement est principalement liée à la modernisation des plateformes technologiques. En 2023, les frais de R&D ont atteint 257,1 millions d'euros, dont 192,0 millions d'euros capitalisés et 65,1 millions d'euros comptabilisés en charges.

Les autres flux sont liés au reclassement entre les autres immobilisations incorporelles et les relations clients.

9.3. Immobilisations corporelles

Conventions/principes comptables

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur les durées d'utilité attendues suivantes :

- Constructions : 20 ans ;
- Agencements et installations : 3 à 20 ans ;
- Equipement informatique :
- Matériel informatique : 3 à 5 ans ;
- Terminaux : 4 à 5 ans ;
- Autres immobilisations :
- Véhicules : 4 à 5 ans ;
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

<i>(En millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2023	126,0	516,2	35,1	677,4
Acquisitions	9,1	80,5	9,0	98,6
Impact regroupement d'entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions	(1,4)	(66,6)	(2,2)	(70,2)
Différences de change	(0,4)	(0,5)	7,2	6,2
Autres	(8,5)	(6,3)	(2,3)	(17,2)
Au 31 décembre 2023	124,8	523,3	46,7	694,9
Amortissements cumulés				
Au 1er janvier 2023	(79,4)	(353,0)	(18,0)	(450,4)
Amortissements de l'exercice	(8,9)	(64,9)	(2,5)	(76,4)
Cessions	1,2	63,0	1,2	65,4
Différences de change	0,2	1,6	(0,4)	1,5
Autres	6,3	6,7	(4,1)	9,0
Au 31 décembre 2023	(80,6)	(346,6)	(23,7)	(450,9)
Valeur nette				
Au 1er janvier 2023	46,6	163,2	17,2	227,0
Au 31 décembre 2023	44,2	176,8	23,0	243,9

<i>(En millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2022	151,6	443,8	45,2	640,6
Acquisitions	13,5	59,3	21,1	94,0
Impact regroupement d'entreprises	0,0	25,9	0,0	26,0
Cessions	(27,3)	(38,2)	(12,3)	(77,8)
Différences de change	(0,3)	(4,5)	0,1	(4,7)
Sortie de périmètre	(1,8)	(1,6)	(4,7)	(8,1)
Autres	(9,7)	31,5	(14,4)	7,5
Au 31 décembre 2022	126,0	516,2	35,1	677,4
Amortissements cumulés				
Au 1er janvier 2022	(101,9)	(315,9)	(28,8)	(446,5)
Amortissements de l'exercice	(10,0)	(65,6)	(2,9)	(78,6)
Cessions	27,1	28,9	11,2	67,2
Différences de change	0,2	2,7	(0,3)	2,6
Sortie de périmètre	1,4	1,0	0,8	3,2
Autres	3,9	(4,1)	2,0	1,7
Au 31 décembre 2022	(79,4)	(353,0)	(18,0)	(450,3)
Valeur nette				
Au 1er janvier 2022	49,7	128,0	16,4	194,1
Au 31 décembre 2022	46,6	163,2	17,2	227,0

Les immobilisations corporelles du Groupe incluent principalement les équipements informatiques utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de données, ainsi que des terminaux de paiement loués

aux commerçants. Les terrains et constructions sont essentiellement composés des infrastructures techniques des centres de données

NOTE 10 Droits d'usage et dettes de location

10.1. Droits d'usage sous IFRS 16

Conventions/principes comptables

Les droits d'utilisation et les dettes de location en trois sous-catégories, terrains et constructions (par exemple immeubles de bureaux), matériel informatique (par exemple serveurs et ordinateurs) et autres actifs (par exemple terminaux de paiement).

Le Groupe a arbitré pour déterminer la durée de certains contrats de location de biens immobiliers dans lesquels il est locataire et qui incluent des options de renouvellement ou de résiliation anticipée, analysant si ces sites, principalement des bureaux, étaient stratégiques ou non. Dans la plupart des cas, les contrats sont adossés à des locations immobilières considérées comme non stratégique, ainsi le Groupe retient la date de fin contractuelle.

Le passif locatif est évalué initialement à la valeur actualisée du montant des loyers non encore versés en utilisant le taux d'emprunt marginal du Groupe. Ces taux ont été déterminés pour toutes les devises et zones géographiques du Groupe et par échéance. Les taux d'emprunt marginaux ont été calculés en prenant pour chaque monnaie une cotation de référence par

échéance (taux in fine) et en ajoutant un spread correspondant au coût du financement de l'entité. Lorsque le Groupe identifie un changement dans les hypothèses de calcul résultant d'un changement de circonstances significatif (exercice probable des options d'extension ou de résiliation, montant de la garantie de valeur résiduelle, etc.), les droits d'usage et dettes locatives sont réévalués.

À la suite de l'avis du comité d'interprétation des IFRS, le Groupe a comparé les durées de location de ses contrats et les durées d'utilité résiduelles des améliorations locatives non amovibles sous-jacentes, et n'a pas identifié d'écart majeur.

Le Groupe utilise l'option d'exemption de l'IFRS 16 dans les cas suivants, qui sont comptabilisés de manière linéaire en résultat sur la durée du contrat de location :

- Contrats de location de courte durée relatifs aux autres droits d'utilisation ;
- Contrats portant sur des biens de faible valeur.

Les droits d'usage sont ventilés comme suit

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2023	375,1	81,7	44,6	501,4
Acquisitions	33,5	73,6	27,1	134,2
Diminutions	(26,0)	(18,2)	(9,4)	(53,6)
Différences de change	1,8	1,7	(0,0)	3,5
Autres	0,4	(0,3)	0,5	0,5
Au 31 décembre 2023	384,8	138,4	62,7	586,0
Amortissements cumulés				
Au 1er janvier 2023	(162,5)	(25,5)	(19,8)	(207,7)
Amortissements de l'exercice	(46,6)	(37,8)	(13,8)	(98,2)
Sorties de périmètre	16,6	8,9	8,3	33,9
Différences de change	(0,9)	(0,5)	0,0	(1,3)
Autres	(0,1)	0,1	(0,6)	(0,6)
Au 31 décembre 2023	(193,4)	(54,7)	(25,9)	(273,9)
Valeur nette				
Au 1er janvier 2023	212,7	56,2	24,8	293,7
Au 31 décembre 2023	191,5	83,7	36,9	312,1

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2022	372,0	42,2	32,3	446,5
Acquisitions	26,4	40,6	10,7	77,7
Impact regroupement d'entreprises	1,1	0,0	11,0	12,1
Cessions	(23,7)	(1,2)	(8,9)	(33,9)

Différences de change	0,6	0,1	(0,1)	0,6
Autres	(1,2)	0,0	(0,4)	(1,6)
Au 31 décembre 2022	375,1	81,7	44,6	501,4
Amortissements cumulés				
Au 1er janvier 2022	(139,9)	(12,0)	(14,5)	(166,4)
Amortissements de l'exercice	(46,3)	(14,7)	(11,6)	(72,6)
Impact regroupement d'entreprises	(0,8)	0,0	(0,3)	(1,1)
Sorties de périmètre	23,8	1,2	6,2	31,2
Différences de change	(0,4)	0,0	0,0	(0,4)
Autres	1,2	(0,0)	0,3	1,6
Au 31 décembre 2022	(162,5)	(25,5)	(19,8)	(207,7)
Valeur nette				
Au 1er janvier 2022	232,1	30,2	17,9	280,1
Au 31 décembre 2022	212,7	56,2	24,8	293,7

En 2023, la variation de la valeur brute des droits d'usage comparée au 31 décembre 2022 est principalement liée à de nouveaux contrats de location de biens immobiliers et de matériel informatique.

10.2. Dettes de location

Les dettes de location sont ventilées comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	Total
Valeur brute	
Au 1er janvier 2022	309,6
Acquisitions	78,6
Impact regroupement d'entreprises	11,2
Diminutions	(73,1)
Différences de change	0,3
Autres	(0,3)
Au 31 décembre 2022	326,4
Acquisitions	133,8
Diminutions	(117,3)
Différences de change	2,1
Autres	(0,1)
Au 31 décembre 2023	344,9

10.3. Echéancier des dettes de location

<i>(En millions d'euros)</i>	<1 an	De 1 à 5 ans	>5 ans	TOTAL
Total	86,7	210,9	47,3	344,9

NOTE 11 Stocks, créances opérationnelles et autres actifs courants

11.1. Stocks

Conventions/principes comptables

Stocks

Les stocks, composés principalement de terminaux de paiement, sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la

méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les frais connexes.

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Terminaux & consommables	101,7	72,1
Dépréciation de stocks	(3,9)	(4,5)
TOTAL	97,7	67,6

11.2. Clients et comptes rattachés

Conventions/principes comptables

Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés sont initialement enregistrés à leur juste valeur, puis ultérieurement à leur valeur amortie. La valeur nominale représente généralement la juste valeur initiale. En cas de paiement différé sur un an, lorsque

l'effet sur la juste valeur est significatif, les créances clients et comptes rattachés sont actualisés. Si nécessaire, une provision est constituée sur une base individuelle afin de prendre en compte les problèmes de recouvrement probables.

Provisions pour créances douteuses

Pour les soldes impayés de plus de 31 jours, le Groupe examine la nécessité d'une dépréciation au cas par cas au moyen d'une revue trimestrielle de ses soldes.

Affacturation de Créances commerciales

Le Groupe effectue régulièrement des transactions d'affacturation dans diverses zones géographiques, dans le cadre desquelles il transfère la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux créances commerciales couvertes à un partenaire financier. Les transactions d'affacturation sont principalement effectuées en France, aux Pays-Bas, en Belgique, en Suisse, Espagne et au Royaume-Uni, et présentent les caractéristiques suivantes :

- Il n'y a pas de taux variable lié aux retards de paiement ;
- Il n'y a pas de compte courant avec le partenaire financier, qui ne peut débiter aucun compte du Groupe en cas de défaillance des débiteurs finaux.

Dans le cadre de ces accords d'affacturation, le Groupe estime qu'il peut décomptabiliser les créances commerciales affacturées lorsque les droits et obligations y afférents sont transférés au partenaire financier

- Le risque de crédit est supporté par le partenaire financier sans recours contre le Groupe ;

Actifs de contrats

Les actifs de contrats comprennent les factures commerciales à émettre, ainsi que les coûts capitalisés en relation avec les contrats avec les clients. Ces coûts comprennent.

- Les autres coûts de transition et de transformation qui ne représentent pas une obligation de performance distincte, mais qui seront utilisés pour exécuter d'autres obligations de performance intégrées dans le contrat et dont le recouvrement est attendu (capitalisés et amortis sur la durée de ces obligations de performance).

- Les coûts marginaux liés à l'acquisition d'un contrat de service pluriannuel (capitalisés et amortis sur la durée du contrat) ;

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actifs de contrat	298,0	299,3
Créances clients	445,8	468,2
Provisions pour créances douteuses	(52,9)	(44,8)
Valeur nette de l'actif	690,9	722,7
Passifs de contrat (*)	(155,3)	(185,4)
Créances clients nettes	535,7	537,3
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	31	31

* les passifs de contrat sont présentés dans les autres dettes courantes, voir note 17.2 "autres actifs courants"

Les créances nettes représentent 11,6% du chiffre d'affaires en 2023 (contre 12,3% à fin 2022).

Au 31 décembre 2023, le Groupe a vendu des créances sans recours pour un montant total de 40,2 millions d'euros et a reçu de son partenaire financier des liquidités pour un montant de 39,8 millions d'euros.

Balance âgée clients

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dépassement du délai de règlement entre 0 et 30 jours	25,2	29,0
Dépassement du délai de règlement entre 30 et 60 jours	17,2	10,7
Dépassement du délai de règlement entre 60 et 90 jours	6,4	8,5
Dépassement du délai de règlement supérieur à 90 jours	41,8	37,9
Total créances Âgées brutes	90,6	86,0

11.3. Autres actifs courants

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Etat – Créances de TVA	39,7	87,0
Charges constatées d'avance	72,0	74,0
Autres créances et actifs courants	114,9	97,0
Acomptes reçus	2,9	37,0
TOTAL	229,5	295,0

Les autres actifs courants sont principalement composés de crédit d'impôt recherche, de créances sociales et d'acomptes versés pour le compte de partenaires commerciaux.

NOTE 12 Activités d'intermédiation

Conventions/principes comptables

• Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le groupe assure l'intermédiation entre les commerçants, les émetteurs de cartes de crédit et les consommateurs finaux. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final ainsi que les fonds reçus et non encore remis aux commerçants sont inscrits à l'actif du bilan dans des comptes spécifiques, c'est-à-dire exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux commerçants. Le Groupe isole sur des lignes dédiées les actifs et passifs courants liés à ses activités d'intermédiation.

Le bilan distingue deux types d'actifs d'intermédiation :

- Des créances sur les émetteurs de cartes de crédit, en rapport avec les opérations effectuées pour le compte des commerçants, mais non encore réglées par les sociétés émettrices des cartes ;
- Des fonds reçus pour des transactions non encore réglées pour le compte de commerçants et les transactions remboursables aux consommateurs.

Les passifs du bilan liés aux activités d'intermédiation comprennent principalement :

- Des passifs liés aux fonds provenant des consommateurs qui n'ont pas encore été transférés aux commerçants ;
- Des dettes liées aux dépôts de garantie des commerçants ;
- Des financements bancaires relatifs aux fonds versés aux commerçants.
- A travers ces activités d'intermédiation, Worldline et ses filiales font face à des fluctuations de trésorerie dues au délai qui peut exister entre le paiement fait aux commerçants et la réception des fonds de la part des systèmes de paiement (Visa, MasterCard ou les autres systèmes de paiement).
- Il arrive par ailleurs que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe peut avoir recours à un financement bancaire spécifique et dédié.

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Créances liées à l'activité d'intermédiation	3 916,9	2 790,3
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	1 961,6	1 977,1
Total des créances liées à l'activité d'intermédiation	5 878,5	4 767,4
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	5 554,1	4 298,4
Découverts liés à l'activité d'intermédiation	324,4	469,0
Total des dettes liées à l'activité d'intermédiation	5 878,5	4 767,4

L'augmentation des créances et dettes liées à l'activité d'intermédiation est principalement liée à un effet calendaire (le 1er janvier 2023 tombant un dimanche, contre un lundi pour le 1er janvier 2024), les règlements n'étant effectués que les jours ouvrables. En 2022, les découverts liés à l'activité d'intermédiation relatifs à notre entité détenue conjointement en Australie ont été reclassés des dettes liées à l'activité d'intermédiation aux découverts liés à l'activité d'intermédiation.

NOTE 13 Capitaux propres

13.1. Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

Au cours de l'exercice 2023, 1 205 141 actions nouvelles ont été créées à la suite de l'exercice :

- Du plan d'actionnariat salarié Boost 2023 (197 930 actions) ;
- De plans d'options d'achat d'actions (81 750 actions) ; et
- De plans d'attribution gratuite d'actions (925 461 actions).

Au 31 décembre 2023, le nombre total d'actions atteignait 282 974 981 actions, ayant chacune une valeur nominale de 0,68 euro. Le capital social de Worldline S.A. est passé de 191 603 491,20 euros au 1er janvier 2023 à 192 422 987,08 euros au 31 décembre 2023.

13.2. Participations ne donnant pas le contrôle

Conventions/principes comptables

La quote-part dans les résultats revenant aux actionnaires minoritaires est indiquée, dans les capitaux propres, sur la colonne "Participations ne donnant pas le contrôle". De même,

la quote-part dans les dividendes à verser aux actionnaires minoritaires est indiquée, dans les capitaux propres, sur la colonne "Participations ne donnant pas le contrôle".

(En millions d'euros)	31 décembre 2022	Résultat 2023	Augmentation de capital	Regroupement			31 décembre 2023
				Dividendes	d'entreprises	Autres	
PAYONE	881,2	(88,4)	0,0	(18,4)	0,0	1,0	775,3
ANZ	273,2	(39,5)	0,0	0,0	0,0	(6,5)	227,2
Axcepta	(0,1)	(5,4)	25,0	(0,5)	0,0	(23,7)	(4,7)
Eurobank	(0,0)	(7,9)	0,0	0,0	0,0	0,0	(7,9)
Autres	0,4	(0,8)	0,0	0,0	0,4	(0,8)	(0,8)
TOTAL	1 154,7	(142,0)	25,0	(18,9)	0,4	(30,1)	989,1

Les participations ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2023 s'élèvent à 989,1 millions d'euros, et correspondent principalement aux participations dans PAYONE et ANZ.

(En millions d'euros)	31 décembre 2021	Résultat 2022	Augmentation de capital	Regroupement			44926
				Dividendes	d'entreprises	Autres	
GoPay	1,9	0,6	0,0	0,0	(2,5)	0,0	0,0
PAYONE	868,8	25,3	0,0	(12,4)	1,8	(2,3)	881,2
Axcepta	0,0	(20,1)	0,0	0,0	316,0	(22,7)	273,2
Autres	0,3	(1,7)	0,0	(0,8)	(6,0)	8,6	0,3
Total	871,0	4,1	0,0	(13,2)	309,3	(16,4)	1 154,7

Les participations ne donnant pas le contrôle à fin décembre 2022 s'élevaient à 1 154,7 millions d'euros, et correspondent principalement aux participations dans ANZ et PAYONE. Les changements de périmètre sont essentiellement dus à

l'acquisition d'une participation majoritaire dans ANZ et à la création d'une joint-venture 51%-49%, contrôlée par Worldline, pour exploiter et développer des services aux marchands en Australie avec le groupe bancaire ANZ.

13.3. Résultat net par action

Le nombre moyen pondéré d'actions s'élève à 282 110 764 actions pour la période. Au 31 décembre 2023, aucun des instruments du Groupe n'était potentiellement dilutif, car tous les instruments convertibles en actions étaient potentiellement

relatifs. Au 31 décembre 2022, les instruments potentiellement dilutifs étaient constitués de stock-options et d'obligations convertibles.

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	% de revenu	Exercice 2022	% de revenu
Résultat net des activités continues	(817,3)		210,7	
Résultat net des activités discontinues	0,0		88,5	
Résultat net [a]	(817,3)	(17,7%)	299,2	5,6%
Résultat net dilué des activités continues	(817,3)		219,2	
Résultat net dilué des activités discontinues	0,0		88,5	
Résultat net dilué [b]	(817,3)	(17,7%)	307,7	5,7%
Nombre moyen d'actions [c]	282 110 764		281 179 484	
Impact des instruments dilutifs	0		13 233 297	
Nombre moyen d'actions diluées [d]	282 110 764		294 412 781	

NOTE 14 Régimes de retraites et autres avantages à long terme

Conventions/principes comptables

Les régimes d'avantages sociaux octroyés par le Groupe comportent des plans à cotisations définies et des plans à prestations définies.

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées au compte de résultat du Groupe, en « Marge opérationnelle », sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue sur la base d'une méthode actuarielle unique dite des unités de crédit projetées. Cette méthode repose sur des hypothèses spécifiques qui sont périodiquement mises à jour, en liaison étroite avec les actuaires externes du Groupe.

Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur, sur la base des évaluations et des calculs de plafonnement des actifs fournis par les dépositaires externes des fonds de pension et à la suite d'enquêtes complémentaires effectuées le cas échéant.

Le coût des régimes de retraite et des autres avantages à long terme est reconnu en « Marge opérationnelle », à l'exception de la charge d'intérêt sur les engagements nets qui est comptabilisée en « Autres produits et charges financiers ».

La provision nette du Groupe au titre des engagements de retraite et autres avantages à long terme s'élève à 184,4 millions d'euros au 31 décembre 2023 (137,5 millions d'euros au 31 décembre 2022). Ce passif total net est la différence entre une obligation totale au titre des prestations définies de 736,3 millions d'euros et une juste valeur totale des actifs du régime de 583,7 millions d'euros, avec un plafonnement des actifs de 31,8 millions d'euros.

Les engagements du Groupe se situent principalement en Suisse (46% de l'engagement total), en Allemagne (20%), en Belgique (14%), au Royaume-Uni (10%), et en France (7%).

Le montant comptabilisé en charges au titre des régimes à contributions définies s'élève à 20,8 millions d'euros pour l'exercice 2023 (2022 : 20,1 millions d'euros).

14.1. Caractéristiques des principaux plans et risques associés

En Suisse, les obligations découlent d'un régime à prestations définies, dépassant la prestation de retraite obligatoire minimale requise par la loi suisse (BVG). Les cotisations de retraite sont payées à la fois par les employés et par l'employeur, et sont calculées en pourcentage du salaire couvert. Le taux de cotisation dépend de l'âge du salarié. A leur départ à la retraite, l'épargne individuelle des salariés est multipliée par le taux de conversion, tel que défini par le règlement de la caisse de retraite, et peut être versée soit sous forme de rente viagère, soit sous forme de capital. En cas d'invalidité, le régime de retraite verse une rente d'invalidité jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite. En cas de décès avant la retraite, le régime de retraite verse une rente de conjoint à vie.

En Allemagne, la majorité des obligations proviennent d'un régime à prestations définies fermé aux nouveaux entrants. Ce régime est soumis aux obligations locales, qui n'imposent pas de niveau de financement, mais exigent la souscription d'une assurance pour garantir les droits en cas de défaut (PSV). Le régime est partiellement financé soit par un contrat d'assurance, soit par un contrat de fiducie contractuel (CTA). Le CTA est régi par un tiers professionnel indépendant. La stratégie d'investissement du contrat d'assurance est définie par le comité d'investissement du CTA, composé de représentants des employeurs.

En Belgique, la majorité des engagements provient d'une part d'un régime à prestations définies, fermé aux nouveaux entrants, et d'autre part de régimes à cotisations définies avec une obligation de l'entreprise de garantir un rendement minimum sur l'ensemble des cotisations salariales et patronales, ouvert aux nouveaux entrants.

Le régime à prestations définies est soumis aux règles de solvabilité locales qui reposent sur un taux d'actualisation de

6,0% et une table de mortalité officielle. En cas de déficit, une mise à niveau doit être effectuée immédiatement. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui détermine la stratégie d'investissement.

Les régimes à cotisations définies avec rendement garanti sont soumis aux règles de solvabilités locales. En cas de sous-financement au moment du départ en retraite du salarié, le déficit doit être comblé. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui garantit un rendement technique (fixé par l'assureur à un niveau inférieur au rendement minimum légal) ainsi qu'une éventuelle participation aux bénéfices. La compagnie d'assurance détermine la stratégie d'investissement.

Les engagements du Groupe proviennent également de plans à prestations définies **au Royaume-Uni** (fermés aux nouveaux entrants), et **en France** (ouverts aux nouveaux entrants), et dans une moindre mesure, de régimes légaux ou contractuels d'indemnités de fin de carrière ou d'avantages à long terme de type médailles du travail.

Ces régimes n'exposent pas le Groupe Worldline à des risques particuliers au-delà des risques traditionnels liés aux régimes à prestations définies, qui incluent notamment les risques d'augmentation de l'inflation, de la longévité, ou encore la baisse des taux d'actualisation ou des rendements financiers.

Worldline reconnaît l'ensemble des gains et pertes actuarielles ainsi que les effets des limitations d'actifs générés au cours de la période en « autres éléments du résultat global » pour les plans de retraite, et en charge pour les autres avantages long-terme.

14.2. Événements en 2023

Depuis le 31 décembre 2022, les marchés des taux d'intérêt des obligations d'entreprise ont légèrement baissé pour toutes les zones/pays principaux, ce qui a entraîné une augmentation des engagements d'environ 36,5 millions d'euros.

En raison des conditions du marché au 31 décembre 2023, le plan principal en Suisse est en situation d'excédent selon IAS 19. L'excédent n'est pas entièrement reconnu au bilan en raison des limitations d'IFRIC 14, ce qui a entraîné une charge de 12 millions d'euros dans les autres éléments du résultat global. L'actif de régime de retraite relatif à ce plan a été limité à 6,2 millions d'euros.

Au Royaume-Uni, la position nette cumulée des prestations définies s'élève à un passif net de 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2023 (contre un actif net de 14,4 millions d'euros

au 31 décembre 2022). Ceci est principalement dû aux conditions actuelles du marché, avec un effet combiné d'une augmentation de l'obligation à court terme plus élevée que prévue, une baisse du taux d'actualisation et une sous-performance des actifs du régime, résultant en une perte d'environ 21 millions d'euros.

La réforme française des retraites d'avril 2023 est considérée comme une modification des règles de régime, donnant lieu à la comptabilisation au compte de résultat de la réévaluation du coût des services passés. Cette réforme n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2023.

14.3. Montants reconnus dans les états financiers

Les montants reconnus au bilan au 31 décembre 2023, déterminés régime par régime, se décomposent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	6,2	21,5
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi	(182,5)	(154,3)
Charges à payer - autres régimes à long terme	(8,1)	(4,7)
Montant total reconnu au bilan	(184,4)	(137,5)
Rapprochement avec les montants reconnus dans les états financiers (tous régimes)		
Situation financière nette - régimes postérieurs à l'emploi	(144,5)	(92,6)
Situation financière nette - autres régimes à long terme	(8,1)	(4,7)
Autres éléments non reconnus	(31,8)	(40,2)
Charges (à payer) / payées d'avance (tous régimes)	(184,4)	(137,5)

Les impacts nets consolidés qui expliquent la variation du passif net du Groupe comptabilisé sont les suivants :

<i>(En millions d'euros)</i>	2023	2022
Actif/(passif) net au 1er janvier	(137,5)	(226,5)
Charge nette périodique	(28,9)	(33,2)
Prestations payées par l'employeur	2,7	5,8
Cotisations versées par l'employeur	19,5	17,0
Regroupement d'entreprises / (cessions)	0,0	3,6
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	(40,6)	95,8
Effets de change	0,4	(0,1)
Actif/(passif) net au 31 décembre	(184,4)	(137,5)

Dont une charge périodique nette impactant le compte de résultat du Groupe (hors taux de change) de €28,9 millions :

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	21,5	31,4
Coût des services passés, liquidation	(0,2)	0,0
(Gains) / pertes liés sur autres régimes à long terme	2,5	(0,7)
Charge opérationnelle	23,8	30,6
Coût de l'actualisation	19,9	6,7
Revenus d'intérêt	(15,7)	(4,2)
Charge d'intérêt sur l'effet du plafond de l'actif	0,9	0,0
Charge financière nette	5,1	2,5
Charge/(produit) nette périodique totale	28,9	33,2
<i>Dont liée aux régimes postérieurs à l'emploi</i>	<i>25,6</i>	<i>33,5</i>
<i>Dont liée aux autres régimes à long terme</i>	<i>3,2</i>	<i>(0,3)</i>

La dette du groupe relative aux obligations définies (avant prise en compte des actifs de régime) a connu les variations suivantes :

<i>(En millions d'euros)</i>	2023	2022
<i>Engagements au titre des régimes postérieurs à l'emploi au 1er janvier</i>	635,7	809,5
<i>Engagements au titre des autres régimes à long terme au 1er janvier</i>	4,7	5,3
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 1er janvier	640,4	814,8
Effets de change	16,7	14,7
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	21,5	31,4
Coût de l'actualisation	19,9	6,7
Cotisations des salariés	9,0	8,7
Effet des modifications de régimes, liquidation	(0,2)	0,0
Regroupement d'entreprises / (cessions)	(0,0)	(3,0)
Prestations payées	(25,1)	(27,7)
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses financières	37,9	(212,6)
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses démographiques	(1,9)	2,4
(Gains) / pertes actuariels - effets d'expérience	18,2	4,9
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre	736,3	640,4
<i>Engagements au titre des régimes postérieurs à l'emploi au 31 décembre</i>	<i>728,2</i>	<i>635,7</i>
<i>Engagements au titre des autres régimes à long terme au 31 décembre</i>	<i>8,1</i>	<i>4,7</i>

La maturité moyenne des engagements est de 13,6 années.

Les actifs de régime du Groupe ont quant à eux variés de la manière suivante :

<i>(En millions d'euros)</i>	2023	2022
Juste valeur des actifs de régime au 1er janvier	543,1	588,3
Effets de change	17,1	14,6
Rendement financier réel des actifs de régime	17,3	(64,3)
Cotisations employeur	19,5	17,0
Cotisations des salariés	9,0	8,7
Prestations payées par les fonds externes	(22,4)	(21,9)
Regroupement d'entreprises / (cessions)	0,0	0,6
Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre	583,7	543,1

14.4. Hypothèses actuarielles

Les engagements du Groupe Worldline sont évalués par des actuaires indépendants sur la base d'hypothèses mises à jour périodiquement. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	ROYAUME-UNI		ZONE EURO		SUISSE	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Taux d'actualisation au 31 décembre	4,5%	4,9%	3.20% 3.70%	~ 3.15% ~ 3.75%	1,5%	2,3%
Hypothèse d'inflation au 31 décembre	3,5%	3,4%	2,1%	2,1%	1,5%	1,5%

L'hypothèse d'inflation est utilisée pour déterminer l'impact de l'indexation des retraites en cours de paiement ou des augmentations de salaires selon les règles propres à chaque plan.

La sensibilité des engagements des principaux plans aux hypothèses de taux d'actualisation et d'inflation est la suivante :

	Taux d'actualisation +50 pb	Taux d'inflation +25 pb
Principaux régimes au Royaume-Uni	(6,5%)	3,3%
Principaux régimes en Suisse	(5,5%)	0,2%
Principaux régimes en Allemagne	(8,0%)	3,0%
Principaux régimes en Belgique	(4,3%)	1,2%
Principaux régimes en France	(6,6%)	3,5%

Ces sensibilités sont fondées sur des calculs effectués par des actuaires indépendants et n'incluent pas les effets croisés des diverses hypothèses. Elles comprennent cependant les impacts de l'inflation estimée sur les hypothèses d'augmentation salariale, d'augmentation des retraites et sur d'autres hypothèses.

14.5. Actifs de régime

Les actifs de régimes sont répartis comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actions	28,8%	32,0%
Obligations	15,3%	14,0%
Immobilier	23,5%	20,7%
Liquidités et assimilés	15,2%	15,8%
Autres	17,2%	17,5%

14.6. Synthèse des impacts nets sur le compte de résultat et les flux de trésorerie

L'impact net des régimes à prestations définies sur les états financiers du Groupe est le suivant :

Compte de résultat

(En millions d'euros)	Exercice 2023			Exercice 2022		
	Postérieur à l'emploi	Autres régimes à long terme	Total	Postérieur à l'emploi	Autres régimes à long terme	Total
Marge opérationnelle	(20,8)	(3,0)	(23,8)	(31,0)	0,4	(30,6)
Résultat financier	(4,9)	(0,2)	(5,1)	(2,5)	(0,0)	(2,5)
Impact total sur le compte de résultat	(25,6)	(3,2)	(28,9)	(33,5)	0,3	(33,2)

Impact sur les flux de trésorerie

En 2023, l'impact en trésorerie des retraites est principalement composé de contributions en trésorerie à des fonds de retraite ou d'assurance pour 19,5 millions d'euros, la partie restante de 2,7 millions d'euros étant constituée de paiements de prestations directement effectués par le Groupe aux bénéficiaires.

En 2024, les cotisations aux fonds de pension ou d'assurance devraient s'élever à 18,7 millions d'euros.

NOTE 15 Provisions

Conventions/principes comptables

Le Groupe utilise des hypothèses et des méthodes actuarielles pour mesurer les provisions. Les dispositions sont reconnues lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le Groupe a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources comportant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet valeur temps est significatif. Les variations des effets d'actualisation à chaque période comptable sont comptabilisées dans les charges financières.

Litiges et réclamations

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de réclamations et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont survenues dans le cours normal de ses activités. Ces réclamations et procédures sont régulièrement examinées par la Direction juridique et font l'objet de provisions si le Groupe estime qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour couvrir le risque encouru et que cette sortie peut être estimée de manière fiable, étant entendu que les événements qui surviennent au cours de la procédure peuvent nécessiter une réévaluation du risque.

(En millions d'euros)	31 décembre 2022	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupement d'entreprises	Autres (*)	31 décembre 2023	Courantes	Non courantes
Risques et litiges	100,2	15,5	(29,1)	(10,0)	0,0	2,1	78,7	7,4	71,3
Autres	7,1	8,9	(2,5)	(3,3)	0,0	2,7	13,0	6,5	6,5
Total provisions	107,4	24,4	(31,6)	(13,3)	0,0	4,9	91,7	13,9	77,8

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

(En millions d'euros)	31 décembre 2021 retraité	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupement d'entreprises	Autres (*)	31 décembre 2022	Courantes	Non courantes
Risques et litiges	61,5	57,9	(1,7)	(12,0)	0,5	(5,9)	100,2	9,8	90,4
Autres	8,2	1,7	(3,4)	0,3	0,0	0,3	7,1	4,7	2,4
Total provisions	69,7	59,6	(5,1)	(11,8)	0,5	(5,5)	107,4	14,5	92,8

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

Les provisions pour risques et litiges de 78,7 millions d'euros incluent notamment plusieurs litiges tels que des contentieux fiscaux et sociaux, des litiges sur des garanties données sur cessions, et autres conflits avec des clients et des fournisseurs.

La Direction Juridique et les avocats du Groupe, ainsi que les fonctions connexes (telles que les Directions des Ressources Humaines et Fiscale) gèrent attentivement ces cas avec pour objectifs de réduire au maximum le passif final.

En 2023, la diminution des provisions pour risques et litiges de 29,1 millions d'euros est principalement liée à la reprise partielle de garanties données à Apollo dans le cadre de la cession de TSS.

En 2022, l'augmentation de 57,9 millions d'euros des risques et litiges était principalement liée aux garanties envers Apollo, selon des termes et conditions spécifiques, en relation avec la cession de TSS. Ces garanties sont incluses dans l'accord de cession et ont été enregistrées dans le résultat net des activités non poursuivies.

NOTE 16 Actifs et passifs financiers

16.1. Risques financiers et politique de gestion Groupe

Risque de change

La majeure partie du chiffre d'affaires, des dépenses et des obligations du Groupe est libellée en euros. En 2023, 69,1% du chiffre d'affaires du Groupe a été réalisé dans des pays de la zone euro, contre 30,9% dans des pays hors zone euro, dont 11,5% en francs suisses, 4,0% en dollars australiens et 3,1 % en livres sterling.

Les états financiers du Groupe étant libellés en euros, son chiffre d'affaires est impacté par la valeur relative de l'euro par rapport à la devise des pays hors zone euro dans lesquels il réalise son chiffre d'affaires (risque de conversion).

En termes d'exposition aux transactions en devises (c'est-à-dire une asymétrie entre les devises dans lesquelles les revenus sont générés et les coûts sont encourus), le Groupe considère que son exposition est limitée puisque ses coûts et ses revenus dans la zone euro sont généralement encourus et générés en euros. Dans les pays hors zone euro, le Groupe réalise majoritairement ses ventes et supporte la majorité de ses charges d'exploitation en monnaie locale.

L'objectif du Groupe est de couvrir les risques significatifs futurs (engagements d'achat ou de vente) et les risques déjà inscrits au bilan (devises et créances en devises). Les risques de change couverts sont générés par : l'achat et la vente en devises de biens et services ; les actifs ou passifs financiers en devises (notamment liés au financement des filiales) ; les investissements dans des filiales étrangères et opérations de fusions et acquisitions. Les instruments financiers utilisés en couverture sont des contrats d'achat et de vente à terme, des options de change et des swaps.

Risque de taux d'intérêt

Le 20 décembre 2018, Worldline (en tant qu'emprunteur) a conclu un crédit renouvelable de cinq ans (le « Crédit ») d'un montant de 600 millions d'euros, arrivant à échéance en décembre 2023. Worldline disposait d'une option pour demander l'extension de la date de maturité du Crédit jusqu'en décembre 2025. En octobre 2019, une première prolongation a été demandée et approuvée par les banques. La date d'échéance devint décembre 2024. En octobre 2020, une seconde extension a été sollicitée et approuvée par les banques pour un montant de 554 millions d'euros. De ce fait, le montant du Crédit est de 600 millions jusqu'en décembre 2024 et de 554 millions d'euros entre décembre 2024 et la nouvelle date d'échéance finale du Crédit fixée à décembre 2025.

En janvier 2021, suite aux approbations des prêteurs, un crédit renouvelable existant au niveau d'Ingenico S.A. (en tant qu'emprunteur) d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance juillet 2023, a été amendé comme suit : modification de l'emprunteur qui est désormais Worldline S.A., réduction du montant de 750 millions d'euros à 450 millions d'euros, conditions de marge et engagements financiers actualisés (« covenants »), report de l'échéance à janvier 2024. Suite à l'accord des prêteurs le 27 décembre 2022, la maturité de cette facilité de crédit renouvelable est maintenant en décembre 2025. Par conséquent, l'échéance des deux facilités de crédit renouvelables est dorénavant équivalente.

Au 31 décembre 2023, aucun tirage n'avait été fait ni sur le crédit renouvelable de 600 millions d'euros ni sur celui de 450 millions d'euros.

Si les crédits devaient être tirés, le Groupe serait soumis au risque de taux d'intérêt, étant donné que le taux d'intérêt applicable est basé sur l'Euribor. En outre, le Groupe pourrait également faire face à une hausse des taux d'intérêt dans le cas où la notation de Worldline attribuée par Standard & Poor's se dégraderait.

Worldline a conclu un programme de « *Negotiable European Commercial Papers* » (NEU CP) le 12 avril 2019 afin d'optimiser ses charges financières et d'améliorer la trésorerie du Groupe pour un montant initial maximum de 600 millions d'euros porté à 1 000 millions d'euros en décembre 2020. Au 31 décembre 2023, l'encours du programme était de 25 millions d'euros.

Le Groupe est soumis aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions de titres négociables à court terme. Les autres éléments de l'endettement financier brut sont principalement des obligations à taux fixe.

Risque de liquidité

Bien que le Groupe ait démontré sa capacité à générer des niveaux importants de trésorerie disponible, sa capacité à rembourser ses emprunts telle que présentée dans ce document dépendra de ses performances opérationnelles futures et pourrait être affectée par d'autres facteurs (environnement économique, conditions du marché de la dette, respect de la législation, changements réglementaires, etc.). En outre, le Groupe pourrait être amené à consacrer une partie importante de sa trésorerie au paiement du principal et des intérêts de sa dette, et en l'absence de nouvelle émission de dette, cela pourrait réduire les fonds disponibles pour financer ses opérations courantes, ses investissements, ses acquisitions ou le paiement de ses dividendes.

Le Groupe bénéficie d'une notation de crédit de qualité de Standard & Poor's Global Ratings (BBB - avec perspective stable), suite à la dernière mise à jour publiée par Standard & Poor's le 8 novembre 2023. Ce rating témoigne de la solidité du modèle d'entreprise du Groupe et de son bilan.

Le Groupe considère que la gestion du risque de liquidité dont les besoins de liquidité liée à l'activité d'intermédiation dépend principalement de l'accès à des sources de financement diversifiées en termes d'origine et de maturité. Cette approche constitue la base de la politique de financement du Groupe.

Risque de crédit et/ou de contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie ayant un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe. Le Groupe considère que son exposition au risque de concentration des crédits est limitée en raison du caractère étendu et diversifié de sa clientèle. La plus grande exposition du Groupe au risque de crédit est liée à sa clientèle d'institutions financières.

Le Groupe est également exposé à certains risques de crédit liés à ses activités d'acquisition commerçant. Pour chaque transaction acceptée par la banque du client, le Groupe accorde au commerçant une garantie d'exécution relative au paiement effectué par le porteur de la carte. La garantie d'exécution se matérialise sous la forme de l'enregistrement comptable en dette d'intermédiation due aux commerçants de la transaction dès acceptation par la banque du porteur de carte. La dette d'intermédiation est payée généralement lors du transfert journalier aux commerçants des fonds relatifs à l'opération de paiement autorisée. Le Groupe peut toutefois être exposé à un risque de crédit en cas d'absence de paiement du titulaire de la carte ou du système de paiement. De surcroît, le Groupe offre une garantie de « service rendu » au porteur de la carte. Ainsi, en cas de faillite (ou de cessation d'activité) du commerçant avant la livraison du produit ou la réalisation du service acheté par le porteur de carte, ce dernier peut exiger le remboursement du montant de la transaction. L'exposition au risque de crédit est particulièrement significative lorsque les services sont acquis par e-Commerce bien avant leur livraison effective (tels que les services d'achat de billets auprès d'agences de voyages). Des dépôts sont également opérés par les marchands lors de l'initiation ou au cours d'une relation de clientèle avec le Groupe.

Pour les autres activités, le Groupe peut également être exposé au risque de crédit en cas de défaut de paiement de ses clients. Le Groupe gère ce risque par une évaluation individuelle ou de masse du marché basée sur la probabilité de défaut des clients, les conditions de paiement, les flux de revenus et la récurrence des factures. Plus un client est risqué, plus les délais de paiement sont courts, renforcés par des paiements sécurisés (prépaiements, garanties bancaires, assurances).

16.2. Eléments financiers et juste-valeur

Les actifs et passifs financiers du groupe sont détaillés dans le tableau suivant.

Pour rappel, les niveaux de juste valeur à des fins d'évaluation de la juste valeur sont :

- Niveau 1 : données entièrement observables sur des marchés actifs
- Niveau 2 : données observables non qualifiées pour le niveau 1 (données sur des marchés inactifs, données sur des marchés actifs pour des éléments similaires, *spreads* de crédit, etc.)
- Niveau 3 : données non observables

(En millions d'euros)	Note	31 décembre 2023	31 décembre 2022	Méthode d'évaluation
Participations non consolidées nettes des dépréciations	Note 16.3.1	711,4	695,1	Juste valeur par résultat, niveau 3
Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	Note 16.3.1	29,3	3,3	mise en équivalence
Autres actifs financiers non courants	Note 16.3.1	27,3	66,4	Juste valeur par résultat, niveau 3
Instruments dérivés - Actif	Note 16.3.2	0,3	2,8	Juste valeur par résultat, niveau 1
Autres actifs financiers courants	Note 16.3.2	57,8	313,0	Juste valeur par résultat, niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 16.3.3	1 726,5	1 551,7	Juste valeur par résultat, niveau 3
Actifs financiers - TOTAL		2 552,5	2 632,4	
Obligations	Note 16.4	1 820,4	2 101,6	Coût amorti
Obligations convertibles	Note 16.4	1 374,1	1 362,6	<i>Split Accounting</i> : Coût amorti + instrument de capitaux propres
Autres dettes long terme	Note 16.4	55,5	55,5	Coût amorti
Options de vente sur intérêts minoritaires	Note 16.4	236,8	186,0	Juste valeur par résultat, niveau 3
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 16.4	50,4	48,0	Juste valeur par résultat, niveau 3
Instruments dérivés - Passif	Note 16.6	1,8	1,3	Juste valeur par résultat, niveau 1
Découverts et cash-pooling	Note 16.4	169,5	47,7	
Passifs financiers hors dettes de location		3 708,5	3 802,8	
Dette de loyer	Note 10.2	344,9	326,4	Coût amorti
Passifs financiers - TOTAL		4 053,4	4 467,7	

La comparaison entre la valeur comptable des éléments financiers non-courant comptabilisés au coût amorti et leur juste-valeur au 31 décembre 2023 est indiquée ci-dessous (hors dettes locatives soumises à exemption selon IFRS 7.29) :

(En millions d'euros)	Part à plus d'un an	Part à moins d'un an	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur et méthode d'évaluation
Obligations convertibles	1 094,7	725,7	1 820,4	1 735,6	Niveau 1, cotation de marché
Obligations	1 374,1	0,0	1 374,1	1 244,7	Niveau 1, cotation de marché
Autres dettes long terme	55,0	0,5	55,5	53,0	Niveau 2, référence à un marché coté
TOTAL	2 523,9	726,2	3 250,1	3 033,3	

La valeur comptable correspond à la valeur totale de la dette financière dans les états financiers consolidés. Toutes les obligations convertibles OCEANE ont été comptabilisées à l'émission selon la méthode du « *split accounting* », avec une composante dette financière comptabilisée au coût amorti, et une composante capitaux propres dont la valeur comptable a été fixée à la date d'émission.

La valeur nominale des obligations non convertibles s'élève à 1 820,4 millions d'euros. La valeur totale de ces obligations figurant au bilan et comprend également des intérêts courus pour 11,6 millions d'euros.

16.3. Actifs financiers

Conventions/principes comptables

Investissements dans des sociétés non consolidées

Le Groupe détient des actions dans des sociétés sans influence notable ni contrôle. Les placements dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur juste valeur via le compte de résultat. Pour les actions cotées, la juste valeur correspond au cours de l'action à la date de clôture.

Action de préférence Visa

L'analyse appliquée suivant IFRS 9 est celle d'un instrument de dette. Le traitement comptable des instruments de dette est déterminé par le modèle économique de l'instrument financier et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie entrants des instruments financiers. Il est entendu que les actions de préférence convertibles Visa ne satisfont pas au critère SPPI (paiement unique de principal et d'intérêts) parce que les flux de trésorerie générés par ces actions comprennent une indexation de la valeur des actions Visa, et que cette indexation entraîne une variabilité qui ne représente pas uniquement un paiement du principal et des intérêts. Dans cette situation, le traitement comptable est la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en banque et les instruments financiers tels que les titres de marché monétaire. Ces instruments financiers sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme et ont une échéance courte, généralement inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition. Certains instruments, tels que les dépôts à terme, ayant une échéance initiale plus longue mais prévoyant un retrait anticipé et une garantie du capital, peuvent également être classés dans la catégorie des équivalents de trésorerie dans certaines circonstances. Les titres du marché monétaire sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges financiers ».

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Pour les entités ayant souscrit à l'accord de convention de trésorerie du Groupe, les positions bilancielle de disponibilités et de découverts bancaires relative à cet accord sont globalisées et seule la position nette créditrice ou débitrice est présentée dans le bilan consolidé du Groupe.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès de contreparties de banques et d'institutions financières, dont la majorité est notées de A- à AA-. La dépréciation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (autres que les valeurs mobilières de placement évaluées à la juste valeur par résultat) est calculée sur la base de la probabilité de défaut de S&P.

16.3.1. Actifs financiers non courants et titres mis en équivalence

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actifs de régime de retraite	6,2	21,5
Juste valeur des participations non consolidées nette des dépréciations	711,4	695,1
Autres	27,3	66,4
Total actif financier non courant	744,9	783,1
Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	29,3	3,3

Les participations non consolidées sont principalement :

- Des actions préférentielles de Poseidon Bidco dont la juste valeur est estimée à 639.0 millions d'euros au 31 décembre 2023. Ces actions ont été apportées à Worldline par Apollo le 30 septembre 2022, dans le cadre de la cession de TSS et représentent 12,7% du capital de Poseidon Bidco et 5% de ses droits de vote.
- Des actions Visa pour 41,2 millions d'euros au 31 décembre 2023 et 33,7 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence sont principalement relatifs à la participation dans la société Online Payment Platform (OPP).

Le poste « autres » comprend notamment la part non-courante du paiement différé à recevoir du fonds Apollo sur les deux prochaines années, pour 21,7 millions d'euros, en contrepartie de la cession de TSS au 30 septembre 2022.

16.3.2. Actifs financiers courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dérivés - Actif	0,3	2,8
Autres actifs financiers courants	57,8	313,0
Total	58,1	315,9

En contrepartie de la cession de TSS en 2022, les autres actifs financiers courants comprennent, au 31 décembre 2023, 49,6 millions d'euros correspondant à la part court terme du paiement différé à recevoir du fonds Apollo en mars 2024.

En 2022, les autres actifs financiers courants correspondaient principalement à la juste-valeur des titres restants sur TSS pour 15,04%, qui ont été cédés le 1er janvier 2023 (311,9 millions d'euros).

16.3.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Disponibilités et autres équivalents de trésorerie	1 756,0	1 369,4
Valeurs mobilières de placement monétaires	140,0	230,1
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	1 896,0	1 599,5
Découverts	(169,5)	(47,9)
Total trésorerie passive	(169,5)	(47,9)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie nets	1 726,5	1 551,7

Dans un certain nombre de pays (Inde, Chine, Brésil, Argentine pour les principaux) où le Groupe opère, il peut y avoir des restrictions à la convertibilité et/ou la transférabilité immédiate des devises ; la trésorerie restante utilisable dans le pays. Si ces dernières sont jugées comme excessives au regard des besoins dans le pays, des risques locaux de liquidité ou du niveau de rémunération obtenu localement, la situation est gérée via des prêts intragroupes ou via des distributions de dividendes.

En outre, le Groupe a mis en gage un dépôt en espèces afin de garantir le paiement des loyers à des tiers. Il peut être substitué à tout moment par une garantie bancaire (voir note 18 "Engagements hors bilan").

16.4. Dettes financières

Conventions/principes comptables

Obligations et autres dettes long terme

Les obligations et autres dettes long terme sont comptabilisées initialement à la juste valeur, nette des frais d'émission directement rattachables. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti. Le calcul du taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements d'intérêts et l'amortissement des coûts d'émission.

Les obligations convertibles sont comptabilisées selon la méthode du *split accounting*, comprenant une dette financière au coût amorti et un instrument de capitaux propres évalué à l'émission de l'obligation. La valeur de l'instrument de capitaux propres n'est pas mise à jour jusqu'à la décomptabilisation de l'obligation convertible. Aucun instrument dérivé n'a été identifié.

Options de vente sur les participations ne donnant pas le contrôle

Les options de vente sont comptabilisées comme des dettes financières évaluées à leur juste valeur. Le Groupe a estimé que pour les options de vente existantes, avant l'exercice de l'option de vente, il n'y avait pas de transfert des risques et des avantages de la part de capitaux propres correspondante dans la filiale. Ainsi, les montants des participations ne donnant pas le contrôle correspondantes sont comptabilisés dans les capitaux propres du Groupe. La juste valeur des options de vente est la valeur actuelle du paiement futur attendu, et les gains et pertes sur les variations de juste valeur sont comptabilisés dans les capitaux propres, en participations ne donnant pas le contrôle. En cas de perte sur variation de juste valeur, toute partie excédant le montant des intérêts minoritaires relatifs au put est comptabilisée dans les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Mère.

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations	725,7	1 094,7	1 820,4	506,4	1 595,2	2 101,6
Obligations convertibles	0,0	1 374,1	1 374,1	0,0	1 362,6	1 362,6
Autres dettes long terme	0,5	55,0	55,5	0,5	55,0	55,5
Options de vente sur intérêts minoritaires	5,1	231,7	236,8	0,0	186,0	186,0
Autres passifs financiers	50,4	0,0	50,4	48,0	(0,0)	48,0
Découverts et cash-pooling	169,5	0,0	169,5	47,7	0,0	47,7
Total passifs financiers hors dettes de location	951,2	2 755,5	3 706,7	602,7	3 198,8	3 801,5

Les comptes courants ayant une maturité à court terme – moins d'un mois – ne font pas l'objet de rémunération.

Les autres dettes long terme sont composées des emprunts Schuldschein (voir la section B.3.3 "Politique de Financement").

En 2023, les options de vente sur intérêts minoritaires pour 236,8 millions d'euros sont relatives aux acquisitions d'Eurobank, Axepta, SoftPOS. Au 31 décembre 2022, ces options étaient valorisées à 186,0 millions d'euros et étaient liées aux acquisitions d'Eurobank, Axepta, SoftPOS et Cardlink.

16.4.1. Suivi des emprunts obligataires et obligations convertibles

Principales caractéristiques	Maturité	septembre 2024 (*)	septembre 2024 (*)	juin 2027	septembre 2028
	Nature	Emprunt obligataire 7 ans	Emprunt obligataire 5 ans	Emprunt obligataire 7 ans	Emprunt obligataire 5 ans
Nature		Obligation à taux fixe non garantie			
Date d'émission		septembre 2017	septembre 2019	juin 2020	septembre 2023
Date d'échéance		septembre 2024	septembre 2024	juin 2027	septembre 2028
Montant de l'émission (en millions d'euros)		354,7	359,7	500,0	600,0
Trésorerie reçue (en millions d'euros)		352,8	357,9	496,5	597,8
Coupon		1,6%	0,3%	0,9%	4,1%
Taux de rémunération à l'échéance		1,7%	0,4%	1,0%	4,2%
Ratio de conversion		N/A	N/A	N/A	N/A
Option de remboursement anticipée		N/A	N/A	N/A	N/A
Méthode de comptabilisation		Coût amorti (IFRS 9)			
Frais (en millions d'euros)		1,3	1,0	1,8	2,7
Option d'achat (en millions d'euros)		0,0	0,0	0,0	0,0
Composante dette à la souscription (en millions d'euros)		351,5	356,9	494,6	597,3
Composante capitaux propres à la souscription (en millions d'euros)		0,0	0,0	0,0	N/A
Taux d'intérêt effectif (TIE)		1,8%	0,4%	1,0%	4,2%

(*) En mai 2023, 41% et 28 % respectivement des emprunts obligataires 7 ans et 5 ans à échéance septembre 2024 ont été remboursés par anticipation par le Groupe. Les informations présentées ici correspondent uniquement à la part restant dans les passifs financiers du Groupe

Principales caractéristiques	Maturité	Mai 2025	Mai 2025	juillet 2025	juillet 2026	juillet 2026
	Nature	Schuldschein 7 ans	Schuldschein 7 ans	Obligations convertibles 5 ans	Obligations convertibles 5,7 ans	Obligations convertibles 7 ans
Nature		Contrat de prêt	Contrat de prêt	OCEANE	OCEANE	OCEANE
Date d'émission				juillet 2020	décembre 2020 (**)	juillet 2019
Date d'échéance		mai 2025	mai 2025	juillet 2025	juillet 2026	juillet 2026
Montant de l'émission (en millions d'euros)		25,0	30,0	600,0	200,0	600,0
Trésorerie reçue (en millions d'euros)		25,0	30,0	637,8	225,8	642,0
Coupon		1,7%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux de rémunération à l'échéance		1,7%	1,7%	(1,2%)	(2,1%)	(1,1%)
Ratio de conversion		N/A	N/A	1 action par obligation	1 action par obligation	1 action par obligation
Option de remboursement anticipée		N/A	N/A	De juillet 2023 à la date d'échéance	De juillet 2024 à la date d'échéance	De juillet 2024 à la date d'échéance
Méthode de comptabilisation				Split accounting (IAS 32)	Split accounting (IAS 32)	Split accounting (IAS 32)
Frais (en millions d'euros)		0,0	0,0	3,7	0,7	5,2
Option d'achat (en millions d'euros)		0,0	0,0	4,8	2,1	4,2
Composante dette à la souscription (en millions d'euros)		25,0	30,0	578,6	195,5	554,8
Composante capitaux propres à la souscription (en millions d'euros)		N/A	N/A	55,5	29,6	82,0
Taux d'intérêt effectif (TIE)		1,7%	1,7%	0,7%	0,4%	1,1%

(**) Lié aux obligations convertibles émises en juin 2020

16.4.2. Passifs financiers libellés en devises étrangères

(En millions d'euros)	EUR	SEK	AUD	Autres monnaies	Total
31 décembre 2023	3 463,6	90,1	74,2	78,7	3 706,7
31 décembre 2022	3 676,5	85,5	30,4	9,2	3 801,5

16.4.3. Échéancier des passifs financiers non courants

(En millions d'euros)	2025	2026	2027	2028	>2028	Total
Obligations convertibles	0,0	780,9	0,0	0,0	0,0	1 374,2
Obligations	0,0	0,0	0,0	597,4	0,0	1 094,7
Autres dettes long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,0
Options de vente sur intérêts minoritaires	81,4	150,3	0,0	0,0	0,0	231,8
Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2023	729,6	931,2	497,3	597,4	0,0	2 755,6

(En millions d'euros)	2024	2025	2026	2027	>2027	Total
Obligations convertibles	0,0	0,0	773,6	0,0	0,0	1 362,6
Obligations	1 098,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1 595,2
Autres dettes long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,0
Options de vente sur intérêts minoritaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	185,9
Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2022	1 101,4	728,7	872,2	496,5	0,0	3 198,8

Au 31 décembre 2023, L'échéancier des remboursements d'emprunts (basés sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés) est le suivant :

(En millions d'euros)	Valeur comptable	Échéance à 1 an	Échéance à 2 ans	Échéance à 3 ans	Échéance à 4 ans	Échéance à 5 ans	Total
Obligations convertibles	1 374,1	0,0	600,0	800,0	0,0	0,0	1 400,0
Obligations	1 820,3	804,6	29,1	29,1	526,9	617,5	2 007,3
Autres dettes long terme	55,5	0,9	55,4	0,0	0,0	0,0	56,3
Options de vente sur intérêts minoritaires	236,8	2,4	85,1	186,5	4,0	0,0	278,1
Passifs financiers courants	50,4	50,4	0,0	0,0	0,0	0,0	50,4
Instruments dérivés - Passif	1,8	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8
Découverts et cash-pooling	169,5	169,5	0,0	0,0	0,0	0,0	169,5
Total passifs financiers hors dettes de location	3 708,4	1 029,5	769,6	1 015,7	530,9	617,5	3 963,3

16.5. Variation de l'endettement net sur la période

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Passifs financiers non courants	(2 755,5)	(3 198,8)
Part à moins d'un an des passifs financiers	(951,2)	(602,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 896,0	1 599,5
Total Endettement net	(1 810,7)	(2 201,9)

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Endettement net en début de période	(2 201,9)	(3 125,6)
Nouvelles obligations	(604,9)	0,0
Remboursement d'obligations	887,6	0,0
Augmentation des options de vente sur intérêts minoritaires	(63,7)	(175,5)
Diminution des options de vente sur intérêts minoritaires	12,9	59,4
Augmentation des autres passifs financiers	(19,5)	0,0
Diminution des autres passifs financiers	21,2	559,5
Effet des regroupements d'entreprise	0,0	(0,9)
Variation de trésorerie à court terme	163,7	487,9
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères	10,9	6,7
Impact net des intérêts sur la période	(17,1)	(13,5)
Autres mouvements liés aux opérations de financement	0,0	0,0
Endettement net en fin de période	(1 810,7)	(2 201,9)

La variation de l'endettement net sur la période est principalement lié aux éléments suivants :

- La baisse des billets de trésorerie de 20,0 millions d'euros ;
- L'augmentation des options de vente sur intérêts minoritaires de 43,9 millions d'euros, en lien avec l'acquisition du portefeuille marchand de Banco Desio pour 35,9 millions d'euros (voir note 4 "Autres éléments significatifs de l'année"), représentant la valeur actuelle des flux de trésorerie estimés pour l'acquisition des 20 % restants. La diminution est quant à elle liée à l'exercice de l'option de vente sur Cardlink.
- Les obligations ont diminué de 885,8 millions d'euros pour les raisons suivantes :
 - 501,3 millions d'euros dus au remboursement de l'obligation de 500 millions d'euros à la date d'expiration (juin 2023 - voir note 4 - "autres éléments significatifs de l'année") ;
 - 385,6 millions d'euros liés à l'offre publique d'achat lancée en mai 2023 sur les obligations de 600 millions d'euros et de 500 millions d'euros arrivant à échéance en septembre 2024 (voir

note 4 "autres éléments significatifs de l'année") au moment de leur création. Le montant nominal offert et accepté par Worldline dans le cadre de l'offre publique d'achat est réparti comme suit :

- 245,3 millions d'euros d'obligations de série A à un prix d'achat de 97,656 % et 1,117 % d'intérêts courus, dont 354,7 millions d'euros resteront en circulation après l'annulation des obligations rachetées, et

- 140,3 millions d'euros d'obligations de série B à un prix d'achat de 95,891 % et 0,168 % d'intérêts courus, dont 359,7 millions d'euros resteront en circulation après l'annulation des obligations rachetées.

L'offre de rachat a été payée en mai 2023. Les obligations rachetées ont été annulées.

- Les obligations augmentent de 604,9 millions d'euros suite au lancement en septembre 2023 d'une obligation de 600 millions d'euros arrivant à échéance en septembre 2028 et portant un coupon de 4,125%. Les obligations sont admises à la négociation à la Bourse de Luxembourg.

16.6. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Conventions/principes comptables

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son risque de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Ces instruments sont initialement évalués à leur juste valeur, c'est-à-dire au prix qui serait reçu lors de la vente d'un actif ou payé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les acteurs du marché à la date d'évaluation. Le Groupe effectue des opérations de couverture de la juste valeur et de couverture des flux de trésorerie.

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix de marché à la date de clôture (c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté).

La comptabilisation initiale des instruments de couverture de change et de taux d'intérêt et la comptabilisation ultérieure des variations de leur valeur sont effectuées conformément à la norme IFRS 9.

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe prend en compte le risque de défaillance lors de l'évaluation de ses instruments dérivés de couverture. Cela implique ce qui suit :

- Le risque de défaut du Groupe sur un dérivé qui est un passif (risque de crédit propre) ;
- Le risque de défaut de la contrepartie sur un dérivé qui est un actif (risque de crédit de la contrepartie)

La méthode du Groupe pour évaluer le risque de crédit propre et le risque de crédit de contrepartie est basée sur un calcul du risque de crédit implicite sur les obligations de premier rang à taux fixe négociées sur le marché secondaire.

Si un instrument de couverture est utilisé pour couvrir le risque découlant des activités opérationnelles ou des activités de financement du Groupe, son impact sur le résultat est comptabilisé dans les "charges financières nettes". Les surcotes/décotes des instruments financiers sont comptabilisées dans le résultat financier.

Juste-valeur des instruments dérivés à la date de clôture

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Instruments dérivés de taux d'intérêt	0,0	0,0
Instruments dérivés de change	(1,5)	1,3
Actif courant	0,3	2,6
Passif courant	(1,8)	(1,3)
Total instruments de couvertures	(1,5)	1,3

Ventilation des Instruments par politique de couverture

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Instruments de couverture de flux de trésorerie	(0,3)	(0,8)
Contrat de change à terme	(0,1)	(0,1)
Swap de change	(0,3)	(0,7)
Instruments non assimilés à une couverture de flux de trésorerie	(1,3)	2,2
Swap de change	(1,3)	2,2
Total instruments de couvertures	(1,5)	1,3

NOTE 17 Dettes fournisseurs et autres passifs courants

17.1. Fournisseurs et comptes rattachés

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dettes fournisseurs	756,0	717,7
Paiements d'avance*	(2,9)	(37,0)
Charges constatées d'avance*	(72,0)	(74,0)
Dettes fournisseurs nettes	681,1	606,7
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	82	76

* Note 11.3 "autres actifs courants "

Les dettes fournisseurs et les effets à payer devraient être réglés dans un délai d'un an.

Les charges constatées d'avance sont principalement les licences de logiciels, les charges de location, les contrats de support et la maintenance à long terme.

17.2. Autres passifs courants

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Passifs de contrats	155,3	185,4
Personnel et comptes rattachés	143,3	172,6
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62,5	89,7
Taxe sur la valeur ajoutée	80,1	104,2
Autres dettes d'exploitation	145,6	155,0
Total	586,7	706,8

Les passifs de contrats consistent principalement en des avances relatives aux phases initiales des contrats de traitement de transactions.

Les autres dettes d'exploitation incluent principalement les dettes sur immobilisations et les frais de services liés aux cartes de compte d'entreprise que Worldline fournit aux commerçants du secteur de l'hôtellerie et de la vente de détail, en particulier au Royaume-Uni.

NOTE 18 Engagements hors bilan

18.1. Engagements contractuels

Le tableau ci-dessous présente les paiements minima futurs pour les exercices à venir au titre d'obligations et d'engagements fermes.

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	Échéances			31 décembre 2022
		< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Contrats de location simple matériel informatique	8,7	6,4	2,3	0,0	9,7
Obligations d'achat irrévocables	235,7	52,6	183,2	0,0	233,6
Engagements totaux	244,4	59,0	185,4	0,0	243,2

Les obligations d'achat irrévocables concernent principalement les engagements envers SIX Group AG (voir note 19 "Parties liées").

En complément des informations présentées ci-dessus, dans le contexte de la cession de TSS, Worldline s'est engagé à acheter auprès de TSS un certain pourcentage de ses achats annuels de terminaux.

18.2. Garanties commerciales

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Garanties bancaires	84,4	67,1
Opérationnelles - Performance	22,6	29,6
Opérationnelles - Appels d'offres	0,3	0,4
Financières ou autres	61,5	37,1
Garanties parentales	654,9	951,9
Opérationnelles - Performance	134,9	574,4
Opérationnelles - Orientées autres <i>business</i>	438,6	22,9
Financières ou autres	81,4	354,7
Nantissements	2,3	23,6
Total	741,6	1 042,6

Pour divers contrats à long terme, le Groupe a émis des garanties parentales à ses clients. Le Groupe a mis en nantissement un compte bancaire afin de garantir de futures sorties de trésorerie à destination de tiers au groupe. Ce nantissement peut être substitué à tout moment par une garantie bancaire.

18.3. Autres garanties

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Garanties reçues		
Garanties reçues lors de l'acquisition d'entreprises	1 971,1	1 969,5
Autres engagements reçus	0,0	0,0
Total	1 971,1	1 969,5

Garanties données

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Garanties données lors de la cession d'entreprises	2 803,2	2 103,1
Autres engagements donnés	0,0	2,8
Total	2 803,2	2 105,9

En 2023, l'augmentation des engagements reçus et donnés est principalement relative à l'acquisition des actifs de relations clients auprès de Banco Desio et Banca del Fucino, et à la cession de TSS.

NOTE 19 Parties liées

Conventions/principes comptables

Les parties liées incluent :

- SIX Group AG (et ses filiales qui ne sont pas dans le périmètre de consolidation du Groupe) en tant qu'actionnaire de référence sur la période ;

- Les entités qui sont contrôlées par le Groupe, les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des salariés du Groupe ou celles qui sont contrôlées ou détenues conjointement par l'un des dirigeants du Groupe ; et

- Les mandataires sociaux du Groupe, définis comme les personnes qui ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler l'activité du Groupe, notamment les membres du Conseil d'administration incluant le Président, ainsi que le Directeur Général et le Directeur Général Délégué.

Les principales transactions avec les parties liées regroupent :

- Les refacturations de loyer ;
- La facturation de services de sous-traitance comme des coûts de personnel ou d'utilisation d'infrastructure ;
- Les facturations de services administratifs ;
- Les intérêts associés aux éléments financiers ;

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Les transactions avec les parties liées sont détaillées comme suit :

Avec SIX Group AG		
(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Chiffre d'affaires	40,0	38,3
Produits et charges opérationnels	(59,0)	(48,7)

Les créances et dettes inscrites au bilan, relatives aux parties liées sont détaillées comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Créances clients nettes	190,9	121,9
Autres actifs courants	4,3	0,1
Fournisseurs et comptes rattachés	2,6	9,7
Autres passifs courants	19,8	0,0

Les engagements hors bilan relatifs aux parties liées se détaillent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023	Échéances			31 décembre 2022
		< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Engagements contractuels	232,4	49,3	183,2	0,0	233,6
Engagements totaux	232,4	49,3	183,2	0,0	233,6

Les engagements contractuels sont principalement liés au LTIA (*Long Term Infrastructure Agreement*).

Coûts relatifs aux mandataires sociaux du Groupe

En 2022, les coûts des mandataires sociaux de Worldline incluent :

- Les coûts du Directeur Général ;
- Les coûts du Directeur Général Délégué ;
- Les coûts relatifs aux membres du Conseil d'administration correspondant aux jetons de présence de 2023 ; et
- La rémunération du Président du Conseil d'administration.

La répartition de la charge enregistrée dans les comptes du Groupe pour ses principaux dirigeants est la suivante :

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Avantages court terme	3,1	3,9
Cotisations versées par l'employeur et autres taxes (*)	1,2	1,6
Plans d'actions gratuites et options de souscription (**)	1,7	3,5
Total	6,0	9,0

(*) Cotisations patronales dues sur le salaire fixe et variable des mandataires sociaux, incluant les plans de stock-options et d'actions de performance de Worldline en cours d'acquisition.

(**) Charge IFRS2 "Plans d'actions de performance et de stock-options" relative aux actions de performance et options de souscription de Worldline en cours d'acquisition accordées aux mandataires sociaux.

NOTE 20 Principales entités entrant dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2023

Sociétés	Pays	Méthode de consolidation	% de détention au 31 décembre 2023
FRANCE			
Worldline SA	France	Intégration globale	100%
Mantis SA	France	Intégration globale	100%
Worldline Participation 1 SA	France	Intégration globale	100%
INTOUCH SAS	France	Mise en équivalence	33%
Worldline Ré SA	France	Intégration globale	100%
Santéos SA	France	Intégration globale	100%
Worldline France SAS	France	Intégration globale	100%
Similo SAS	France	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions France S.A.S	France	Intégration globale	100%
Worldline Prepaid Services France S.A.S	France	Intégration globale	100%
Worldline Business Support S.A.S.	France	Intégration globale	100%
Retail International Holding S.A.S.	France	Intégration globale	100%
Worldline IGSA S.A	France	Intégration globale	100%
Worldline MS France S.A.S	France	Intégration globale	100%
Consoprotec SAS	France	Intégration globale	100%
equensWorldline France	France	Intégration globale	100%
Worldline Bidco S.A	France	Intégration globale	100%
EUROPE HORS FRANCE			
Worldline Payment Services (Germany) GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline Germany GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
DZ-Service GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline Healthcare GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline PAYONE Holding GmbH	Allemagne	Intégration globale	60%
PAYONE GmbH	Allemagne	Intégration globale	60%
Credit & Collections Service GmbH	Allemagne	Intégration globale	60%
equensWorldline GMBH_HTTPS	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline Austria Holding GmbH	Autriche	Intégration globale	100%
Worldline Austria GmbH	Autriche	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Austria branch	Autriche	Intégration globale	100%
PAYONE GmbH - Austria	Autriche	Intégration globale	60%
Worldline NV/SA	Belgique	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions BV / SRL	Belgique	Intégration globale	100%
Worldline Financial Solutions NV	Belgique	Intégration globale	100%
equensWorldline Belgium	Belgique	Intégration globale	100%
Bambora Danmark A/S	Danemark	Intégration globale	100%
Bambora Online A/S	Danemark	Intégration globale	100%
Bambora AB Sweden - Denmark	Danemark	Intégration globale	100%
Worldline Iberia SA	Espagne	Intégration globale	100%
Worldline MS Iberia, S.L.U.	Espagne	Intégration globale	100%
OÜ Worldline Payment Estonia	Estonie	Intégration globale	100%
equensWorldline Finland	Finlande	Intégration globale	100%
Bambora AB, Finland branch	Finlande	Intégration globale	100%
ELECTRONIC TRANSACTION NETWORK MANAGEMENT & OPERATING CO. SOCIETE ANONYME CARDLINK	Grèce	Intégration globale	100%
Worldline Merchant Acquiring Greece	Grèce	Intégration globale	80%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Hungary branch	Hongrie	Intégration globale	100%

Retail Enterprise Italia SpA	Italie	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Italia branch	Italie	Intégration globale	80%
equensWorldline SE - Branch Italy	Italie	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Italy branch	Italie	Intégration globale	100%
SIA Worldline Latvia	Lettonie	Intégration globale	100%
UAB Worldline Lietuva	Lituanie	Intégration globale	100%
Worldline Europe SA	Luxembourg	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA	Luxembourg	Intégration globale	100%
Worldline Luxembourg SA	Luxembourg	Intégration globale	100%
Worldline Investissement Sàrl	Luxembourg	Intégration globale	100%
equensWorldline Luxembourg	Luxembourg	Intégration globale	100%
DevCode Payment Malta Ltd.	Malte	Intégration globale	100%
equensWorldline SE	Pays-Bas	Intégration globale	100%
PaySquare NV	Pays-Bas	Intégration globale	100%
equensWorldline NV	Pays-Bas	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions B.V.	Pays-Bas	Intégration globale	100%
Global Collect Services B.V.	Pays-Bas	Intégration globale	100%
Online Payment Platform B.V	Pays-Bas	Mise en équivalence	40%
Global Collect B.V.	Pays-Bas	Intégration globale	100%
SoftPos Spółka Akcyjna	Pologne	Intégration globale	55%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Poland branch	Pologne	Intégration globale	100%
Worldline MS Iberia, S.L. – Portugal	Portugal	Intégration globale	100%
Worldline Czech Republic s.r.o.	République tchèque	Intégration globale	100%
GoPay s.r.o.	République tchèque	Intégration globale	100%
Worldline Payment Services (Europe) SA, Czech Republic branch	République tchèque	Intégration globale	100%
Worldline Business Services Romania S.R.L	Roumanie	Intégration globale	100%
Worldline Sweden AB	Suède	Intégration globale	100%
Bambora Group AB	Suède	Intégration globale	100%
Bambora AB	Suède	Intégration globale	100%
Bambora Device AB	Suède	Intégration globale	100%
DevCode Payment AB	Suède	Intégration globale	100%
equensWorldline SE - Branch UK	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Merchant Services UK Ltd	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline IT Services UK Limited	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline e-commerce Solutions (UK) Ltd	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Merchant Services UK Limited	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, UK branch	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Schweiz AG	Suisse	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Slovenia branch	Slovénie	Intégration globale	100%
Bambora AB Sweden - Norway	Norvège	Intégration globale	100%
Bambora Device AB Sweden - Norway	Norvège	Intégration globale	100%
RESTE DU MONDE			
Worldline US, Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions, Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Bambora Holding Corp.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Global Collect Services USA, Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Bambora Corp.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Worldline SMB US Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Sub-1 S.A.	Argentine	Intégration globale	100%
Global Collect Services S.R.L.	Argentine	Intégration globale	100%

Global Collect Argentina S.R.L.	Argentine	Intégration globale	100%
Worldline Services Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	100%
Bambora Online Pty Ltd	Australie	Intégration globale	100%
Global Collect Services Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	100%
Worldline Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	51%
Global Collect Australia Pty Limited	Australie	Intégration globale	100%
Worldline Payment Solutions Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	51%
Worldline Brazil Serviços Ltda.	Brésil	Intégration globale	100%
Global Collect, Serviços de Coleta de Pagamentos Ltda.	Brésil	Intégration globale	100%
Global Collect do Brasil Soluções de Pagamento Ltda.	Brésil	Intégration globale	100%
Bambora Inc.	Canada	Intégration globale	100%
Worldline (China) Co Ltd	Chine	Intégration globale	100%
Global Collect Services China Limited	Chine	Intégration globale	100%
Worldline International (Hong Kong) Co Ltd	Chine	Intégration globale	100%
Worldline Global Services Private Limited	Inde	Intégration globale	100%
MRL Posnet Pvt Ltd	Inde	Intégration globale	100%
Worldline India Pvt Ltd	Inde	Intégration globale	100%
Worldline ePayments India Private Limited	Inde	Intégration globale	100%
Global Collect India Private Limited	Inde	Intégration globale	100%
PT Worldline International Indonesia	Indonésie	Intégration globale	100%
Global Collect Services Japan Co., Ltd.	Japon	Intégration globale	100%
Worldline Japan Limited	Japon	Intégration globale	100%
Global Collect Japan Co., Ltd.	Japon	Intégration globale	100%
Worldline International (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	Intégration globale	100%
GC Holdings Malaysia Sdn. Bhd.	Malaisie	Intégration globale	100%
Retail Enterprise NAR MX S.A. de C.V.	Mexique	Intégration globale	100%
Global Collect México, S. de R.L. de C.V.	Mexique	Intégration globale	100%
Paymark Limited	Nouvelle-Zélande	Intégration globale	100%
Worldline Payment International Philippines Inc	Philippines	Intégration globale	100%
Worldline IT and Payment Services (Singapore) Pte Ltd	Singapour	Intégration globale	100%
Global Collect Services Asia Pacific Pte. Ltd.	Singapour	Intégration globale	100%
Ingenico Payments and Services Pte Ltd	Singapour	Intégration globale	100%
Worldline (Taiwan) Ltd.	Taiwan	Intégration globale	100%
Worldline Ödeme Sistem Çözümleri A.Ş. İstanbul Şubesi.	Turquie	Intégration globale	100%

Information sur les filiales avec des intérêts minoritaires significatifs

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	990,8
Marge opérationnelle	190,6
Résultat net	(367,0)
<i>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère</i>	<i>(226,2)</i>
<i>Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(140,8)</i>

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2023
Actifs non courants	3 638,1
Actifs courants	3 101,6
TOTAL de l'actif	6 739,7

Capitaux propres	3 545,9
<i>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</i>	<i>2 209,9</i>
<i>Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>1 336,1</i>
Passifs non courants	228,8
Passifs courants	2 965,0
TOTAL du passif	6 739,7

NOTE 21 Honoraires des Commissaires aux comptes

	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
<i>(En milliers d'euros et en %)</i>								
Certification et examen limité annuel des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	452	51%	0		363	52%	0	
Filiales intégrées globalement	361	41%	1 618	89%	238	34%	1 664	99%
Sous total audit	813	92%	1 618	89%	601	86%	1 664	99%
Services autres que la certification des comptes								
Emetteur	75	8%	0		98	14%	0	
Filiales intégrées globalement	0		200	11%	0		21	1%
Sous total autres	75	8%	200	11%	98	14%	21	1%
Total honoraires 2023	888	100%	1 818	100%	699	100%	1 686	100%

En 2023, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale et (iv) le rapport d'assurance SOC2.

	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Certification et examen limité annuel des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	433	49%	0		348	57%	0	
Filiales intégrées globalement	385	44%	1 637	94%	175	29%	1 560	100%
Sous total audit	818	93%	1 637	94%	523	85%	1 560	100%
Services autres que la certification des comptes								
Emetteur	60	7%	0		91	15%	0	
Filiales intégrées globalement	0		100	6%	0		4	0%
Sous total autres	60	7%	100	6%	91	15%	4	0%
Total honoraires 2022	878	100%	1 737	100%	614	100%	1 563	100%

En 2022, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale et (iv) le rapport d'assurance SOC2.

NOTE 22 Evènements postérieurs à la clôture

Plan Power24

Compte tenu des tendances du marché et de la détérioration de l'environnement macroéconomique, Worldline a décidé de procéder à une transformation significative afin de préserver sa compétitivité et sa capacité d'investissement pour soutenir sa croissance future. Pour ce faire, Worldline a annoncé en octobre 2023 le futur lancement du plan Power24, qui s'appuierait sur quatre piliers principaux :

- Transformation du développement des produits et des plateformes, incluant l'adoption généralisée des méthodes de travail agiles *DevOps* et un effort de standardisation et de simplification des plateformes, améliorant le *time-to-market* et générant des gains de productivité ;
- Initiatives de modernisation et de développement technologique (par exemple, automatisation des processus clés) pour soutenir les innovations du Groupe.
- Simplification de l'organisation, incluant l'arrêt des activités non critiques, le redimensionnement de certaines équipes, la réduction des strates managériales et l'amélioration du périmètre managérial.
- Renforcement des initiatives de réduction des coûts menées par les équipes approvisionnement et accélération des projets de relocalisation des activités dans des zones géographiques où les coûts sont moins élevés.

Power24 permettra à Worldline d'être plus agile, efficace, compétitif et productif. Il conduira Worldline à adapter pleinement son organisation à son environnement, à améliorer son positionnement concurrentiel et à soutenir le développement à long terme de l'entreprise et de son personnel.

Au début du mois de février 2024, Worldline a présenté son plan Power24 au Comité d'entreprise européen.

Le groupe mettra en œuvre ce plan par l'intermédiaire de ses lignes de service et de leur modèle opérationnel cible. Les coûts de mise en œuvre devraient atteindre 250 millions d'euros au total, principalement en 2024 et 2025. En 2023, le Groupe a engagé des frais de 6,0 millions d'euros pour définir et structurer le plan (voir note 6.3 " autres produits et charges d'exploitation ").

D. Indicateurs non-IFRS

D.1 Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)

Le Groupe présente, en complément des mesures IFRS, un indicateur de performance supplémentaire, l'Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté), qui exclut l'impact sur la marge opérationnelle des charges de dépréciation et autres charges détaillées dans le tableau ci-après. L'EBE ajusté n'est pas un indicateur défini par les normes IFRS. Par conséquent, la définition utilisée par le Groupe pourrait ne pas correspondre

aux définitions données à ces mêmes termes par d'autres sociétés. L'EBE ajusté ne doit pas être utilisé en substitution des mesures IFRS.

Le tableau ci-après présente le passage de la marge opérationnelle à l'EBE ajusté sur une base consolidée.

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation
Marge opérationnelle	789,8	864,1	(74,3)
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	298,3	256,7	41,6
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	4,3	4,7	(0,4)
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	(0,8)	7,2	(8,0)
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	18,7	(0,2)	19,0
EBE ajusté	1 110,4	1 132,5	(22,1)

D.2 Flux de trésorerie disponible

Le Groupe présente, en complément des flux de trésorerie calculés selon les principes IFRS, des indicateurs non-IFRS « Flux de trésorerie opérationnel » et « Flux de trésorerie disponible ». Ces indicateurs sont calculés à partir de l'Excédent Brut d'Exploitation ajusté dont le calcul est exposé ci-avant.

Le tableau ci-après présente le passage de l'EBE ajusté au flux de trésorerie opérationnel, puis du flux de trésorerie opérationnel au flux de trésorerie disponible, pour les périodes indiquées.

(En millions d'euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
EBE ajusté	1 110,4	1 132,5
Investissements opérationnels	(332,9)	(324,9)
Païements des loyers (loyers sous IFRS 16)	(105,7)	(75,6)
Variation du besoin en fonds de roulement	(18,6)	99,8
Flux de trésorerie opérationnel	653,2	831,8
Impôts payés	(102,2)	(78,8)
Coût de l'endettement financier net payé	(2,9)	(22,4)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(51,5)	(37,1)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(143,0)	(155,2)
Autres variations*	1,5	(18,7)
Flux de trésorerie disponible	355,1	519,6

* Les "autres variations" correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme excepté les acquisitions et les cessions

Le tableau ci-après présente le passage du « Flux de trésorerie opérationnel » calculé sur la base exposée ci-avant, au « Flux de trésorerie opérationnel généré par l'activité » calculé selon les principes IFRS.

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Flux de trésorerie opérationnel	653,2	831,8
- Investissements opérationnels	332,9	324,9
- Paiements des loyers (Loyers sous IFRS 16)	105,7	75,6
Impôts payés	(102,2)	(78,8)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(51,5)	(37,1)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(143,0)	(155,2)
Autres produits et charges opérationnels	(3,3)	7,8
Autres produits et charges financières	0,0	(0,2)
Flux de trésorerie opérationnel généré par l'activité	791,8	968,8

D.3 EBITDA

Le Groupe présente, en complément de la marge opérationnelle calculé selon les principes IFRS, un indicateur « EBITDA » calculé à partir de la marge opérationnelle tel que présenté ci-après. En 2023, le Groupe a révisé cet indicateur, car il sera utilisé pour le calcul des primes en interne.

Le tableau ci-après présente le passage de la marge opérationnelle à l'EBITDA pour les périodes indiquées.

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022
Marge opérationnelle	789,8	864,1
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	298,3	256,7
Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	4,3	4,7
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	(0,8)	7,2
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	18,7	(0,2)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(62,5)	(37,3)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(142,7)	(155,0)
EBITDA	905,2	940,2

E. ANNEXES

E.1 Siège social

Tour Voltaire
1, Place des Degrés
92800 Puteaux – France
+ 33 (0)1 34 34 95 95

E.2 Relations Investisseurs

Les investisseurs institutionnels, les analystes financiers et les actionnaires individuels peuvent obtenir des renseignements auprès de :

Directeur des Relations Investisseurs

Laurent Marie

Mail : laurent.marie@worldline.com

Relations Investisseurs

Guillaume Delaunay

Mail : guillaume.delaunay@worldline.com

De plus amples informations concernant la Société, telles que l'information financière, l'information réglementée AMF, la gouvernance d'entreprise, la responsabilité d'entreprise et le développement durable, sont disponibles sur le site web de Worldline worldline.com.

Les demandes d'information peuvent être envoyées par courrier électronique à investor-relations@worldline.com.

E.3 Agenda financier

- 2 mai 2024 : Chiffre d'affaires du premier trimestre 2024
- 1^{er} aout 2024 : Résultats du premier semestre 2024

A propos de Worldline

Worldline [Euronext : WLN] accélère la croissance des entreprises de toutes tailles - rapidement, simplement et en toute sécurité. S'appuyant sur des technologies de paiement de pointe, une expertise locale et des solutions personnalisées à destination de centaines de marchés et d'industries, Worldline favorise la croissance de plus d'un million d'entreprises dans le monde. Worldline a généré un chiffre d'affaires de 4,6 milliards d'euros en 2023. worldline.com

La raison d'être de Worldline est de concevoir et exploiter des services de paiement et de transactions numériques pour contribuer à une croissance économique durable et renforcer la confiance et la sécurité dans nos sociétés. Worldline les rend respectueux de l'environnement, accessibles au plus grand nombre, tout en accompagnant les transformations sociétales.

Suivez-nous

